



EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL

Juillet 2017

L'étude sur l'emploi des jeunes en milieu rural a été commandée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement à titre de contribution aux travaux du groupe de travail « Développement » du G20.

Le présent document a été conjointement établi par la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA) à la demande du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement.

Il a été élaboré par une équipe de base composé de Robert Townsend, Rui Benfica, Ashesh Prasann et Maria Lee, avec le concours de Parmesh Shah, Luc Christiaensen, Steven Jaffee, Chris Delgado, Madhur Gautam, Sergiy Zorya, Iftikhar Mostafa, Adarsh Kumar, Loraine Ronchi, Gene Moses, Paul Winters, Bettina Prato et David Suttie.

Le document a été enrichi à la lumière des observations des pays du G20 formulées lors de la réunion du groupe de travail «Développement» du G20 tenue le 15 décembre 2016 ainsi que de celles transmises plus tard par les délégués représentant l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, l'Italie, l'Inde, les Pays-Bas, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation pour la Coopération et le Développement économiques.

Le présent document est un produit du personnel de la Banque mondiale et du FIDA, qui a bénéficié de contributions externes. Les résultats, les interprétations et les conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des gouvernements qu'ils représentent ni celles des Etats membres du FIDA ou de leurs représentants au sein du Conseil des Administration.

La Banque mondiale et le FIDA ne garantissent pas l'exactitude des données contenues dans le présent document. Les désignations qui y sont employées ainsi que la présentation des données ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position de la part de la Banque mondiale ou du FIDA sur le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités ni sur le tracé de ses frontières et limites.

Table des matières

SYNTHESE.....	1
POURQUOI METTRE L'ACCENT SUR L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL?	6
Les jeunes représentent la proportion la plus importante de la population dans de nombreux pays.....	6
Il y a plus de risques pour les jeunes que les adultes d'être sans emploi	7
Une proportion considérable des jeunes dans les pays en développement vivent en milieu rural	8
OPPORTUNITES POUR L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL	9
Agriculture	10
Système alimentaire plus large en milieu rural	11
Activités rurales non alimentaires	12
QUE FAIRE POUR ACCROITRE L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL?	14
Faciliter l'implication des jeunes en milieu rural dans le dialogue politique et la conception des programmes.....	15
Mesures générales liées à la demande.....	17
Investir dans des infrastructures complémentaires.....	17
Augmenter la croissance de la productivité agricole afin de stimuler la demande pour les biens et services non agricoles	19
Promouvoir une agriculture à forte valeur et la création de valeur	21
Améliorer le climat d'investissement et le commerce en milieu rural.....	23
Promouvoir la concurrence ainsi que la participation et l'investissement du secteur privé.....	25
Favoriser l'émergence de villes secondaires.....	27
Rôle de la mécanisation	28
Mesures ciblées spécifiques concernant l'offre.....	31
Développer les compétences des jeunes en milieu rural et créer une adéquation entre celles-ci et les emplois	31
Faciliter l'accès à la terre	34
Renforcer l'accès aux financements assortis de conditions avantageuses	37
Promouvoir le développement des MPME	40
Appuyer les programmes de protection sociale et de filet de sécurité sociales et l'accès aux services sociaux	42
ASPECTS DE MISE EN ŒUVRE	44

SYNTHESE

1. *Objet:* Le présent document a été mis au point afin de contribuer aux discussions sur l'emploi des jeunes en milieu rural au sein du groupe de travail sur le Développement du G20.
2. *Le cadre "Sécurité alimentaire et Nutrition" (FSN) du G20 souligne l'importance de l'emploi dans le système alimentaire.* L'un des trois domaines prioritaires de ce cadre consiste à « augmenter les revenus et l'emploi de qualité au sein des systèmes alimentaires »¹. Le plan de mise en œuvre du cadre FSN préconise d'appuyer l'autonomisation économique des femmes et des jeunes en milieu rural à travers des forums consacrés au partage des connaissances, le renforcement de la formation professionnelle ainsi que la promotion de la sécurité alimentaire et des filets de sécurité nutritionnels². Ce document se veut donc une contribution à ce plan de mise en œuvre, eu égard au fait qu'il fournit, à l'examen des pays du G20, de plus amples informations sur l'éventail plus large des domaines d'action requis pour rehausser le niveau et la qualité de l'emploi en milieu rural dans les pays en développement. En outre, il s'inscrit en complément de l'approche plus globale adoptée par le G20 pour l'emploi des jeunes.
3. *Le G20 accorde une attention plus accrue à l'emploi des jeunes.* Le Plan d'action de Brisbane³ et la Déclaration ministérielle 2014 du G20 relative au travail et à l'emploi⁴ mettent l'accent sur la nécessité d'œuvrer à de meilleurs résultats en matière d'emploi pour les jeunes. Les mesures en faveur de l'emploi ciblant les jeunes figurent également en bonne place dans de nombreux plans nationaux développés dans ce domaine par chaque économie du G20⁵. Sous la présidence turque du G20, le groupe de travail «Emploi»⁶ a présenté les options qui s'offrent pour suivre les évolutions sur le marché du travail des jeunes et les progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre des engagements politiques destinés à améliorer la situation du marché du travail des jeunes. Entériné sous la présidence chinoise en 2016, le Plan d'action du G20 pour l'entrepreneuriat contient un certain nombre de recommandations visant à appuyer l'entrepreneuriat comme source d'emploi et de croissance, notamment en faveur des jeunes⁷. Par ailleurs, parmi les principes du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires figure celui consistant à susciter l'intérêt des jeunes et à leur donner les moyens nécessaires⁸. D'autres initiatives existent à cet égard, telles que le Pacte avec l'Afrique et le travail en cours dans le cadre du Partenariat mondial pour l'inclusion financière en vue de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes.
4. *Questions liées à l'emploi des jeunes en milieu rural.* La génération actuelle des jeunes est la plus importante que le monde ait jamais connue, avec 1,2 milliard de personnes âgées entre 15 et 24 ans⁹. Les moins de 24 ans constituent la part de la population la plus significative dans la quasi-totalité de l'Afrique subsaharienne, tout comme dans de nombreux pays à travers l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est, l'Amérique latine, ainsi que le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, où cette situation est communément désignée comme « l'explosion démographique des jeunes ». Toutefois, les jeunes courent deux à trois fois plus de risques que les adultes de se retrouver sans emploi. Dans leur majorité, les jeunes qui travaillent sont pauvres et exercent des emplois précaires et de qualité médiocre dans le secteur informel. Une proportion considérable des jeunes dans les pays en développement vit en milieu rural, alors que de manière générale les populations rurales dans les pays à revenu faible et moyen continueront d'augmenter au cours des prochaines décennies, en dépit du processus d'urbanisation. Selon certaines estimations, 440 millions de jeunes entreront sur le marché du travail en milieu rural d'ici 2030, rien qu'en Afrique. La demande pour les services de main d'œuvre en milieu rural sera cruciale pour absorber les nouveaux arrivants dans la vie active et contribuer à gérer la vitesse de la transition du monde rural vers l'urbanisation.

5. *Opportunités pour l'emploi des jeunes en milieu rural.* La nécessité de nourrir des populations rurales et urbaines en expansion et de promouvoir des modes de consommation basés sur des produits à plus forte valeur et plus élaborés ouvre des perspectives de revenus et d'emplois tant en ce qui concerne le secteur agricole que le système alimentaire plus large en milieu rural, au moment où les économies sont en mutation. La migration intra-rurale des régions moins nanties vers celles plus prospères offre des opportunités d'emploi plus importantes dans le monde rural, surtout qu'avec le vieillissement des producteurs à travers le monde, le secteur agricole aura besoin d'un plus grand nombre de jeunes. Dans les pays africains, l'agriculture contribue pour 68% au revenu des ménages en milieu rural, contre 23% pour les activités rurales non agricoles. En Asie, la moitié environ du revenu rural est tiré des activités agricoles, contre 37% et 13% respectivement pour les activités non agricoles et les transferts, tandis qu'en Amérique latine, l'agriculture et les activités non agricoles représentent une part égale de ce revenu, à hauteur de 43%. Cette situation confirme globalement le principe général de la transformation structurelle, selon lequel lorsque le revenu par habitant augmente dans le domaine agricole, la part du revenu issu des activités rurales non agricoles tend aussi à augmenter, mais pas toujours. Toutefois, la plupart des activités rurales non agricoles sont liées à l'agriculture et s'inscrivent dans le système alimentaire plus large, étant entendu que les pays et les régions à l'intérieur des pays qui ont le mieux réussi à se diversifier dans les activités non agricoles sont ceux où l'agriculture se développe fortement.

6. *«Explosion démographique des jeunes», occasion à saisir par les pays pour en tirer un dividende démographique.* Si les jeunes en âge de travailler, plus nombreux à ce jour, sont pleinement employés dans des activités productives et suffisamment rémunératrices pour répondre à la demande du marché, la croissance générale et le revenu par habitant augmenteront. Une combinaison judicieuse de mesures à mettre en place par les pouvoirs publics sera nécessaire pour réaliser le dividende démographique. Si, en revanche, un nombre considérable des jeunes n'est pas en mesure de trouver un emploi et de gagner un revenu satisfaisant, l'explosion démographique des jeunes pourrait alors être source de tension sociale, compte tenu du fait que les pressions migratoires subies par d'autres pays peuvent entraîner la perte de travailleurs énergiques possédant des idées novatrices et un potentiel entrepreneurial.

7. *Agir à la fois sur l'offre et la demande pour créer plus d'emplois en faveur des jeunes en milieu rural.* L'offre et la demande produisent chacune des effets quelque peu différents sur les efforts destinés à promouvoir l'auto-emploi et l'emploi salarié dans le domaine agricole et le secteur rural non agricole (tableau 1). Dans bien des cas, les femmes et les filles sont considérablement défavorisées, d'où la nécessité de cibler certaines actions sur leur situation particulière. A titre d'exemple, la formation professionnelle n'est souvent pas offerte en milieu rural, ce qui représente un défi majeur pour les jeunes femmes qui pourraient ne pas être en mesure de s'éloigner de leur domicile. Par ailleurs, une action transversale visant à impliquer davantage la jeunesse rurale dans le dialogue politique et l'élaboration des programmes s'avère nécessaire.

- (i) *Mesures générales liées à la demande:* il s'agit notamment des mesures à engager pour investir dans les infrastructures complémentaires ; renforcer la croissance de la productivité agricole et la résilience face au changement climatique afin de stimuler une demande pour les biens et services non agricoles; promouvoir une agriculture plus rentable et la création de valeur ajoutée sans préjudice à l'alimentation saine; améliorer le climat des affaires (qualité réglementaire, obstacles à l'entrée sur le marché, droits/taxes prélevés localement) et le commerce (lourdeur des procédures et taxes) en milieu rural; encourager la concurrence et la participation du secteur privé aux chaînes de valeur agricoles ; favoriser l'émergence de villes secondaires ; et utiliser des politiques prudentes pour la mécanisation. Ces mesures peuvent contribuer à stimuler les entreprises rurales et la demande connexe pour les services de main-d'œuvre.

- (ii) *Mesures ciblées spécifiques concernant l'offre et axées sur les jeunes en milieu rural.* Ces mesures sont à mettre en place pour, entre autres, faciliter le développement des compétences des jeunes et créer une adéquation entre celles-ci et les emplois; favoriser l'accès des jeunes à la terre ; renforcer l'accès des jeunes en milieu rural aux financements assortis de conditions avantageuses ; promouvoir le développement des MPME ; et appuyer les programmes de protection et de filet de sécurité sociales et l'accès aux services sociaux.

8. *Les priorités varient en fonction du contexte du pays,* ce qui indique que les pays sont confrontés à une diversité de contraintes. L'établissement des priorités doit être guidé par des considérations telles que le nombre de jeunes à atteindre, les effets potentiels sur les moyens d'existence de ces derniers et l'urgence dans certains domaines. Par ailleurs, d'autres considérations pourraient entrer en ligne de compte. Dans les pays qui dépendent de l'agriculture, il est difficile de créer des emplois non agricoles sans accroître au préalable le caractère rentable des produits agricoles exportables, dont les recettes aident à stimuler la croissance en milieu rural et urbain. Dans le passé, les efforts qui ont ignoré la demande pour privilégier uniquement les interventions liées à l'offre afin de dynamiser l'économie rurale non agricole se sont souvent avérés peu efficaces. Les investissements visant à permettre aux jeunes d'avoir accès aux emplois ruraux non agricoles dans les régions agricoles dynamiques seront probablement plus efficaces que d'autres investissements similaires poursuivant un objectif similaire dans une zone agricole en stagnation. Dans les pays où les terres sont abondantes, l'amélioration des marchés de loyer foncier peut constituer un moyen d'impliquer davantage les jeunes dans la production agricole. Le climat d'investissement et l'organisation du marché varient également d'un pays à l'autre. Si le développement des compétences des jeunes représente une nécessité transversale à tous les pays, la nature du déficit de compétences, à l'inverse, reste variable. Ainsi, certains pays peuvent choisir d'accorder la priorité à l'éducation de base (savoir lire et écrire), alors que d'autres mettront plutôt l'accent sur le développement des compétences entrepreneuriales. Il est dès lors nécessaire de mettre au point des programmes ciblant particulièrement l'emploi des jeunes afin d'identifier clairement les contraintes auxquelles ils sont confrontés.

Tableau 1: Palette des domaines d'action destinés à créer plus d'emplois pour les jeunes en milieu rural

	Secteur agricole		Secteur rural non agricole	
	Auto-emploi	Emploi salarié	Emploi salarié	Auto-emploi
Faciliter la participation des jeunes en milieu rural au dialogue politique et à la conception des programmes	X	x	x	x
<i>Mesures générales liées à la demande</i>				
Investir dans des infrastructures complémentaires	X	x	x	x
Renforcer la croissance de la productivité agricole afin de stimuler une demande pour les biens et services non agricoles			x	x
Promouvoir une agriculture plus rentable et la création de valeur ajoutée		x	x	x
Améliorer le climat des affaires et le commerce en milieu rural	X	x	x	x
Encourager la concurrence, la participation et l'investissement du secteur privé	X	x	x	x
Favoriser l'émergence de villes secondaires	X	x	x	x
Définir le rôle de la mécanisation agricole		x	x	x

<i>Mesures ciblées spécifiques à l'offre</i>				
Développer les compétences des jeunes en milieu rural et créer une adéquation entre celles-ci et les emplois	X	x	x	x
Faciliter l'accès à la terre	X	x		
Renforcer l'accès aux financements assortis de conditions avantageuses	X	x	x	x
Promouvoir le développement des MPME			x	x
Appuyer les programmes de protection et de filet de sécurité sociale et l'accès aux services sociaux	X	x	x	x

x = pertinence du domaine d'action par rapport à l'auto-emploi et à l'emploi salarié des jeunes en milieu rural aussi dans l'agriculture que les activités rurales non agricoles.

9. *Eléments potentiels de discussion au sein du G20.* Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive.

- (i) *Harmonisation avec les ODD et la Déclaration de Malabo.* L'un des objectifs de développement durable (ODD) consiste à réduire de manière substantielle la proportion des jeunes de 15 à 24 ans sans emploi et n'ayant aucune formation scolaire ni professionnelle. Les mesures prévues à cet effet dans la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD font apparaître une variabilité importante entre les pays. Ces mesures pourraient éventuellement servir à définir un ordre de priorités pour les efforts déployés par les pays partenaires en faveur de l'emploi des jeunes en milieu rural ainsi qu'à tirer des enseignements des pays qui ont déjà enregistré des progrès à cet égard. En outre, la Déclaration de Malabo comporte un objectif qui engage les pays africains à créer, pour au moins 30% des jeunes dans les filières agricoles, des opportunités d'emploi pouvant aider à orienter les efforts dans la région.
- (ii) *Coopération au développement à l'échelle nationale.* La coordination de l'appui que les partenaires au développement apportent à l'emploi des jeunes en milieu rural à travers des initiatives nationales et internationales peut aider à renforcer l'efficacité et l'efficacé de cet appui. Les programmes menés et pris en main par les pays aux fins de l'emploi des jeunes en milieu rural pourraient constituer un mécanisme de coordination utile, sur la base d'un diagnostic commun des contraintes dans le pays ou la région concerné(e). Avec le soutien des partenaires au développement, les gouvernements peuvent développer ou renforcer ces programmes, y compris les diagnostics connexes, et les lier à des efforts tels que l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes.
- (iii) *Comblent les lacunes de données:* un défi lié à l'évaluation régionale et temporelle de la variation de l'emploi des jeunes en milieu rural réside dans l'absence de données désagrégées sur la taille de la cohorte et le marché du travail pour la catégorie des jeunes. En effet, les informations sur les marchés du travail en milieu rural sont rares, notamment en ce qui concerne le secteur informel. Les efforts pour réduire ce déficit pourraient permettre de mieux concevoir les politiques destinées à obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail pour la jeunesse rurale.
- (iv) *Promouvoir l'apprentissage mutuel et l'échange de connaissances sur le développement des compétences et l'entreprenariat pour des investissements accrus.* Selon une analyse mondiale récente des interventions ciblant la jeunesse, seul un tiers d'entre elles ont eu un impact positif majeur sur l'emploi ou le revenu. Il est encourageant de noter que ces programmes ont rencontré un plus grand succès dans les pays à revenu faible et intermédiaire; les programmes pour le développement des compétences et l'entreprenariat semblent même avoir produit un impact plus important. Les programmes intégrant des interventions multiples semblent également avoir enregistré de meilleurs résultats que ceux axés sur une seule intervention. Les enseignements découlant de cette expérience et de l'échange de connaissances sur l'efficacité ou l'inefficacité des programmes des jeunes en milieu rural pourraient utilement éclairer la conception des programmes à venir.

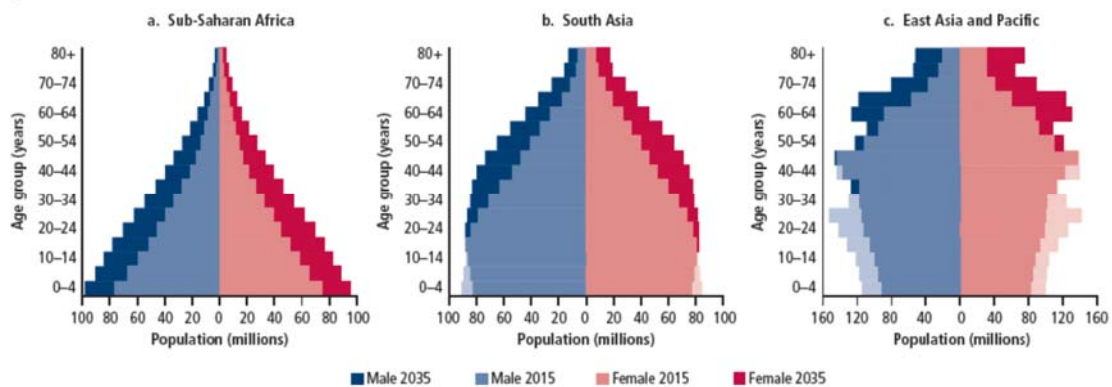
- (v) *Faciliter l'accès à la terre.* Dans certains pays, la question foncière freine considérablement la motivation des jeunes en milieu rural à se lancer dans l'agriculture, ces derniers choisissant plutôt d'embrasser des activités non agricoles ou de migrer vers des zones urbaines, des choix parfois liés à l'absence d'accès à la terre. Les mesures visant à faciliter le fonctionnement des marchés fonciers, notamment les marchés de loyer foncier, pourraient aider à surmonter cette contrainte.
- (vi) *Promouvoir l'égalité homme-femme:* Il est important d'intégrer l'égalité homme-femme dans tous les programmes d'appui des membres du G20 liés à l'emploi des jeunes en milieu rural et de fournir aux gouvernements l'assistance requise pour mettre au point des initiatives de jeunes prenant en compte l'égalité homme-femme.
- (vii) *Financement en appui à l'emploi des jeunes en milieu rural.* Pour réaliser les ODD et l'objectif de la Déclaration de Malabo lié à l'emploi des jeunes, il sera non seulement nécessaire d'accorder une attention particulière aux politiques et au savoir, mais aussi de réaliser des investissements additionnels, notamment en mobilisant des ressources provenant des budgets nationaux, des programmes mondiaux, des banques multilatérales de développement et du secteur privé.

POURQUOI METTRE L'ACCENT SUR L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL?

Les jeunes représentent la proportion la plus importante de la population dans de nombreux pays

1. *Les pays et les régions sont à différents stades de leur transition démographique.* L'une des caractéristiques générales du développement montre un écart initial entre la diminution du taux de mortalité infantile et la baisse consécutive du taux de fertilité des femmes. Cet écart crée une « explosion démographique des jeunes », qui se traduit par une part significative de la population composée de jeunes¹⁰. L'explosion démographique des jeunes ne se résorbe que lorsque l'écart entre la mortalité infantile et le taux de fertilité se réduit. Dans le présent rapport, le terme « jeune » renvoie à la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans. Les pays et les régions en développement ont fait l'expérience de cette transition démographique à divers moments et sont actuellement à différentes étapes de ce processus (figure 1). En effet, l'Afrique subsaharienne (ASS) en est au début, avec une part de la population jeune qui devrait augmenter davantage, tandis que l'Asie du Sud est à mi-chemin, vu que sa proportion considérable de jeunes devrait baisser légèrement d'ici à 2035. Quant à la région Asie de l'Est-Pacifique, elle est presque au terme de cette transition, les projections faisant état d'une nouvelle baisse de la taille plus petite de sa population jeune.

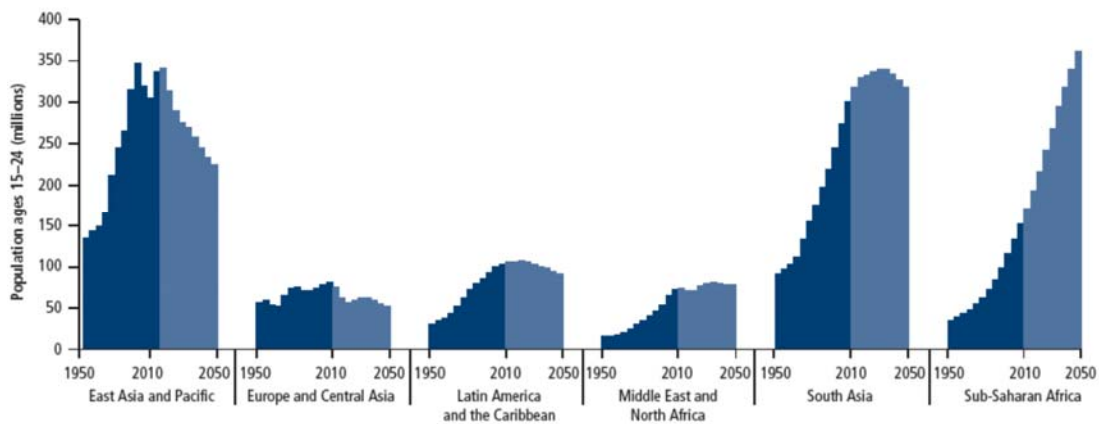
Figure 1: Structure d'âge de la population en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie de l'Est-Pacifique



Source: Filmer et Fox (2014) sur la base des statistiques des Nation Unies (2011)

2. *Dans le monde en développement, la plupart des jeunes vivent en Asie du Sud et en Asie de l'Est, deux régions qui, selon les projections, seront surclassées par l'Afrique subsaharienne* (figure 2). En 2010, l'Asie du Sud et la région Asie de l'Est-Pacifique comptaient respectivement environ 300 millions et 350 millions de personnes âgées entre 15 et 24 ans, une cohorte qui s'élevait à environ 150 millions de personnes en Afrique subsaharienne. Selon certaines prévisions portant sur l'horizon 2050, ces chiffres devraient baisser à 230 millions en Asie de l'Est-Pacifique, demeurer supérieurs à 300 millions en Asie du Sud, et plus que doubler pour dépasser 350 millions en Afrique subsaharienne.

Figure 2: D'ici à 2045, le nombre des jeunes sera supérieur en Afrique subsaharienne que dans les autres régions.



Source: Filmer et Fox (2014) sur la base des statistiques des Nations Unies (2011)

NB: Chaque colonne représente une estimation ou une projection du nombre des 15-24 ans pour une année tous les cinq ans.

3. *C'est en Afrique subsaharienne que se trouve la population la plus jeune et à plus forte croissance.* En effet, l'âge moyen s'établit à 18,3 ans dans cette région et à 30 ans en Asie (37,0 en Chine et 26,6 en Inde)¹¹. Dans le pays le plus jeune au monde, à savoir le Niger, l'âge moyen est de 14,8 ans. Au cours de la dernière décennie, la population de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 2,8% par an, soit le double du taux de croissance en Asie du Sud, quatre fois celui de l'Asie de l'Est et du Pacifique et une hausse d'environ 50% par rapport au Moyen Orient et à l'Afrique du Nord, qui est la région ayant la deuxième plus importante croissance démographique. Une part considérable de la main d'œuvre en Afrique subsaharienne est âgée de moins de 24 ans, sachant qu'au cours des deux prochaines décennies, 440 millions de jeunes africains se présenteront sur le marché du travail en quête d'un emploi.

4. *Les décideurs politiques sont confrontés au défi consistant à trouver des emplois productifs et durables pour une population jeune en forte augmentation atteignant l'âge de la maturité.* Si le nombre accru de jeunes atteignant l'âge de travailler est pleinement employé dans des activités productives et suffisamment rémunératrices pour faire face à la demande du marché, le revenu pourra augmenter et la forte croissance de la population jeune deviendra alors un atout démographique pour les économies concernées. Si, par contre, une proportion considérable des jeunes n'arrive pas à trouver un emploi et à gagner un revenu satisfaisant, la forte croissance des jeunes pourrait plutôt devenir une source potentielle de tension sociale. L'explosion démographique et les possibilités de tirer avantage de cette situation peuvent constituer une aubaine formidable pour les pays, pour autant que des politiques appropriées soient mises en place à cet effet.

Il y a plus de risques pour les jeunes que les adultes d'être sans emploi

5. *La majorité des jeunes sont sans emploi ou restent en dehors du marché du travail.* Selon certaines estimations des Nations Unies, quatre sur dix jeunes dans la région Asie de l'Est-Pacifique, la moitié environ des jeunes en Asie du Sud et 70% des jeunes au Moyen Orient ne participent pas au marché du travail (soit parce qu'ils suivent un cursus scolaire ou professionnel ou parce qu'ils ne cherchent pas activement un emploi) (tableau 2). S'agissant des jeunes présents sur le marché du travail, le chômage touche 1 sur 10 d'entre eux en Asie du Sud, contre 3 sur 10 au Moyen Orient. Les taux élevés de chômage parmi les jeunes semblent les dissuader d'entrer sur le marché du travail. Contrairement à une croyance répandue, les taux de chômage des jeunes en Afrique subsaharienne ne se distinguent pas de manière générale (tableau 2), car il existe une forte hétérogénéité entre les pays de la région. En Afrique australe, des pays tels que l'Afrique du Sud, la Namibie, la Zambie et le Lesotho enregistrent des taux de chômage des jeunes similaires à ceux d'Afrique du Nord, avec toutefois une part beaucoup plus faible des jeunes parmi les chômeurs¹². Dans toutes les régions en

développement, à l'exception de l'Asie de l'Est, les taux de chômage des jeunes sont plus élevés parmi les femmes que les hommes. L'écart relatif le plus important concerne le Moyen Orient où ces taux sont deux fois plus élevés pour les femmes que pour les hommes, soit 36,4 et 18,7% respectivement¹³.

Tableau 2: Emploi, chômage des jeunes et participation au marché de l'emploi dans les régions en développement en 2015

	Emploi des jeunes/population totale des jeunes (%)	Taux de chômage des jeunes (%)	Jeunes en dehors du marché du travail (%)	Chômage des jeunes-adultes (%)
Asie de l'Est	52,47	10,2	41,3	2,7
Afrique subsaharienne	47,3	11,7	46,4	2,0
Amérique latine & Caraïbes	45,3	13,4	47,7	2,6
Asie du Sud-Est & Pacifique	44,8	13,7	48,1	5,4
Economies développées (y compris EU & UE)	39,6	17,0	52,3	2,2
Asie du Sud	6,9	9,6	48,1	3,9
Europe centrale et du Sud-Est (non-UE) & CIS	33,6	17,2	59,4	2,6
Afrique du Nord	25,2	23,9	66,9	3,3
Moyen Orient	21,0	29,9	70,0	3,8

Source: calculs des auteurs basés sur les statistiques de l'OIT (2013).

La colonne (1) représente le pourcentage des jeunes (15-24 ans) actifs dans chaque région. La colonne (2) correspond à la proportion des jeunes participants au marché du travail sans toutefois parvenir à trouver un emploi. La colonne (3) montre la part des jeunes suivant un cursus scolaire ou inactif sur le marché du travail pour d'autres raisons. Le chômage des jeunes sur la population totale = $\{[100 - (2)]/100\} * [100 - (3)]$. Le taux de participation au marché du travail = $100 - (3)$. Le taux de chômage jeunes-adultes correspond au ratio du taux de chômage des jeunes par rapport à celui des adultes. Une personne est considérée comme étant au chômage si elle : (a) n'a pas travaillé au cours de la période de référence ; (b) était disposée à accepter un emploi si celui-ci avait été proposé dans la semaine précédant la période de référence ; et (c) a activement recherché du travail pendant les trente (30) derniers jours. Cette définition restreinte sous-évalue la participation et le taux de chômage sur les marchés du travail avec des chiffres élevés de travailleurs informels et indépendants.

6. *Les jeunes courent deux à trois fois plus de risques que les adultes de se retrouver sans emploi.* Le taux de chômage des jeunes représente le double de celui des adultes en Afrique subsaharienne et plus du quintuple en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (tableau 2)¹⁴. Seules deux des sept régions figurant dans le tableau 2, à savoir, d'une part, l'Europe centrale et du Sud-Est (non comprise dans l'Union européenne) et, d'autre, l'Amérique latine et les Caraïbes, présentent un ratio jeune-emploi plus élevé pour les femmes comparativement aux hommes.

7. *Dans leur majorité, les jeunes actifs sont pauvres et exercent des emplois précaires et de qualité médiocre, parfois dans le secteur informel.* En 2013, environ deux tiers des jeunes actifs étaient pauvres, alors que seule la moitié des adultes l'étaient. En Afrique subsaharienne, le taux général de pauvreté des travailleurs atteignait 40,1% en 2012, le plus élevé au monde¹⁵. En outre, 80% des jeunes de cette région ont un emploi précaire¹⁶. La plupart des africains en âge de travailler ne bénéficient pas d'un régime de protection sociale, tel que des indemnités de chômage, et ne peuvent, dès lors, pas s'offrir le luxe de ne pas travailler même lorsque la rémunération est très faible¹⁷. Cette situation pourrait expliquer les taux relativement bas de chômage des jeunes en Afrique subsaharienne. (tableau 2).

Une proportion considérable des jeunes dans les pays en développement vivent en milieu rural

8. *Les populations rurales dans les pays à revenu faible et moyen continueront d'augmenter au cours des prochaines décennies, en dépit du processus d'urbanisation.* En Afrique subsaharienne, 62% de la population vit en milieu rural où continueront de vivre d'ailleurs la majorité des gens au cours des deux décennies et demie à venir¹⁸. La population rurale en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 60% d'ici à

2050. En Asie du Sud, cette population devrait s'accroître de l'ordre de 4% à l'horizon 2030 avant de diminuer d'environ 6% en 2050. Une baisse encore plus importante de cette population est attendue en Asie de l'Est au cours des prochaines décennies.

9. *Même s'il est plus probable pour les jeunes de migrer vers les zones urbaines, un nombre important d'entre eux resteront en milieu rural.* Des estimations portant sur 29 pays en développement montrent que les jeunes sont 40% plus susceptibles que les personnes âgées de quitter les zones rurales pour les zones urbaines¹⁹. En dépit de la probabilité accrue de cette migration, la majorité des jeunes actifs en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud travaillent dans le secteur agricole en milieu rural²⁰. Les avis sont partagés en Afrique subsaharienne quant au fait que les jeunes abandonnent l'agriculture en masse. D'après certaines données transversales, les jeunes au Nigeria sont moins enclins que les personnes plus âgées à se lancer dans l'agriculture, un phénomène de moindre ampleur en Ouganda et en Tanzanie, minimal en Ethiopie et au Malawi et même plutôt inverse au Niger²¹. Si la proportion du jeune vivant en milieu rural en Afrique subsaharienne peut enregistrer une baisse, elle devrait continuer à augmenter à l'échelle de la région. Cette proportion devrait baisser en Asie du Sud, selon certaines estimations²².

10. *Les taux de chômage des jeunes sont généralement plus faibles dans les zones rurales qu'urbaines, notamment en Afrique subsaharienne.* L'écart entre le chômage des jeunes en milieu urbain et celui en milieu rural est le plus élevé dans les pays d'Afrique subsaharienne, même si toutes les autres régions sont également confrontées à cette situation (tableau 3). Le chômage des jeunes est plus élevé parmi les femmes aussi bien en milieu rural qu'urbain à l'échelle mondiale, l'écart homme-femme étant le plus important au Moyen Orient et en Afrique du Nord²³.

Tableau 3: chômage des jeunes par région et zone de résidence

Région	Taux de chômage des jeunes (%)	
	Urbain	Rural
Asie	10,9	8,1
Europe de l'Est et Asie centrale	19,5	19,7
Amérique latine et Caraïbes	24,9	21,0
Moyen Orient et Afrique du Nord	29,2	22,8
Afrique subsaharienne	17,5	7,5

Source: Elder et al. (2015).

Ces taux représentent la moyenne des résultats par pays disponibles dans chaque région (Asie: trois pays; Europe de l'Est et Asie centrale: six pays; Amérique latine et Caraïbes: trois pays; Moyen Orient et Afrique du Nord: quatre pays; et Afrique subsaharienne: huit pays).

Domaine d'action concernant les données: un défi lié à l'évaluation régionale et temporelle de la variation de l'emploi des jeunes en milieu rural réside dans l'absence de données désagrégées sur la taille de la cohorte et le marché du travail pour la catégorie des jeunes²⁴. En effet, les informations sur les marchés du travail en milieu rural sont rares, notamment en ce qui concerne le secteur informel. Eu égard à l'évolution rapide de l'économie rurale et à la transition démographique en cours dans de nombreux pays en développement, cette absence de données pose un sérieux problème. Les efforts pour réduire ce déficit pourraient permettre de mieux concevoir les politiques destinées à obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail pour la jeunesse rurale.

OPPORTUNITES POUR L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL

11. *Le revenu lié à l'auto emploi et à l'emploi salarié dans le secteur agricole et les activités rurales non agricoles varie considérablement entre les régions.* Une analyse antérieure montre que l'agriculture contribue pour 68% au revenu des ménages dans les pays africains, contre 23% pour les activités rurales non agricoles

et 8% pour les transferts d'argent (tableau 4). Dans les pays où le revenu par habitant est plus élevé, la part du revenu tirée des activités non agricoles est généralement plus importante, ce qui cadre avec le principe général de la transformation structurelle. Ainsi en Asie, la moitié environ du revenu rural provient des activités agricoles, contre 37% et 13% respectivement pour les activités non agricoles et les transferts, tandis qu'en Amérique latine, l'agriculture et les activités non agricoles représentent chacune 43% de ce revenu. La part du revenu lié à l'auto emploi est également en augmentation dans ces trois régions, de 14% en Afrique à 39% en Amérique latine. Il est difficile d'évaluer la part de l'auto emploi, qui, selon certaines analyses, est beaucoup plus élevée en Afrique subsaharienne que ne l'indiquent les statistiques officielles²⁵. Pour gagner un revenu en milieu rural, la plupart des ménages s'adonnent à des activités à la fois agricoles et non agricoles (tableau 4).

Tableau 4: variation des activités génératrices de revenu en milieu rural et la participation des ménages varient en fonction des régions

	Agriculture				Activité non agricole			Transferts	Autres
	Total	Cultures	Bétail	Emploi salarié	Total	Emploi salarié	Auto emploi		
Part des activités génératrices de revenu en milieu rural sur le total des revenus									
Afrique (9 pays)	68	52	10	6	23	8	15	8	1
Asie (6 pays)	46	27	9	11	37	25	12	13	4
Amérique latine (5 pays)	43	22	6	16	43	23	20	11	3
Europe de l'Est (2 pays)	32	11	18	4	22	17	4	44	2
Part des ménages participant à des activités génératrices de revenu en milieu rural									
Afrique (9 pays)	93	90	65	18	44	15	33	41	10
Asie (6 pays)	86	75	63	24	56	39	25	55	24
Amérique latine (5 pays)	89	79	60	30	66	35	50	45	15
Europe de l'Est (2 pays)	87	82	75	7	34	28	7	82	16

Extrait de Davis et al. (2017). La participation est définie comme étant le revenu tiré de l'activité génératrice de revenu en question par tout ménage à travers l'un quelconque de ses membres.

12. *La demande pour les services de main d'œuvre en milieu rural sera cruciale pour absorber les nouveaux arrivants dans la vie active.* Les emplois en zone rurale seront stimulés par la demande pour les produits agricoles et le bétail ainsi que pour les biens et services proposés dans cette zone par le secteur agricole, le système alimentaire en général et les activités rurales non liées à l'alimentation. Cette demande sera en partie portée par les revenus plus élevés en milieu rural, les villes et les municipalités rurales et, dans certains cas, par les marchés à l'exportation.

Agriculture

13. *L'agriculture demeure toujours le plus grand pourvoyeur d'emplois pour les jeunes en milieu rural dans les pays à revenu faible et intermédiaire²⁶.* En Afrique subsaharienne, le secteur agricole emploie une proportion plus élevée de jeunes que d'adultes²⁷, et une revue récemment effectuée dans neuf principaux pays de cette région montre que, de manière générale, l'agriculture est le plus grand employeur de jeunes²⁸. Au cours de la décennie écoulée, la part de l'agriculture dans l'emploi des jeunes a enregistré une baisse générale (excepté au Nigeria²⁹), tandis que le nombre absolu de jeunes agriculteurs augmente à des rythmes différents. Accroître la rémunération du travail dans l'agriculture sera une étape clé dans l'amélioration des moyens d'existence des jeunes, en particulier les femmes³⁰.

14. *L'importance de l'emploi salarié dans le secteur agricole est parfois sous-estimée.* L'emploi salarié constitue une source majeure de revenu pour les populations les plus pauvres en milieu rural, dont les biens, y compris la terre, ne suffisent pas toujours à assurer la survie. En outre, ce type d'emploi peut contribuer à renforcer les moyens d'existence. Une synthèse récente des principales caractéristiques de l'emploi salarié, basée sur les résultats d'études de cas concernant différents pays, montre que l'emploi salarié en milieu rural est largement sous-évalué dans les statistiques officielles et que l'emploi salarié agricole revêt un caractère significatif, hétérogène et varié, avec une prédominance des emplois temporaires et informels. Cette synthèse souligne également l'importance de la main d'œuvre immigrée (et donc saisonnière), la variabilité de la participation des hommes et des femmes selon les cultures et l'influence des relations homme-femme au sein du ménage³¹.

15. *La nécessité de nourrir des populations rurales et urbaines en expansion et de promouvoir des modes de consommation basés sur des produits à plus haute valeur et plus élaborés ouvre des perspectives de revenus et d'emplois tant en ce qui concerne le secteur agricole que le système alimentaire plus large.* Dans bon nombre de pays à revenu faible et intermédiaire, l'urbanisation et la progression des revenus ainsi que d'autres facteurs favorisent une « transition alimentaire », qui affecte la composition des emplois dans le système alimentaire. Dans certains cas, cette évolution affecte également la composition du régime alimentaire (avec une réduction de l'apport calorique en céréales de base et une consommation accrue des produits animaliers, des huiles végétales, des fruits et des légumes), qui fait davantage de place aux aliments transformés et à la consommation hors domicile. D'ici à 2030, la demande alimentaire devrait augmenter de 55% en Afrique subsaharienne et de 25% en Asie du Sud³². Si les mutations intervenant dans la demande intérieure revêtent une importance significative, les exportations agricoles à haute valeur pourraient également constituer une source d'emplois dans de nombreux pays.

16. *Il est essentiel d'accroître le rendement agricole pour opérer des transformations en milieu rural dans les pays à faible revenu.* L'expérience asiatique atteste du fait que l'intensification durable des petites exploitations/des systèmes d'exploitation agricole familiale est de nature à faciliter la transformation rurale et structurelle de l'économie. En effet, la stabilité macroéconomique et politique, la création d'un environnement propice (liberté économique d'entreprendre) pour les petits exploitants et les entrepreneurs ainsi que les dépenses publiques en faveur des pauvres et des zones rurales sont autant de facteurs qui ont contribué à stimuler la croissance et la transformation rurale. Œuvrer à la mise en place de ces conditions dans les pays à faible revenu pourrait permettre d'élargir les opportunités pour les jeunes au niveau local.

Système alimentaire plus large en milieu rural

17. *La création de valeur ajoutée non agricole dans les zones rurales offre des opportunités intéressantes.* De manière générale, la hausse de la productivité agricole (y compris en ce qui concerne les cultures traditionnelles) donne lieu à une création d'emplois non agricoles, le secteur de la transformation agroalimentaire représentant une filière importante à cet égard^{33 34}. Le mouvement vers l'agriculture ou les produits de base à haute valeur présente même un potentiel plus important pour la création d'une valeur ajoutée et la transformation en aval, et jouera un rôle crucial dans la création d'emplois non agricoles en milieu rural. Il s'agit là d'une occasion cruciale et probablement la plus prometteuse pour faire évoluer la composition alimentaire dans bon nombre de pays. Dans de nombreux cas, la transformation agricole constitue un point d'entrée important dans les secteurs manufacturier et des services en milieu rural, qui, font défaut ou sont peu développés. Les données provenant de l'Inde indiquent qu'une plus grande proportion de jeunes que d'adultes sont employés dans ces activités non agricoles, même si l'agriculture concentre actuellement la plus grande part de l'emploi rural de manière générale.

18. *Bien qu'une caractéristique générale de la transformation structurelle montre une baisse de la part de l'emploi agricole au fil du temps et une hausse de celle des activités manufacturières et des services, cette transformation concerne néanmoins, à la base, les activités manufacturières et les services liés à*

l'alimentation, avec une proportion plus marquée en milieu rural. Dans plusieurs pays à faible revenu, une transformation structurelle plus étendue pourrait se traduire par une baisse du pourcentage de l'emploi dans l'agriculture et une augmentation continue du nombre d'emplois agricoles, étant entendue qu'un nombre important de services et d'emplois manufacturiers nouveaux resteront tributaires de l'agriculture. Ainsi, selon une analyse menée dans six pays d'Afrique (Ethiopie, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Malawi et Zambie), ce pourcentage devrait baisser de 75 à 61% entre 2010 et 2025, alors que celui des emplois liés au système alimentaire général (fabrication, commercialisation, transport et préparation de denrées alimentaires), qui seront essentiellement concentrés en milieu rural, devrait augmenter en passant de 8 à 12% au cours de la même période³⁵. Globalement, c'est le système alimentaire qui devrait créer le plus grand nombre d'emplois supplémentaires dans tous ces pays pour la période en question. Lorsque le revenu par habitant augmente, la part des emplois manufacturiers et des services liés à l'alimentation tend à croître également par rapport au secteur agricole (encadré 1).

Activités rurales non alimentaires

19. *Les activités rurales non alimentaires, telles que la confection de briques à des fins de construction et la coiffure, représentent une part certes plus petite mais importante de l'emploi en milieu rural où elles ouvrent des perspectives pour les jeunes.* Des données spécifiques ne sont généralement pas collectées sur la part précise de ces emplois ni séparées de celles de l'éventail plus vaste des activités rurales non agricoles. Des exceptions existent, toutefois, notamment en Inde où 14% des jeunes en milieu rural, contre 10% d'adultes, étaient employés dans le secteur de la construction entre 2011 et 2012. Bien que pouvant constituer une source importante de revenu en zone rurale, ces activités sont par nature limitées par la demande, dans la mesure où pour la plupart elles ne portent pas sur des biens marchands. Pour contribuer à leur essor, il conviendra d'injecter de l'argent frais extérieur dans ces zones et de veiller à ce que la répartition de celui-ci soit largement en faveur des consommateurs démunis. L'emploi rural non agricole dans les secteurs non marchands s'est développé de façon rapide en Afrique du Sud lorsque la pension en fiducie est apparue pour la première fois dans les zones rurales défavorisées. Toutefois, cette forme de pension n'est pas envisageable pour tous et serait compromise en cas d'arrêt des transferts de revenu. Le développement des cultures exportées (vers la ville ou à l'étranger) peut durablement stimuler une demande supplémentaire pour les biens non marchands dans les petites villes en milieu rural.

20. *Même s'il existe une forte corrélation entre l'agriculture et les activités rurales non agricoles, il est néanmoins important de bien cerner les facteurs d'attraction et de répulsion.* Les opportunités d'emploi dans les filières agricoles dynamiques caractérisées par une transformation en aval peuvent « attirer » le travailleur hors du champ, en quête d'un emploi souvent bien payé, ce qui confirme la transformation structurelle. Dans d'autres cas, l'insuffisance de la production agricole, qui ne permet pas de satisfaire les besoins de subsistance, peut « pousser » les membres du ménage à rechercher un emploi non agricole par désespoir. Les mesures politiques et d'investissement destinées à renforcer l'emploi des jeunes pourraient bien varier selon les circonstances. Les interventions visant à favoriser le développement de l'emploi non agricole peut s'avérer hautement bénéfique si elles sont ciblées sur les zones où il existe des facteurs « d'attraction ».

21. *Les nouvelles innovations créent de nouvelles opportunités.* Les innovations techniques, telles que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), peuvent ouvrir la voie à une plus grande inclusion des jeunes, favoriser l'innovation à travers une baisse considérable des coûts de transaction, et renforcer l'efficacité au sein du système alimentaire, tout en créant davantage d'emplois dans le domaine des TIC aussi bien en milieu rural qu'urbain, pour autant que les jeunes en tirent un revenu plus élevé que d'autres activités connexes. Ces innovations ouvrent de nouvelles possibilités, en particulier parce que les jeunes en milieu rural sont plus susceptibles que les adultes de posséder un téléphone portable mais aussi d'adopter les services proposés par ces plateformes numériques en matière de finance, de formation et de vulgarisation. Les technologies de télédétection présentent de nouvelles possibilités pour « l'ubérisation de l'agriculture », tandis que les innovations institutionnelles peuvent ouvrir des perspectives à travers les groupes

d'entraide, les organisations d'autonomisation et les réseaux de jeunes, faire émerger des canaux alternatifs d'accès aux services (financiers, par exemple).

Encadré 1: La hausse du revenu par habitant se traduira par une augmentation des emplois liés au système alimentaire dans les services et l'industrie alimentaires, avec une concentration de ces emplois en milieu rural.

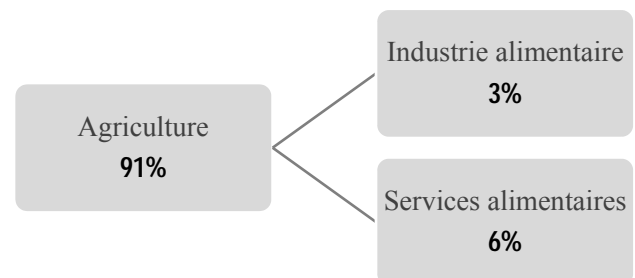
Pays à faible revenu: le système alimentaire semble dominer l'emploi dans les pays à faible revenu en milieu rural comme urbain. Ainsi, les résultats d'une étude récente effectuée dans 6 pays d'Afrique orientale et australe montrent que ce système concentre plus de 80% de tous les emplois. Au sein du système alimentaire, plus de 90% des activités sont liées à l'agriculture (auto emploi ou emploi salarié) tandis que la plupart des emplois non agricoles concernent les services alimentaires (transport et commercialisation), soit 6% des emplois et le double de la proportion des emplois liés à l'industrie alimentaire. Ces chiffres reflètent une prédominance des céréales de base dans la production et la consommation dans les pays concernés. En outre, environ 75% des emplois dans l'industrie alimentaire et 60% de ceux liés aux services alimentaires sont exercés en milieu rural.

Pays à revenu intermédiaire: dans ces pays, l'agriculture représente près de la moitié des emplois du système alimentaire, l'autre moitié comprenant les emplois non agricoles liés à l'industrie alimentaire. La répartition est même plus équilibrée au sein de l'industrie et des services alimentaires (avec 25% pour chaque secteur, dans le cas du Brésil). Il existe une grande disparité entre les pays. Ainsi, dans les pays avec une part élevée des exportations de produits de base agricoles (tels que l'Argentine), les services alimentaires (y compris la logistique [transport depuis le port]) représente probablement une part plus importante.

Pays à revenu élevé: l'agriculture représente une faible part des emplois dans le système alimentaire, contrairement aux services alimentaires qui regroupent la majorité des emplois. Ainsi, aux Etats-Unis, le secteur agricole compte pour environ 20% de tous les emplois dans ce système, contre 13% pour l'industrie alimentaire, les services alimentaires cumulant deux tiers de ces emplois. Les services de restauration contribuent en partie à cette situation, avec la moitié du revenu des ménages consacrée à la consommation alimentaire hors du domicile.

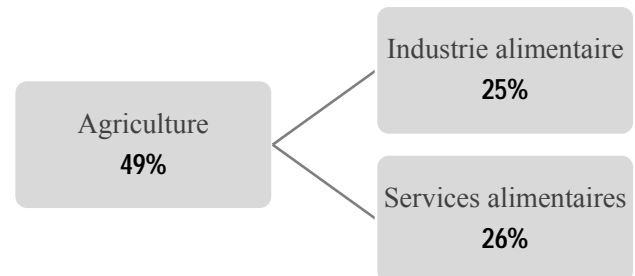
Composition des emplois au sein du système alimentaire

Faible revenu : certains pays de l'Afrique orientale et australe



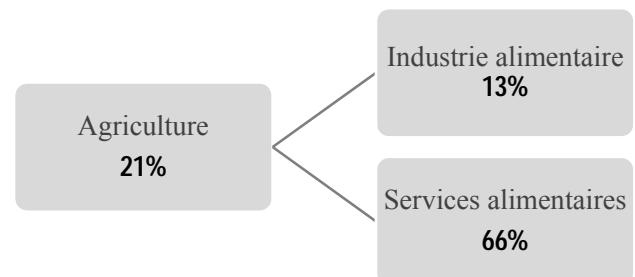
Système alimentaire ≈ 80% de tous les emplois

Revenu intermédiaire: par exemple le Brésil



Système alimentaire ≈ 30% de tous les emplois

Revenu élevé: tel que les Etats-Unis



Système alimentaire ≈ 10% de tous les emplois

Source: Extrait de Tschirley et al. (2015); Moreira et al (2016); et USDA

QUE FAIRE POUR ACCROITRE L'EMPLOI DES JEUNES EN MILIEU RURAL?

22. Dans les régions où les jeunes représentent une proportion considérable de la main d'œuvre (tel qu'en Afrique subsaharienne), les tendances de l'emploi parmi ces derniers sont similaires à celles de l'ensemble de la population active³⁶. A cet égard, les politiques globales propices à la création d'emplois pour la population rurale en général influent sur l'emploi des jeunes. Parmi l'éventail des mesures potentielles destinées à créer des emplois plus nombreux et meilleurs pour les jeunes au niveau local figurent notamment : (i) l'accroissement de **la demande** pour les services de main d'œuvre, à travers par exemple des mesures générales à engager pour investir dans les infrastructures complémentaires, renforcer la croissance de la productivité agricole et la résilience face au changement climatique en vue d'une demande accrue pour les biens et services non agricoles, promouvoir une agriculture plus rentable et la création de valeur sans préjudice à l'alimentation saine, améliorer le climat des affaires (qualité réglementaire, obstacles à l'entrée sur le marché, taxes prélevées localement) et le commerce (lourdeur des procédures et taxes), encourager la concurrence ainsi que la participation et l'investissement du secteur privé; favoriser l'émergence de villes secondaires en tant que source d'une demande plus élevée pour la main d'œuvre locale, et faire en sorte que les politiques de mécanisation ne provoquent incidemment un effet d'éviction dans les activités à main d'œuvre intensive ; et (ii) l'investissement dans des mesures spécifiques liées à **l'offre** et ciblant la jeunesse rurale, notamment pour développer les compétences et créer une adéquation entre le profil de ces compétences et l'emploi, faciliter l'accès à la terre, renforcer l'accès aux financements assortis de conditions avantageuses, promouvoir le développement des MPME, et appuyer les programmes de protection sociale et de filet de sécurité ainsi que les services sociaux (tableau 5).

Tableau 5: Eventail des actions nécessaires à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité en faveur des jeunes en milieu rural

<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la participation des jeunes en milieu rural au dialogue politique et à l'élaboration des programmes
<i>Mesures générales liées à l'offre</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans des infrastructures complémentaires • Augmenter la croissance de la productivité agricole afin de stimuler la demande pour les biens et services non agricoles • Promouvoir l'agriculture à haute valeur et la création de valeur • Améliorer le climat des affaires et le commerce en milieu rural • Favoriser la concurrence ainsi que la participation et l'investissement du secteur privé • Promouvoir l'émergence de villes secondaires • Rôle de la mécanisation
<i>Mesures ciblées spécifiques à l'offre</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Développer les compétences et veiller à une adéquation entre les compétences des jeunes et l'emploi en milieu rural • Faciliter l'accès à la terre • Renforcer l'accès aux financements assortis de conditions avantageuses • Promouvoir le développement MPME • Appuyer les programmes en matière de protection sociale et de filet de sécurité, et l'accès aux services sociaux

23. La présente section du rapport développe chacun des éléments repris dans le tableau 5, avec un accent particulier sur les raisons justifiant l'importance de ces aspects pour l'emploi des jeunes et les exemples de situation où ils ont été pris en compte, notamment à travers des solutions innovantes, et aborde dans les grandes lignes les domaines d'action publique connexes. En outre, elle fait fond sur les « bonnes pratiques liées à l'agriculture et aux petites exploitations agricoles »³⁷, le Plan d'action du G20 pour l'entrepreneuriat³⁸ et les principes CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

24. Etant donné que la main d'œuvre rurale est majoritairement composée de jeunes, en particulier en Afrique subsaharienne, les mesures liées à la demande devant permettre d'améliorer l'emploi rural dans son ensemble contribueront également à améliorer celui des jeunes. Les mesures décrites dans la présente section sont donc de nature à stimuler l'emploi, y compris en faveur des jeunes. Dans les domaines d'action proposés, des opportunités plus spécifiques liées à l'emploi des jeunes sont également citées à titre de référence. Il convient de noter que la section consacrée à l'offre est davantage axée sur les domaines d'actions ciblant de façon plus explicite les jeunes.

Faciliter l'implication des jeunes en milieu rural dans le dialogue politique et la conception des programmes

25. *Les jeunes, notamment ceux qui vivent en milieu rural, sont souvent exclus des processus décisionnels.* Alors que l'importance de la participation des jeunes, en particulier les petits exploitants, au dialogue politique est largement reconnue, une enquête réalisée en 2012 par le Réseau inter-institutions des Nations Unies pour l'émancipation des jeunes couvrant 186 pays a établi qu'il existe peu d'opportunités pour les jeunes de participer efficacement au processus décisionnel³⁹. Les jeunes en milieu rural, en particulier, ne sont généralement pas impliqués dans l'élaboration des politiques dont ils sont l'objet⁴⁰. Dans de nombreux pays en développement, on considère que les jeunes femmes et hommes disposent d'une capacité limitée pour façonner leur propre avenir⁴¹, cette situation étant particulièrement accentuée pour les femmes, à cause des normes traditionnelles qui les tiennent à l'écart de la prise de décision et des postes de responsabilité⁴².

26. *L'implication d'un groupe plus vaste et diversifié des jeunes femmes et hommes dans la conception et la mise en œuvre des différents programmes et politiques s'avère cruciale pour faire en sorte que leurs besoins et aspirations soient pris en compte.* Les politiques échouent parfois à refléter la diversité des jeunes parce que le processus de leur élaboration n'est pas suffisamment inclusif ni représentatif du caractère varié des intérêts et des difficultés de ces derniers⁴³. Il convient de s'interroger sur les acteurs qui représentent les jeunes, les modalités de leur participation et les processus dans lesquels ils sont impliqués⁴⁴. Permettre aux jeunes femmes et hommes de s'exprimer dans le cadre du dialogue politique et de la conception des programmes en milieu rural peut également contribuer à inciter les jeunes à y demeurer. Les résultats d'une consultation effectuée en ligne par le Forum mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition en 2016 soulignent qu'une attention spéciale mérite d'être accordée aux 15-17 ans, notamment en les associant à l'élaboration des politiques. Une possibilité qui s'offre à cet égard consistera à organiser des discussions de groupe au niveau communautaire, de manière à permettre à cette tranche d'âge d'identifier leurs problèmes et de proposer des solutions sous forme d'activités éventuelles à financer dans le cadre d'un projet. Il est particulièrement important d'impliquer la famille et la communauté dans les discussions avec ce groupe d'âge⁴⁵.

27. *Les jeunes en milieu rural ont besoin de compétences, de ressources et d'espace pour participer et contribuer de manière active et influente au processus portant sur le dialogue politique ainsi que sur l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes.* La participation va de la fourniture d'informations à la prise de décision ou la gestion conjointe en passant par la consultation⁴⁶. Pour participer activement au dialogue politique, les jeunes doivent d'abord acquérir des compétences en matière

de communication, de plaidoyer et de leadership. Cela peut se faire à travers le renforcement des groupes de plaidoyer en faveur des jeunes, la mise au point de formation interactive sur la prise de parole en public et l'utilisation de la télévision, de la radio et des TIC pour accéder à l'information et développer les compétences⁴⁷. Il conviendra également d'instaurer des consultations systématiques avec les jeunes sur les politiques qui les concernent⁴⁸ et de leur offrir un espace pour examiner les politiques existantes, proposer des alternatives et demander des comptes au gouvernement. En fonction du contexte, des mesures spéciales pourraient nécessiter d'être prises afin de faciliter l'implication des jeunes femmes dans les efforts visant notamment à réduire la charge de travail des femmes et à définir des quotas en faveur des jeunes femmes au sein de la direction des organisations⁴⁹.

28. ***S'organiser en associations ou devenir membres d'organisations, de coopératives et de réseaux mixtes permettra aux jeunes en milieu rural de renforcer leur implication et de mieux faire entendre leur voix dans les processus politiques.*** Les organisations peuvent s'avérer utiles pour faire connaître les préoccupations des jeunes en milieu rural. Il existe un petit nombre d'organisations exclusives de jeunes producteurs, qui, toutefois, manquent parfois de ressources financières et humaines, interviennent au niveau local et possèdent une marge de manœuvre limitée⁵⁰. Les coopératives, les organisations rurales des travailleurs et les autorités du marché du travail pourraient jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs et des ouvriers, y compris les jeunes. L'adhésion à des organisations, coopératives ou réseaux dirigés par des producteurs plus âgés pourrait faciliter la participation aux processus de formulation des politiques, même s'il est parfois difficile pour les jeunes de se faire entendre dans ces structures. Il existe de bons exemples à ce sujet, tels que le réseau des jeunes producteurs et des professionnels de l'agriculture du Togo, qui a été créé en tant qu'association de jeunes au sein d'une organisation nationale de producteurs. Cette association a participé au plan national à l'élaboration d'une politique concernant l'accès des jeunes et des femmes à la terre⁵¹. De même, au Népal, la *All Peasants Federation* (Fédération nationale des paysans) a créé en son sein en 2007 une « section jeunes » (*Youth Peasants Federation*), qui compte des jeunes parmi les chefs de file des processus d'élaboration des politiques⁵². Au Cambodge, le *Farmer and Nature Net* (Réseau pour l'agriculture et la nature) a mis sur pied un comité des jeunes, représenté au sein du Conseil d'administration⁵³.

Domaines d'action en vue de faciliter la participation des jeunes en milieu rural au dialogue politique et à la conception des programmes. (i) renforcer les compétences et les capacités individuelles et organisationnelles des jeunes femmes et hommes à l'aide des TIC et d'outils interactifs⁵⁴, et appuyer leur participation aux processus décisionnels au sein des organisations de producteurs (tel qu'au Togo et au Népal) ; (ii) faciliter l'implication systématique des jeunes en milieu rural, notamment en ce qui concerne les jeunes femmes, dans le dialogue politique et la conception des programmes^{55 56} à travers des quotas, des réunions préparatoires uniquement ouvertes aux femmes et un plaidoyer auprès des hommes pour leur faire accepter le leadership des femmes⁵⁷; (iii) soutenir les efforts des gouvernements destinés à concevoir et à mettre en œuvre des politiques nationales en faveur de la jeunesse⁵⁸, en concertation avec les jeunes en milieu rural (à l'instar de la politique nationale pour l'emploi des jeunes en milieu rural au Sénégal⁵⁹, de la stratégie pour l'emploi des jeunes en milieu rural au Guatemala⁶⁰ et de la Grande Charte des jeunes producteurs aux Philippines⁶¹), en veillant également à la cohérence des politiques à travers des efforts de coordination entre les différents ministères ; et (iv) exhorter les membres du G20 à impliquer les jeunes en milieu rural dans leurs processus politiques en mettant à contribution les forums existants, tels que le Sommet des jeunes (Y20) et le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN), et à fournir des orientations et une assistance technique aux pays partenaires dans le cadre d'une coopération bilatérale.

Mesures générales liées à la demande

Investir dans des infrastructures complémentaires

29. ***L'absence actuelle d'infrastructures en milieu rural entrave la croissance de l'emploi lié à l'agriculture et aux activités rurales non agricoles.*** En effet, l'infrastructure routière et de communication dans les zones rurales contribue à créer un meilleur lien entre la demande des consommateurs et l'offre des producteurs ruraux. L'électrification, elle, favorise la transformation alimentaire et la création de valeur ajoutée dans les zones rurales, tandis que l'infrastructure de stockage et d'entreposage à la ferme peut aider à atténuer le caractère saisonnier des prix à la production et de la consommation des denrées alimentaires. Quant à l'entreposage à froid, il permet de réduire la périssabilité des cultures à plus haute valeur marchande, alors que l'infrastructure portuaire facilite les exportations. Chaque type d'infrastructure peut contribuer à soutenir l'emploi, y compris en faveur des jeunes, qu'il s'agisse d'activités agricoles ou rurales non agricoles. Ainsi au Vietnam, la réhabilitation des routes a permis d'accroître la variété des biens vendus par les ménages sur le marché – principalement les fruits, les légumes et la viande – et favorisé une plus grande participation au commerce et aux services. En Géorgie, la construction et la réhabilitation des routes ont offert de nouvelles possibilités d'emploi dans le secteur non agricole et pour les femmes⁶². Étant donné l'ampleur considérable des besoins infrastructurels, il convient de prendre en considération l'impact sur l'emploi dans la définition des priorités. En Tanzanie, par exemple, une simulation a été réalisée pour mesurer les effets que divers types d'infrastructures rurales produisent sur l'emploi lié à l'entreprise rurale⁶³.

30. ***L'infrastructure rurale profite diversement aux femmes et aux hommes selon sa nature.*** Compte tenu de la charge de temps que représentent les tâches traditionnellement dévolues aux femmes et aux filles, telles que la collecte de l'eau et du bois de chauffe, il va s'en dire que l'infrastructure et les services offrant un accès à l'eau et à l'énergie revêtent une importance cruciale pour réaliser des gains de temps et, par ricochet, pour accroître la productivité des femmes et les opportunités économiques. De même, les femmes peuvent potentiellement tirer un plus grand avantage des services liés aux TIC, contrairement aux hommes. La compréhension de ces différences et l'implication des femmes, des hommes et des jeunes dans la conception des programmes relatifs à l'infrastructure rurale pourraient déboucher sur une efficacité accrue de ceux-ci. Parmi les exemples à cet égard figurent notamment le forum organisé au Malawi pour aider à corriger les déséquilibres liés à l'égalité homme-femme dans les déplacements et le transport en milieu rural⁶⁴ et le programme routier rural du Pérou dont la conception et la mise en œuvre ont impliqué les femmes.

31. ***L'investissement dans des infrastructures de qualité s'avère nécessaire pour promouvoir la croissance durable en milieu rural.*** Optimiser l'impact de l'investissement dans les infrastructures requiert la prise en compte de la qualité, sachant que promouvoir un investissement dans des infrastructures de qualité consiste à viser l'efficacité économique de celles-ci concernant le coût du cycle de vie, la sécurité, la résilience face aux catastrophes naturelles, le renforcement des capacités ainsi que le transfert d'expertise et de savoir-faire suivant des conditions convenues d'un commun accord, tout en atténuant l'impact social et environnemental et en veillant à une cohérence avec les stratégies économiques et de développement.

32. ***La construction, la modernisation et l'entretien des infrastructures rurales à travers des programmes de travaux publics peuvent créer des emplois temporaires pour les jeunes.*** Un exemple est fourni à ce sujet par le projet communautaire de réhabilitation et de lutte contre la pauvreté en Sierra Leone, qui emploie des jeunes pour réhabiliter les infrastructures rurales et améliorer les conditions de production, l'accès aux marchés et le cadre de vie⁶⁵.

33. ***L'énergie renouvelable en milieu rural offre des opportunités d'emploi susceptibles d'attirer les jeunes qui y vivent.*** De plus en plus, l'offre d'une énergie rurale alternative et abordable, telle que le solaire

et le biogaz, apparaît comme un moyen de stimuler les entreprises rurales aux prises avec l'absence d'électrification, de diversifier les activités rurales et d'accroître la valeur ajoutée. Elle peut également favoriser la prospérité des entreprises qui se lancent dans les systèmes d'approvisionnement en énergie alternative, notamment en ce qui concerne la fabrication, la vente, l'installation, le fonctionnement, l'entretien et la formation à l'utilisation de ces systèmes. Dans l'ensemble, ces activités peuvent constituer des sources potentielles d'emplois dans toutes les régions, en particulier en Afrique subsaharienne où une frange considérable de la population n'a pas accès à l'électricité. L'amélioration des mesures incitatives peut accroître l'investissement dans l'énergie renouvelable. Certains projets au Rwanda et en Tanzanie ciblent spécifiquement les jeunes et renforcent leurs compétences pour devenir des négociants en énergie solaire, en vendant des kits de lampes solaires au sein de leurs communautés⁶⁶. Des initiatives similaires au Kenya et en Ouganda offrent une formation et un appui aux femmes pour créer des micro entreprises⁶⁷. Au Bangladesh, des jeunes des deux sexes ont été formés à l'installation de systèmes solaires domestiques dans le cadre d'un programme de formation aux qualités entrepreneuriales mis en œuvre entre 2008 et 2010⁶⁸.

34. ***L'amélioration de la connectivité rurale à travers les TIC ouvre de meilleures possibilités pour les jeunes dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des services.*** L'expansion rapide de la téléphonie mobile en milieu rural a permis aux producteurs d'avoir un meilleur accès au savoir et aux informations commerciales en plus d'avoir facilité le développement de liens entre fournisseurs et acheteurs. Plus récemment, des recherches ont montré qu'un nombre croissant d'agro-entrepreneurs plus instruits mettent au point des solutions innovantes, en particulier à travers la téléphonie mobile et les réseaux sociaux, pour soutenir les activités agricoles et répondre ainsi aux besoins des producteurs⁶⁹. Ces innovations peuvent contribuer à faire évoluer la perception des jeunes concernant ces opportunités d'emplois liés à l'agriculture et au système alimentaire plus large en milieu rural.

35. ***Le renforcement de l'infrastructure internet peut s'avérer bénéfique pour les jeunes en milieu rural.*** Aujourd'hui, un plus grand nombre de personnes ont accès à la téléphonie mobile qu'à l'école secondaire, à l'eau potable ou à l'assainissement⁷⁰. Même si on s'accorde à reconnaître la pénétration de cette téléphonie au plan mondial, il subsiste néanmoins une fracture numérique entre le milieu rural et urbain, et l'accès à internet demeure faible en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud⁷¹, où le nombre des jeunes est le plus élevé. Etant donné que les jeunes en milieu rural sont plus susceptibles que les adultes de posséder un téléphone portable et d'adopter les services financiers, de formation et de vulgarisation offerts à travers les plateformes numériques, il apparaît fondamental de renforcer l'infrastructure internet pour permettre l'extension rapide de ces services en milieu rural dans de nombreux pays. Pour offrir un accès internet à tous - un des objectifs de développement durable - les décideurs politiques devront adapter au contexte de leurs pays respectifs la concurrence du marché, les partenariats public-privé et la réglementation régissant l'utilisation de l'internet et le secteur des télécommunications. Il est également crucial d'œuvrer à étendre l'alphabétisation numérique en milieu rural pour espérer obtenir de vastes retombées de la connectivité rurale.

Domaines d'action concernant l'investissement dans des infrastructures complémentaires : (i) promouvoir l'investissement dans des infrastructures de qualité; (ii) accorder une importance croissante à la perspective de l'emploi dans la définition des priorités pour l'investissement dans les infrastructures rurales⁷²; (iii) impliquer les jeunes et les femmes dans le processus décisionnel local portant sur la fixation des priorités, la planification et la conception des investissements liés aux infrastructures rurales (prenant exemple sur le Forum au Malawi et le programme d'infrastructure rurale au Pérou); (iv) associer les jeunes aux programmes de travaux publics pour le développement des infrastructures rurales, qui peuvent créer des opportunités d'emploi tenant compte de la situation de la femme (comme le projet communautaire de réhabilitation et de lutte contre la pauvreté en Sierra Leone et le projet des routes rurales au Pérou), développer les compétences et fournir un appui aux entreprises; (v) soutenir l'expansion de l'énergie renouvelable (solaire et biogaz) dans les zones non connectées au réseau électrique (tel qu'au Rwanda, au Kenya et en Ouganda); (vi) promouvoir l'entrepreneuriat dans les activités liées aux TIC (y compris la création de nouvelles entreprises ou l'octroi de subventions de démarrage); et (vii) investir dans des infrastructures permettant de réduire la charge et les contraintes de temps des femmes, telles que le réseau hydraulique, afin qu'elles puissent s'adonner à des activités productives et d'apprentissage.

Augmenter la croissance de la productivité agricole afin de stimuler la demande pour les biens et services non agricoles

36. ***A bien des égards, le sort de l'activité économique rurale dépend de la performance de l'agriculture.*** Une performance agricole accrue permet d'accroître le revenu agricole et la demande pour les biens et services non agricoles, ce qui augmente les chances pour une croissance de la production et la création d'emplois au sein des entreprises rurales connexes qui fournissent les biens et services en question. Ces effets pourraient revêtir une importance considérable. Ainsi, en Ethiopie, chaque dollar généré par la production agricole produit 1,23 dollar dans d'autres branches de l'activité économique. Cette croissance est stimulée à 40% par une forte demande pour les intrants agricoles et l'utilisation de la production agricole dans d'autres secteurs industriels, tels que la transformation alimentaire, et à 60% par une demande soutenue pour les biens et services découlant des revenus agricoles plus élevés et de l'incidence connexe sur les dépenses⁷³. Au Bangladesh, une augmentation de 10% des revenus agricoles a fait croître de 6% les revenus non agricoles à travers des liens en aval et en amont⁷⁴. Même des gains enregistrés dans la productivité des cultures de base peuvent avoir toute leur importance, comme en témoigne l'impact sur la réduction de la pauvreté en Ethiopie, au Rwanda et au Cambodge.

37. ***Une agriculture plus durable s'impose.*** Déjà les sécheresses, les inondations et la hausse des températures font baisser le rendement des récoltes, menacent l'offre des denrées alimentaires, des ressources halieutiques et de viande, et plongent davantage les populations dans la pauvreté⁷⁵. Le changement climatique et les effets du choc climatique assombrissent les perspectives de croissance de la productivité à long terme. Sans adaptation, bon nombre de pays en développement, de régions et de zones en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes subiront des baisses de récolte particulièrement importantes d'ici à 2030 dans les principales régions céréalières, notamment l'Asie du Sud pour le blé, l'Asie du Sud-Est pour le riz et l'Afrique australe pour le maïs⁷⁶. Des efforts devront être déployés pour augmenter la productivité, renforcer la résilience et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au Vietnam, l'adoption de techniques alternatives d'irrigation et de séchage dans la riziculture a permis d'accroître les rendements, d'amoindrir le coût des intrants et l'utilisation de l'eau, et de réduire les émissions de méthane. En Uruguay, environ 3 millions d'hectare de superficie agricole sont désormais exploitées conformément à des pratiques de gestion durable des terres, qui contribuent également à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

38. ***Les ressources foncières et hydriques devront être gérées de façon plus durable.*** Près de 30% des sols de la planète sont dégradés⁷⁷, et le coût annuel de cette dégradation, y compris la perte des services écosystémiques, est estimé à 230 milliards de dollars⁷⁸. Certaines projections prévoient également une pénurie mondiale de la disponibilité des eaux douces de l'ordre de 40% d'ici à 2030⁷⁹, étant entendu que l'agriculture utilise environ 70% des eaux douces mondiales actuelles. Dès lors, il conviendra de gérer les ressources foncières et hydriques de manière plus responsable afin de maintenir la croissance de la productivité agricole.

39. ***La croissance de la productivité agricole et la densité connexe des activités rurales non agricoles varient selon les régions.*** Traditionnellement, cette croissance est de loin plus importante en Asie qu'en Afrique, et les opportunités qui en découlent pour les activités non agricoles le sont tout aussi de façon proportionnelle, comme l'atteste la part plus élevée du revenu des ménages tirée de ces activités en Asie (tableau 4). La croissance de la productivité agricole en Afrique subsaharienne, telle que reflétée par les rendements en céréales, s'est accrue ces dernières années. En effet, l'augmentation annuelle des rendements céréaliers a plus que doublé en passant de 0,9% dans les années 1990 à 2,2% entre 2000 et 2014. Le taux de croissance du PIB agricole en Afrique subsaharienne était le plus élevé de toutes les régions au cours de

la même période, ce qui fait naître un certain optimisme pour le développement des entreprises rurales dans cette région.

40. ***Sur la base du nombre d'heures travaillées, la productivité de la main d'œuvre agricole est similaire à celle des autres secteurs, même si les facteurs saisonniers peuvent conduire au sous-emploi dans le domaine agricole.*** L'hypothèse des gains de productivité engendrés par la transformation structurelle à travers toute l'économie est fondée sur la réaffectation de la main d'œuvre, qui migre des secteurs à faible productivité et rémunération vers ceux à plus forte productivité et rémunération. L'agriculture est souvent perçue comme un secteur où la productivité et la rémunération sont intrinsèquement faibles, contrairement aux secteurs des services et de la manufacture, d'où la conviction selon laquelle l'abandon de l'agriculture au profit de la manufacture et des services peut rehausser le niveau général de productivité et de revenu. En effet, les modèles historiques de transformation structurelle ont fait apparaître cette transition de main d'œuvre intersectorielle. Toutefois, les résultats d'une enquête récente montrent qu'en considérant le nombre d'heures travaillées, et non simplement les données des comptes nationaux portant sur le nombre de personnes employées dans l'agriculture ou encore les efforts d'ajustement de l'écart existant dans le capital humain, la productivité de la main d'œuvre agricole n'est pas intrinsèquement plus faible que dans d'autres secteurs. En réalité, elles sont plutôt similaires⁸⁰. La différence entre la productivité annuelle et par nombre d'heures travaillées évoque le sous-emploi dans le domaine agricole, qui s'explique probablement par les facteurs saisonniers, à savoir que les personnes dont la principale activité est l'agriculture travaillent moins d'heures par an que celles exerçant des activités non agricoles. La réduction du caractère saisonnier de l'occupation agricole à travers l'irrigation et la diversification des activités pourrait permettre de minimiser le sous-emploi et d'augmenter la productivité annuelle.

41. ***L'investissement dans l'irrigation et la diversification des cultures peuvent réduire l'effet de saisonnalité et le sous-emploi.*** Investir dans l'irrigation peut permettre d'augmenter le nombre de cultures pratiquées par an (culture précoce ou tardive). Dans les environnements caractérisés par des températures favorables, la disponibilité des ressources en eau et l'existence d'une demande pour des produits, l'adoption de la polyculture, avec une variation temporelle de la demande de la main d'œuvre, peut réduire le sous-emploi tout au long de l'année. Cela n'est pas seulement vrai pour les climats tropicaux mais aussi pour les environnements tempérés⁸¹. Des possibilités existent pour augmenter les superficies irriguées en Afrique subsaharienne. La diversification des cultures vers des produits dont la demande de main d'œuvre varie ou est plus constante au fil de l'année peut contribuer à résorber le sous-emploi et accroître la productivité générale. Parmi les exemples à cet égard figure la diversification dans les produits d'élevage, notamment la production d'œufs dans le secteur avicole et la production laitière pour le bétail, qui sont moins saisonnières que les cultures. Le potentiel de la diversification est tributaire de la demande du marché. Dans les pays en développement, une diversification significative est déjà à l'œuvre dans les activités rurales non agricoles (tableau 4).

42. ***De nombreux autres facteurs contribuent à augmenter la croissance de la productivité agricole.*** Il s'agit notamment des efforts pour accroître le développement et l'adoption des cultures améliorées, de la technologie en matière d'élevage et l'accès aux intrants ; améliorer la santé animale ; réduire l'inégalité homme-femme ; renforcer la gestion de l'eau et son utilisation durable ; consolider la gouvernance des terres ; atténuer la dégradation des terres ; renforcer les compétences et les connaissances des producteurs ; et améliorer les liens avec le marché. C'est le cas de la culture du riz et du manioc en Afrique de l'Ouest où existent des facteurs permettant de réaliser des gains de productivité, tels que l'investissement dans la recherche agricole, l'adoption de nouvelles technologies et pratiques par les producteurs, les approches durables de l'intensification agricole, l'amélioration du processus de transformation et les innovations institutionnelles, comme les plateformes multipartites et le partage de connaissances entre producteurs^{82 83}.

43. ***L'investissement dans la recherche agricole s'est révélé hautement bénéfique.*** Dans toutes les régions, les investissements réalisés dans la recherche agricole ont porté beaucoup de fruits. Il conviendra de poursuivre et d'intensifier cet investissement afin d'obtenir des gains de rendement durables face au changement climatique. L'Afrique subsaharienne, où les besoins sont les plus importants, représente seulement 5% des dépenses publiques mondiales consacrées à la recherche agricole et au développement.

44. ***Les innovations institutionnelles et impulsées par les producteurs peuvent améliorer les économies d'échelle.*** Les organisations de producteurs peuvent jouer un rôle prépondérant dans l'accès aux intrants améliorés et aux informations ainsi que dans la réduction des coûts à travers les économies d'échelle. Certaines coopératives au Bénin sont parvenues à faciliter l'accès des jeunes producteurs aux machines destinées à l'agriculture et à la transformation primaire. En Amérique latine, des programmes s'inscrivant dans le cadre d'une alliance productive s'emploient avec succès à créer des liens entre les groupes de producteurs et les marchés.

Domaines d'action concernant la productivité agricole : (i) poursuivre la mise en œuvre des recommandations du rapport interinstitutions 2012, établi en vue du G20, sur la croissance durable de la productivité agricole et à la réduction de l'écart en faveur des petites exploitations familiales ; (ii) intensifier l'agriculture adaptée au changement climatique ; (iii) promouvoir la gestion durable des ressources foncières et hydriques ; (iv) promouvoir les investissements dans l'irrigation, notamment dans les zones propices à la production de deux récoltes par an; (v) faciliter la diversification agricole vers les produits dont la demande de main d'œuvre revêt un profil intertemporel différent; (vi) accélérer l'adaptation au changement climatique, à travers par exemple des investissements substantiels dans la recherche agricole et les filières technologiques ainsi qu'à travers le développement des compétences afin de permettre aux jeunes d'embrasser des emplois verts; et (vii) faire en sorte que les jeunes femmes et hommes bénéficient d'un accès équitable aux ressources et aux services productifs afin de booster la productivité⁸⁴, notamment en travaillant avec les gouvernements pour intégrer l'égalité homme-femme dans la législation et la réglementation, en formant les dirigeants communautaires et en favorisant la recherche et les services de vulgarisation qui tiennent compte des besoins de la femme.

Promouvoir une agriculture à forte valeur et la création de valeur

45. ***Bien que la consommation dans les pays en développement continue d'être dominée par les cultures de base, la tendance des habitudes alimentaires évolue vers des produits à plus haute valeur et transformés lorsque le revenu par habitant augmente.*** Du fait de leur prédominance continue dans les modes de consommation à travers les pays à faible revenu ainsi que dans la structure de production des petites exploitations agricoles, les cultures de base jouent un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté⁸⁵⁸⁶. Ces cultures continueront de revêtir une importance particulière, même si la consommation des produits à plus haute valeur et transformés tend à augmenter à mesure que les revenus s'accroissent. De nouvelles opportunités d'emploi pourront être créées pour les jeunes à travers l'effet conjugué d'une diversification de la production, en allant au-delà des céréales pour pratiquer aussi la culture des légumes, l'horticulture, l'élevage et la pêche, et du renforcement des chaînes de valeur, en privilégiant davantage la distribution, la transformation et la préparation des denrées alimentaires ainsi que la création de valeurs et les services.

46. ***L'utilisation de la main d'œuvre par hectare est largement plus importante pour la production agricole à grande échelle de cultures plus rentables que celle des cultures de base, ce qui laisse entrevoir un potentiel de création d'emplois en faveur des jeunes en milieu rural.*** Les opportunités liées à la production agricole à forte valeur profiter souvent aux producteurs à grande échelle, dont certains s'appuient sur des ouvriers agricoles ou de petits exploitants locaux. Des recherches menées auprès de ces producteurs ont montré que les cultures de base, telles que les céréales, le soja et le sorgho, occupent entre 10 et 50 personnes par millier d'hectares⁸⁷, contre 300 à 500 personnes pour la production horticole, telle que la pomme et l'orange, tandis que les tomates de serre emploient plus de 2000 personnes pour une

superficie similaire. Telles sont les différences spectaculaires qui existent dans l'intensité de la main d'œuvre, l'utilisation de celle-ci étant 10 à 100 supérieure à l'hectare pour les plantes horticoles que les cultures de base (tableau 6). Dans les pays où la main d'œuvre est relativement abondante et où les ressources foncières et financières le permettent, les producteurs à grande échelle intervenant dans le secteur des cultures à plus forte main d'œuvre peuvent jouer un rôle crucial dans la création d'emplois en faveur des jeunes en milieu rural à travers des contrats d'embauche directs ou par l'intermédiaire des petits exploitants.

Tableau 6: L'intensité de main d'œuvre des cultures horticoles dans la production à plus grande échelle est largement supérieure à celle des cultures de base

Cultures		Employés à temps plein par millier d'hectares
Céréales de base	Céréales	10-20
	Soja	~20
	Sorgho	~50
Horticulture	Pomme	~500
	Orange	~800
	Tomate	2000+

NB: Bien que concernant les grandes exploitations agricoles, ces paramètres relatifs à l'intensité de la main d'œuvre représentent néanmoins une référence utile d'un point de vue de l'emploi, car l'attrait des grands investisseurs pour les cultures à forte intensité de main d'œuvre constitue une source d'emploi pour les jeunes en milieu rural.

Source: Fine et al. (2012)

47. ***L'augmentation du revenu par habitant devrait induire une hausse de la demande pour les produits à plus haute valeur (horticulture, élevage, pêche et aliments transformés) par rapport à celle des cultures de base, ouvrant ainsi de formidables perspectives d'emplois pour les jeunes en milieu rural dans la production, la distribution, la transformation et les services.*** Lorsque le revenu par habitant augmente, un changement s'opère généralement dans les modes de consommation alimentaire, qui intègrent davantage, en plus des céréales de base, des produits à plus haute valeur (viande, poisson, produits laitiers, fruits, légumes et matières grasses) et des aliments transformés⁸⁸. Des projections quinquennales portant sur les pays d'Afrique orientale et australe tablent sur une hausse de la demande pour les produits horticoles⁸⁹. La consommation de viande, de volaille et des produits laitiers devrait également enregistrer une hausse annuelle comprise entre 3,5 et 5%⁹⁰. De même, la demande alimentaire dans les autres régions devrait s'élargir aux produits à plus haute valeur⁹¹. Le passage à des cultures plus rentables pour satisfaire leur demande croissante crée des opportunités d'emplois dans les zones rurales et les villes intermédiaires, qu'il s'agisse du secteur agricole ou de la manufacture et des services alimentaires. Selon certaines estimations, la proportion des personnes employées en aval des systèmes alimentaires en Afrique (vente au détail, transformation et préparation de denrées alimentaires hors du domicile) passera de 8% de l'emploi total en 2010 à 12%, voire plus d'ici à 2025⁹². Une analyse effectuée au Vietnam indique que les marges brutes et les ratios coût-bénéfice sont plus élevés pour l'horticulture et la floriculture, comparées à la production rizicole, et que la valeur créée par la transformation primaire est deux fois supérieure pour les fruits et légumes que pour le riz⁹³.

48. ***Les gouvernements ne font pas assez pour renforcer l'accès aux marchés, à l'éducation et à la technologie, qui s'avère indispensable pour accroître la production, la transformation et les stratégies de commercialisation, afin de satisfaire les nouvelles demandes émergentes du marché dans les sous-secteurs agricoles non céréaliers.*** La politique nationale en matière de prix et de dépenses publiques est souvent biaisée en faveur des cultures céréalières⁹⁴. Si celles-ci continuent de jouer un rôle crucial dans la réalisation de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté, il n'en demeure pas moins que les marchés des cultures non céréalières sont souvent peu développés en raison du faible niveau d'investissement dans les systèmes de transport, d'entreposage à froid et d'information, qui sont de nature à favoriser le bon fonctionnement du marché pour les produits périssables, notamment les fruits et les légumes et les produits

de l'élevage⁹⁵. En l'absence de tels efforts, il est difficile de soutenir un modèle de croissance reposant sur une économie diversifiée.

Domaines d'action pour une agriculture plus rentable et la création de valeur : (i) harmoniser les mesures incitatives à la production afin de prendre en considération l'évolution de la demande du marché, notamment par: (a) la suppression des politiques des prix défavorables à la production de cultures non céréalières à haute valeur. En effet, ces politiques n'encouragent pas les producteurs à pratiquer des cultures non céréalières, ce qui peut ainsi entraver la croissance de l'emploi rural dans le secteur agricole ; et (b) l'élimination ou la réduction des restrictions liées à l'utilisation des terres pour des cultures de base spécifiques, ce qui pourrait ouvrir des possibilités pour une plus grande diversification vers des cultures à plus haute valeur offrant de meilleures perspectives d'emploi pour la jeunesse rurale tout en préservant l'alimentation saine ; (ii) promouvoir l'infrastructure et l'investissement dans les technologies afin de répondre aux besoins des cultures à haute valeur, telles que les variétés à rendement plus élevé, l'entreposage à froid pour les produits horticoles et la modernisation des systèmes d'informations commerciales agricoles (par exemple le *Specialty Fruits* dans le Delta du Mekong au Vietnam⁹⁶); et (iii) adopter des approches axées sur le marché afin de favoriser l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur, notamment les programmes d'aide aux petits exploitants ou d'autres formes de coordination verticale pouvant permettre de remédier aux défaillances du marché et de créer des emplois de qualité relativement meilleure dont pourraient bénéficier les jeunes femmes et hommes en milieu rural.

Améliorer le climat d'investissement et le commerce en milieu rural

49. **Le climat d'investissement affecte la création d'emplois.** Neuf emplois sur dix sont créés par le secteur privé, et un secteur privé dynamique crée davantage d'emplois⁹⁷. Des données probantes montrent que le climat d'investissement influe sur les entreprises privées et la création d'emplois par celles-ci⁹⁸. Dès lors, un climat d'investissement prévisible et propice aux affaires devrait figurer parmi les composantes clés de tout cadre politique visant à créer des emplois en milieu rural, y compris en faveur des jeunes qui y vivent.

50. **Les conditions macroéconomiques, la stabilité politique et la paix revêtent aussi une importance.** De manière générale, la stabilité macroéconomique et la paix constituent des conditions essentielles pour le développement de l'entreprise privée. En Afrique subsaharienne, la croissance agricole s'est accrue lorsque les conditions macroéconomiques (sur le plan budgétaire, monétaire et des taux de change) étaient meilleures dans les années 1990⁹⁹. L'allègement de la fiscalité directe et indirecte élevée dont pâtissait l'agriculture à travers des taux de change surévalués a renforcé la motivation des producteurs à produire et à investir¹⁰⁰. Les mutations et l'instabilité politiques peuvent avoir un effet perturbateur sur les entreprises locales, comme cela a été le cas pour environ 90% des entreprises au Népal¹⁰¹. Les conflits réduisent la mobilité humaine, entravent l'accès aux intrants et aux marchés agricoles, augmentent le vol d'actifs, et font grimper les prix¹⁰². Au Mozambique, au cours de la décennie qui a suivi la guerre civile, le revenu par habitant a enregistré une hausse de 70%, contre 4% pendant la décennie précédente, et la valeur ajoutée agricole s'est accrue de 60%¹⁰³.

51. **Les politiques de facilitation du commerce agricole peuvent stimuler la création d'emplois en milieu rural.** Un afflux accru de ressources financières vers les zones rurales stimule la demande pour les biens et services locaux et y soutient l'économie en favorisant le développement de l'entreprise et de l'emploi. Le commerce agricole avec les villes, les pays voisins et l'étranger peut générer cet afflux. Si les investissements dans l'infrastructure contribuent à créer un lien entre les producteurs agricoles et les marchés, les politiques, elles, produisent un impact sur la motivation à commercer, notamment en ce qui concerne les taxes locales sur les produits commercialisables, les paiements imposés aux barrages routiers

et la lourdeur des procédures liées au commerce transfrontalier. En fin de compte, les producteurs perçoivent une faible part du prix à la consommation, ce qui se traduit également par une faible part des flux financiers à destination des zones rurales pour soutenir l'activité économique locale.

52. ***Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité réglementaire de l'agro-industrie.*** La lourdeur de la réglementation, qui ne contribue pas à remédier de façon efficace aux défaillances du marché et à offrir une protection sur le plan sécuritaire, sanitaire et environnemental, augmente les coûts et réduit la concurrence dans le secteur agroalimentaire. Selon le rapport *Enabling Business of Agriculture* (EBA), le renforcement du cadre réglementaire a permis d'améliorer l'offre et de faire baisser les prix sur les marchés des semences et de la mécanisation au Bangladesh et en Turquie¹⁰⁴, dans le secteur des engrais au Bangladesh¹⁰⁵, au Kenya¹⁰⁶ et en Éthiopie¹⁰⁷, et dans la filière maïs en Afrique orientale et australe¹⁰⁸. Ce rapport fait état d'un large éventail de qualité réglementaire à travers 40 pays et 6 domaines (semences, engrais, mécanisation, finance, marchés et transport), ce qui laisse penser que de meilleurs résultats sont encore possibles¹⁰⁹. La qualité réglementaire est relativement élevée dans les pays à revenu élevé de l'OCDE, ainsi que dans ceux d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie centrale. En Asie de l'Est, dans le Pacifique et en Afrique subsaharienne, les niveaux de qualité réglementaire sont inférieurs ou égaux à la moyenne mondiale dans les domaines concernés, d'où les efforts importants à fournir par ces régions.

53. ***La réduction des barrières à l'entrée, l'amélioration de l'environnement opérationnel, le renforcement de l'efficacité de la sortie des entreprises et les efforts en vue d'une mise en œuvre cohérente de la réglementation contribuent, en règle générale, à soutenir le développement des entreprises et des emplois dans le secteur formel.*** Une attention particulière a été accordée à l'amélioration du climat d'investissement en faveur des entreprises formelles, qui pour la plupart sont de taille micro, petite et moyenne. Les réformes de ce climat ont notamment consisté à réduire les barrières à l'entrée (telles que les droits d'inscription au registre du commerce, les permis et les licences), à améliorer le cadre opérationnel des entreprises formelles (à travers par exemple la promotion d'un régime réglementaire responsable, transparent et prévisible) et à conférer un caractère plus efficace et moins onéreux au processus de sortie des entreprises. Il existe des éléments attestant l'impact positif de certaines de ces mesures, même si leur évaluation comporte des difficultés méthodologiques importantes. Au Mexique, la facilitation du processus d'enregistrement des entreprises a permis d'augmenter de 5% le nombre d'entreprises déclarées et de 2,2% les chiffres de l'emploi¹¹⁰. Ces types de réformes ont généralement plus contribué à favoriser l'émergence de nouvelles entreprises dans les pays en développement qu'à encourager les entreprises informelles à passer dans le secteur formel¹¹¹. La difficulté liée au climat d'investissement découle du fait que la plupart des entreprises dans les pays en développement sont informelles.

54. ***Étant donné que le secteur informel est le plus grand pourvoyeur d'emplois, le climat d'investissement lié aux entreprises dans ce secteur devrait faire l'objet d'une attention particulière:*** environ 60% de la population active dans les pays en développement travaille dans l'informel, cette proportion pouvant atteindre 80% dans les pays à faible revenu¹¹². La plupart des nouveaux emplois, notamment en Afrique subsaharienne, sont créés dans l'économie informelle¹¹³. S'il est vrai que certaines de ces entreprises pourraient acquérir un statut formel dans un proche avenir, la majorité ne le deviendra pas. Des travaux antérieurs ont montré que le plus gros des entreprises rurales informelles sont de petite taille et emploient seulement un ou quelques travailleur(s), très souvent des membres de la famille sans rémunération ; que bon nombre d'entre elles vendent et achètent localement, avec une productivité élevée pour celles qui commercent en dehors de leur localité d'implantation; et que l'expérience entrepreneuriale étendue est un facteur favorisant l'obtention de meilleurs résultats¹¹⁴. La densité et la taille des entreprises tendent à augmenter avec le revenu par habitant. Les entrepreneurs informels sont souvent des autodidactes, qui ne possèdent pas toujours les compétences professionnelles requises, et les liens avec d'autres entreprises (formelles et informelles) sont faibles. Cela dit, il existe une grande hétérogénéité au sein du secteur informel¹¹⁵. Parmi les autres contraintes perçues figurent l'absence d'accès au financement, le coût et la fiabilité de la fourniture d'eau et d'électricité et la qualité des routes, autant de questions abordées dans

d'autres sections du présent document. Dans le contexte des politiques locales, les taxes, les autorisations et les impôts imposés aux entreprises peuvent s'avérer contraignantes et miner le développement de l'entrepreneuriat.

55. ***Les taxes, les autorisations et les impôts imposés localement peuvent constituer un véritable frein au développement de l'entreprise et au commerce à l'échelle locale.*** La décentralisation administrative fait peser une plus grande responsabilité sur les collectivités locales concernant la prestation de services locaux. Quant à la décentralisation budgétaire, elle transfère aux collectivités locales la responsabilité de recouvrer des recettes pour financer ces services. Dans les situations où les moyens financiers alloués à la prestation de services et les transferts de fonds provenant du niveau national présentent un déficit considérable, la décentralisation budgétaire a parfois donné lieu à un éventail de taxes locales contraignantes. Ainsi, une enquête réalisée en Ouganda a montré qu'un ensemble complexe de taxes ont été imposées dans les zones rurales où, en réalité, toutes les activités monétisées étaient taxées. Cette mesure n'a pas incité les entreprises locales à participer aux marchés et à investir¹¹⁶. Une fiscalité similaire a également été mise en place en Tanzanie où les efforts de réforme entrepris par la suite ont été axés sur la suppression de la taxe forfaitaire de développement «taxe de nuisance» et des droits d'enregistrement des entreprises en-deçà d'une certaine taille. De manière générale, ces réformes se veulent progressistes en ce sens que les propriétaires d'entreprises démunies et moyennes sont faiblement imposés¹¹⁷.

Domaines d'action pour renforcer le climat des affaires et le commerce en milieu rural : (i) œuvrer à la stabilité politique et macroéconomique et à la réduction des conflits ; (ii) promouvoir le commerce local, transfrontalier et international (à travers l'abattement des taxes locales, notamment les péages aux barrages routiers et l'allègement des procédures liées au commerce transfrontalier), conformément aux règles de l'OMC ; (iii) faire évoluer la qualité réglementaire au sein de l'agroalimentaire en tenant compte des meilleures pratiques à cet égard (le plus grand potentiel d'amélioration concerne l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et la région Asie de l'Est-Pacifique) ; (iv) réduire les obstacles à la formalisation des entreprises locales ; (v) reconnaître la taille considérable du secteur informel et travailler à améliorer la connectivité avec les marchés, à renforcer l'accès aux services et à consolider les compétences ; et (vi) veiller à ce qu'un équilibre existe entre les besoins budgétaires découlant de la décentralisation administrative et les transferts budgétaires attendus du niveau national au titre des politiques de décentralisation, afin d'éviter l'instauration d'une fiscalité locale qui dissuade les entreprises locales à investir dans les marchés et à y participer.

Promouvoir la concurrence ainsi que la participation et l'investissement du secteur privé

56. ***Le renforcement de la concurrence et de la participation du secteur privé peut contribuer à créer des emplois.*** En effet, la concurrence peut ouvrir de nouveaux horizons en matière d'emploi et stimuler la main d'œuvre à se tourner vers des emplois plus productifs, ce qui permet de gagner plus¹¹⁸. Des données macroéconomiques montrent que la législation relative à la concurrence favorise la croissance économique générale, plus particulièrement dans les pays à faible revenu, tirée par des niveaux plus élevés d'investissement (et des niveaux plus faibles de la perception de la corruption)¹¹⁹. Au titre des marchés agricoles, des efforts sont déployés de longue date pour définir le niveau et l'éventail appropriés de l'appui que le secteur public doit fournir pour doper l'investissement privé dans les chaînes de valeur agricoles et atteindre les petits exploitants pauvres.

57. ***Réduire les coûts de transaction élevés et les risques sur les marchés agricoles peut faciliter l'investissement privé.*** La répartition géographique des producteurs et des consommateurs, l'écart entre l'utilisation des intrants et le niveau des récoltes, la sensibilité aux conditions climatiques extrêmes, la variabilité du degré de périssabilité et de la qualité de conservation des produits agricoles et le caractère politiquement sensible des denrées alimentaires de base sont autant de facteurs qui exposent les marchés

agricoles à des coûts de transaction élevés, à des risques considérables et à l'intervention fréquente des pouvoirs publics¹²⁰. L'investissement dans les infrastructures, notamment les TIC, peut renforcer les liens entre producteurs et consommateurs ; les organisations de producteurs peuvent jouer un rôle dans la collecte de la demande pour les intrants et la fourniture des produits ; les cultures résistantes à la sécheresse et aux inondations et un mécanisme d'assurance fondé sur des indices climatiques peuvent réduire la sensibilité aux conditions météorologiques extrêmes ; l'investissement dans les infrastructures post-récolte peut améliorer le caractère stockable des produits ; et des politiques étatiques plus prévisibles contribuent à réduire les risques d'ordre politique.

58. ***Au titre de leurs interventions, les gouvernements sont allés au-delà de la simple fourniture de biens et de services publics permettant d'appuyer et de faciliter les transactions privées pour participer directement aux marchés des intrants et des produits agricoles.*** Dans le cadre des efforts précédents destinés à favoriser la réalisation de la sécurité alimentaire, les pouvoirs publics, principalement les offices de commercialisation, ont parfois contrôlé chaque étape du cycle de commercialisation, notamment l'allocation d'intrants et de prêts, la fixation des prix, la transformation ainsi que les échanges au plan interne et avec l'extérieur, la participation du secteur privé demeurant faible. Au fur et à mesure que ces opérations se développaient, le problème de leur soutenabilité budgétaire se posait parfois, en plus des préoccupations liées à la gestion et aux incitations perverses du secteur privé, conduisant ainsi les gouvernements à réduire leurs interventions sur ces marchés. L'ampleur du sous-investissement privé dans les infrastructures de transport et de stockage, l'insuffisance de la formation aux compétences commerciales et l'accès limité aux financements témoignent du fait que le secteur privé a souvent été lent à combler le vide créé par le retrait des offices de commercialisation¹²¹. Et même lorsque ce dernier est entré sur les marchés, il n'est pas toujours parvenu à atteindre les petits exploitants sans moyens. En outre, les efforts de coordination du développement des marchés font largement défaut¹²². Ces dernières années, les gouvernements sont de nouveau intervenus sur les marchés des intrants afin de booster la productivité agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire, plus particulièrement en Afrique subsaharienne¹²³.

59. ***Il convient d'envisager, dans la conception des programmes étatiques, la possibilité d'associer le secteur privé à la prestation de services.*** Les programmes étatiques liés aux intrants favorisent de plus en plus le développement du secteur privé, avec lequel des discussions sont menées sous diverses formes dans le cadre des programmes de subvention adaptés aux marchés¹²⁴. Le programme mis en place par le gouvernement du Malawi a permis la participation de certains opérateurs du privé à l'acquisition d'intrants afin d'instaurer une confiance mutuelle entre les pouvoirs publics et le secteur privé, l'essentiel de la distribution et du commerce de détail des intrants restant toutefois la prérogative des organismes paraétatiques¹²⁵. En Zambie et au Ghana, la fourniture des intrants a été limitée à quelques gros fournisseurs agréés, ce qui a réduit la concurrence^{126 127}. En Tanzanie et au Nigeria, la participation du secteur privé a été plus importante¹²⁸. Le ciblage de certains de ces programmes présente une difficulté, en ce sens que ceux-ci profitent souvent aux producteurs plus nantis, dans la mesure où ces derniers peuvent bien s'approvisionner en intrants même sans l'appui du gouvernement, et qu'ils ont tendance à déplacer certains achats commerciaux d'intrants¹²⁹. Moins le secteur privé est développé, moins l'effet de déplacement sera important¹³⁰. Les bons électroniques permettent d'effectuer un meilleur ciblage, de réduire les coûts et de créer une demande parmi les utilisateurs finaux pour la fourniture privée des intrants. C'est ainsi que les gouvernements du Nigeria et du Rwanda ont noué des partenariats avec des opérateurs mobiles pour numériser la distribution des bons concernant les semences et les engrais subventionnés dans les zones éloignées, au titre de leurs vastes initiatives dénommées « portefeuille électronique ». Le programme du Nigeria a permis, avec un sixième des coûts, de réduire la corruption et d'atteindre deux fois plus de producteurs, dont 2,5 millions de femmes, que le système précédent¹³¹. En plus des programmes liés aux intrants, d'autres efforts ont également été déployés pour permettre au secteur privé de fournir des services dans le cadre de la vulgarisation agricole¹³².

Domaines d'action pour promouvoir la concurrence ainsi que la participation et l'investissement du secteur privé. Une attention spéciale devra être accordée à l'impact des programmes étatiques relatifs au développement du secteur privé, à la concurrence et à l'emploi. De manière plus spécifique, il y a lieu de considérer les compromis et de rechercher l'équilibre requis entre, d'une part, l'investissement dans les biens et services publics destinés à réduire les coûts de transaction et les risques, de façon à susciter un élan massif du secteur privé vers les chaînes de valeur agricoles et, d'autre part, la participation directe du gouvernement à ces marchés, compte tenu des préoccupations liées à l'absence d'activités du secteur privé. La conception de programmes adaptés aux marchés et l'utilisation des bons électroniques peuvent contribuer à améliorer le ciblage des programmes de fourniture d'intrants, à réduire les coûts et à promouvoir le développement du secteur privé.

Favoriser l'émergence de villes secondaires

60. ***Dans les régions en développement, un nombre croissant de personnes vivent dans des villes intermédiaires/secondaires, ou entretiennent des liens avec celles-ci, lesquelles constituent une interface clé entre les zones rurales et urbaines et permettent ainsi de diversifier les économies rurales.*** Si dans certains pays, le processus de la transformation structurelle s'accompagne principalement d'une agglomération rapide dans les grandes villes, dans d'autres, notamment les régions en développement, il se caractérise par une diversification, au détriment de l'agriculture, vers l'économie rurale non agricole et les activités dans les villes secondaires¹³³, un phénomène en expansion depuis ces dernières années dans plusieurs pays d'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne. Les villes intermédiaires ou secondaires jouent un rôle important car elles constituent: (i) des centres de demande pour les produits agricoles ainsi que pour la production et la fourniture de biens et services en milieu rural ; (ii) des centres de croissance et de consolidation des activités rurales non agricoles ; et (iii) des points d'attraction pour les migrants ruraux et une principale source d'emploi pour les populations rurales, notamment les jeunes, qui exercent à la des activités agricoles et non agricoles aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs localités¹³⁴.

61. ***Les villes rurales constituent un générateur efficace d'emplois non agricoles pour les pauvres, y compris les jeunes hommes et femmes.*** Si les personnes qui migrent vers les villes gagnent généralement plus que celles qui rejoignent des villages ou villes secondaires à proximité, seule une poignée de pauvres y parvient. Un plus grand nombre de ces personnes trouvent rapidement dans de petites villes avoisinantes des activités non agricoles compatibles avec leurs compétences. Ainsi, les villes rurales deviennent-elles des centres efficaces de création d'emploi pour les pauvres, notamment les jeunes. En Tanzanie, par exemple, un pauvre a plus de chances d'être employé dans une ville secondaire que dans une grande ville. En 2008, les taux de chômage dans ce pays s'élevaient à 31% dans la capitale (Dar-Es-Salam), à 16% dans les centres urbains et à seulement 7% dans les villes rurales^{135 136}.

62. ***Selon certaines indications, abandonner l'agriculture pour s'adonner à des activités rurales non agricoles dans les villes secondaires contribue plus à réduire la pauvreté et les inégalités que dans les grandes villes.*** Une analyse effectuée dans 51 pays, à travers toutes les régions, a révélé que le fait de peser sur le taux de croissance économique, la diversification vers des activités rurales non agricoles et l'émergence de villes secondaires permet de réduire considérablement la pauvreté, ce qui n'est pas le cas pour l'agglomération dans les grandes villes¹³⁷. Par ailleurs, les pays dont le développement repose davantage sur les petites et moyennes entreprises à main d'œuvre intensive situées en milieu rural et périurbain enregistrent des résultats plus inclusifs (moins d'inégalité) que ceux qui optent pour une approche de développement à forte intensité de capital et centrée sur le milieu urbain¹³⁸.

63. ***Les villes secondaires pourraient contribuer à créer des liens entre les segments des chaînes de valeur agricoles susceptibles de générer des retombées pour l'emploi au niveau local.*** Les villes secondaires peuvent renforcer les liens entre les différents segments des chaînes de valeur agricoles –

production, stockage, transformation et emballage, transport et commercialisation. Des opportunités importantes d'emploi pourraient être créées pour les populations rurales, en particulier les jeunes, si certains de ces segments sont implantés dans les villes secondaires. Les approches privilégiant les investissements inclusifs stratégiques et complémentaires à travers un meilleur accès à la technologie, aux ressources et aux financements en faveur des jeunes femmes et hommes peuvent aider à intégrer ces derniers dans les chaînes de valeur¹³⁹.

64. ***Les approches territoriales permettent de remédier aux contraintes géographiques plus spécifiques et de renforcer les liens entre les zones rurales et les villes secondaires environnantes.*** Chaque pays présente de nombreuses différences spatiales en termes de ressources et de situation économique (défis et opportunités) aussi bien dans les petites villes que dans les zones urbaines et rurales. Des interventions géographiquement ciblées pourraient être conçues pour renforcer l'emploi en faveur des jeunes en milieu rural grâce à des approches territoriales prenant en compte ces différences, l'écart en matière de connectivité et les liens potentiels¹⁴⁰. Celles-ci consistent notamment à établir une planification rigoureuse, qui intègre les avantages compétitifs au niveau local ainsi que les liens intersectoriels et spatiaux, et à renforcer les institutions locales¹⁴¹.

Domaines d'action pour promouvoir les villes secondaires: (i) créer un environnement encourageant les entreprises à s'implanter dans les villes secondaires, y compris en mettant en place des mesures incitatives et les infrastructures nécessaires (routes d'accès, énergie et communication); (ii) faire en sorte que les villes secondaires attirent les jeunes hommes et femmes pour y vivre et travailler, notamment en y installant des infrastructures scolaires, sanitaires et récréatives; (iii) envisager des approches territoriales du développement afin de renforcer le lien zones urbaines-rurales et d'optimiser l'utilisation des villes secondaires comme principal moyen à cet effet, avec un accent particulier sur les emplois à main d'œuvre intensive dans les chaînes de valeur agricoles et les autres secteurs liés à la transformation, au commerce et aux services^{142 143}; et (iv) identifier les caractéristiques des mouvements de main d'œuvre et les flux de transfert d'argent entre les zones rurales, les villes intermédiaires et les centres urbains afin d'augmenter au mieux l'ensemble des possibilités qui s'offrent aux jeunes ayant intégré un système multi local de moyens d'existence des ménages.

Rôle de la mécanisation

65. ***Un faible niveau de mécanisation peut souvent créer parmi les jeunes une perception négative des emplois au sein du système agroalimentaire.*** Les jeunes représentent généralement l'agriculture sous les formes traditionnelles des travaux manuels que leurs parents et grands-parents effectuaient à la houe¹⁴⁴. Leur réticence à embrasser une carrière dans ce domaine s'explique parfois par des préoccupations liées à la possibilité d'y gagner un revenu décent. En revanche, la mécanisation conduit souvent les jeunes à développer une perception positive du travail agricole¹⁴⁵, du fait qu'elle peut sensiblement accroître la productivité de la main d'œuvre et le revenu y afférent. Le mérite de la mécanisation agricole fait l'objet de discussions, qui certes reconnaissent que celle-ci peut renforcer l'attractivité des emplois liés au système alimentaire pour les jeunes mais soulignent aussi les préoccupations selon lesquelles un niveau élevé de mécanisation peut déplacer les emplois et produire un impact global plus faible sur l'emploi des jeunes. Cette question est abordée plus en détail dans la présente section.

66. ***L'utilisation des machines dans le système alimentaire varie considérablement entre les pays et les régions, et ne concerne pas que les tracteurs.*** En Afrique, même avec des terres relativement abondantes, plus de 60% des travaux champêtres sont effectués par la force humaine, contre environ 25% par traction animale et près de 10% à l'aide de machines¹⁴⁶. Ce niveau de mécanisation n'a pas très évolué au cours des quatre dernières décennies. À l'inverse, le nombre de tracteurs agricoles en Asie a été

démultiplié au cours de la même période. En outre, l'utilisation des motoculteurs s'est développée rapidement en Asie de l'Est et du Sud-Est, principalement dans les systèmes de production rizicole sur des terres humides. Même si les tracteurs sont utilisables en combinaison avec d'autres outils, tels que les charrues, les planteuses et les récolteuses, l'usage des machines autonomes s'est également développé, notamment en ce qui concerne les pompes, les batteuses, les broyeurs et les moulins. Une analyse effectuée dans six pays africains (Ethiopie, Malawi, Niger, Nigeria, Tanzanie et Ouganda) montre que seulement 2% en moyenne des ménages possèdent ou louent un tracteur, des chiffres qui atteignent respectivement 32% et 12% pour les autres équipements agricoles mécanisés¹⁴⁷. A contrario, au Bangladesh, la vaste majorité des ménages utilisent une certaine forme de mécanisation, l'outil prédominant étant le motoculteur¹⁴⁸.

67. ***L'écart dans le niveau de mécanisation d'un pays à l'autre peut largement s'expliquer par la disparité des avantages découlant de celle-ci et le caractère relatif des prix des machines et de la main d'œuvre.*** Des études antérieures indiquent une évolution particulière des systèmes d'exploitation agricole et de l'utilisation de la motricité correspondante, en fonction de la densité de la population et de l'accès aux marchés. Dans les zones à faible densité de population et sans accès aux marchés, contraintes de ce fait à pratiquer des systèmes agricoles de subsistance à faible rendement, les méthodes de production reposent sur la force humaine. Une amélioration de l'accès aux marchés et une densité de population plus importante se traduisent par une demande croissante pour les produits agricoles et permettent de tirer de meilleurs gains de l'utilisation des animaux et des machines. Les efforts visant à introduire les tracteurs dans les systèmes de production de subsistance, où ils ne sont pas rentables, se sont systématiquement soldés par un échec¹⁴⁹. Les prix relatifs des machines et de la main d'œuvre revêtent également une importance. Dans les environnements marqués par une pénurie de la main d'œuvre (dont le coût y est élevé), la solution de substitution consiste à se tourner vers une technologie à faible intensité de main d'œuvre (telle que les machines), tandis qu'en cas de pénurie de terres, c'est plutôt les technologies économes en terre qui sont privilégiées (par exemple les technologies biologiques ou celles permettant d'accroître les rendements). En effet, des recherches passées¹⁵⁰ et récentes¹⁵¹ montrent clairement que la substitution entre machine et main d'œuvre est en partie liée au caractère relatif des prix. Lorsque le revenu réel augmente à la faveur d'un développement économique général et d'une transformation structurelle, l'utilisation des machines dans le domaine agricole tend aussi à augmenter.

68. ***La partialité des politiques en faveur de la mécanisation peut réduire de façon prématurée l'emploi agricole.*** Les politiques fixant des prix nettement plus bas pour les machines que pour la main d'œuvre peuvent provoquer un déplacement artificiel de celle-ci. Un exemple significatif concerne l'Afrique du Sud d'avant 1980 où des lois limitant la mobilité de la main d'œuvre, le crédit agricole subventionné (avec des taux d'intérêt réels négatifs), les exonérations fiscales sur l'acquisition de machines et l'appréciation du taux de change ont contribué à faire baisser sensiblement le prix des machines par rapport à la main d'œuvre, avec un déplacement correspondant de la main d'œuvre pour les machines. A la suite de la suppression de ces politiques favorables ainsi que de la dévaluation du Rand dans les années 1980, la main d'œuvre est devenue bon marché comparativement au capital, conduisant à une inversion spectaculaire avec le remplacement du capital plus onéreux par une utilisation accrue de la main d'œuvre¹⁵².

69. ***Certaines formes de mécanisation ne réduisent pas l'utilisation de la main d'œuvre.*** Grâce à l'infrastructure d'irrigation, facilitée par les pompes mécanisées, il est souvent possible de cultiver deux ou plusieurs cultures par an sur la même superficie. La première culture est généralement moissonnée pendant la saison pluvieuse, sachant que le battage mécanique peut permettre de réduire les pertes si cette tâche est effectuée peu de temps après la moisson. Les motoculteurs servent à préparer les terres pour les cultures de deuxième saison¹⁵³. En pareil cas, la mécanisation ne réduit pas nécessairement l'utilisation de la main d'œuvre agricole par hectare. Elle pourrait même l'accroître. De surcroît, la vaste majorité des producteurs sont de petits exploitants, qui très souvent utilisent une main d'œuvre familiale plutôt que salariée. La question du déplacement de la main d'œuvre se poserait avec acuité si la majorité des ouvriers agricoles étaient salariés.

70. ***Si la mécanisation est aux prises avec des contraintes qui demeurent importantes côté demande, il n'en demeure pas moins que des contraintes liées à l'offre se font jour dans certains contextes.*** La demande croissante pour les produits agricoles conjuguée à la hausse des salaires réels entraîne une demande accrue pour la mécanisation. Une demande plus forte ne va pas toujours de pair avec une offre suffisante, notamment en ce qui concerne les petits exploitants agricoles. Ainsi au Ghana, la demande exprimée pour les services de tracteur en vue de la préparation des terres est relativement élevée, mais reste confrontée à une offre insuffisante¹⁵⁴. L'examen des contraintes liées à l'offre doit tenir compte de toute la chaîne d'approvisionnement, à savoir les importateurs de machines, les fabricants, les prestataires de services de location de machines aux producteurs ainsi que les services d'entretien et de livraison des pièces de rechange des machines.

71. ***Approches de la mécanisation axées sur l'offre.*** Les premiers efforts menés sous l'impulsion du secteur public pour remédier aux contraintes liées à l'offre ont échoué dans l'ensemble¹⁵⁵. Ces efforts ont été déployés à un moment où la mécanisation n'était pas rentable et où les frais de services fixés par les programmes correspondants ne servaient qu'à couvrir le coût de fonctionnement, fragilisant ainsi les prestataires privés et entraînant une faible capacité de la chaîne d'approvisionnement. Au Bangladesh, la levée de restriction aux importations des petits motoculteurs et l'ouverture de leur importation aux opérateurs privés ont considérablement fait baisser le coût des machines importées. Un marché dynamique de location des machines s'est développé, dans la mesure où la plupart des machines utilisées sont louées. Bon nombre des producteurs dans ce pays, même lorsqu'ils possèdent des terres de superficie très réduite, ont recours à une certaine forme de mécanisation. En Inde, les services de location de tracteurs sont principalement fournis par des exploitants agricoles de taille moyenne ou grande, un facteur clé contribuant à l'expansion de la mécanisation. La Chine a vu l'émergence des entrepreneurs non agricoles qui fournissent des services de mécanisation professionnels pour la moisson. Du fait que ce pays possède de vastes terres agricoles situées dans des zones agro-écologiques, une même culture peut être moissonnée à différentes périodes de l'année, permettant ainsi aux prestataires de services mobiles de fonctionner près de 8 mois sur 12¹⁵⁶. Au Nigeria, les TCI sont mises à contribution pour faire correspondre l'offre de services de tracteurs par des propriétaires de tracteurs avec la demande des producteurs nécessitant de ces services, à l'instar d'Uber pour les services de taxi. Ce phénomène s'étend à d'autres pays à travers l'Afrique.

72. ***Considérations liées à la jeunesse.*** La mécanisation aura des répercussions sur les travailleurs en milieu rural, y compris les jeunes. Dans les pays où abondent les terres agricoles et où se développent des marchés accessibles, le renforcement de l'accès des jeunes à la terre, associé au bon fonctionnement des marchés de location des machines, peut inciter ces derniers à exploiter des superficies plus vastes. Dans les zones ayant des ressources foncières limitées, l'accès à la mécanisation (telle que les pompes à eau) peut contribuer à augmenter le nombre de cultures produites par an. Si, en plus, des batteuses et planteuses mécaniques sont utilisées, cela permettrait d'effectuer ces activités avec la célérité requise dans le passage à la polyculture, sans une réduction marquée de l'utilisation de la main d'œuvre par hectare. En bénéficiant d'une formation et d'un accès aux financements, les jeunes pourraient devenir des prestataires de services de location de machines à travers des programmes innovants tels que « *Hello Tractor* » en Afrique.

Domaines d'actions concernant la mécanisation: (i) ouvrir à l'importation différents types de machines (tel qu'au Bangladesh) ; (ii) susciter (et non dissuader) un élan massif des opérateurs privés pour la prestation de services de mécanisation ; (iii) s'abstenir de promouvoir la mécanisation dans les environnements dont l'accès aux marchés est inexistant ou limité et où l'utilisation des machines est moins rentable ; (iv) éviter les politiques qui réduisent artificiellement le prix des machines par rapport à la main d'œuvre (notamment en ce qui concerne les crédits ou la fiscalité et les restrictions à la circulation de la main d'œuvre) ; (v) veiller à ce qu'il existe une demande, et non une offre, pour les types de machines fournies ; (vi) faciliter l'innovation et la participation des jeunes (à travers l'élargissement de services tels que « *Hello Tractor* », ainsi que la formation et le financement ciblant les jeunes – voir sections suivantes).

Mesures ciblées spécifiques concernant l'offre

Développer les compétences des jeunes en milieu rural et créer une adéquation entre celles-ci et les emplois

73. ***Le développement des ressources humaines est un facteur déterminant en matière de rendement agricole et de progrès économiques en général.*** Les données laissent croire que ceux qui sont instruits et dotés de compétences sont plus susceptibles d'adopter et d'utiliser les technologies modernes de façon efficace et de saisir les opportunités qu'offrent les marchés en vue d'améliorer leurs revenus. Étant donné que le renforcement des compétences professionnelles repose sur le capital humain existant, les politiques visant à préparer les jeunes en milieu rural à des emplois dans une économie en mutation doivent concevoir des interventions ciblées en fonction des tranches d'âge, qui prennent en compte les contraintes graduellement, depuis la fin des études primaires jusqu'aux problèmes de recherche d'emploi. Dans une époque où les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) connaissent un essor transformateur, il est essentiel d'investir dans une éducation de base de qualité pour que les jeunes en fin de cycle scolaire réussissent dans les métiers de producteurs agricoles¹⁵⁷, d'employés et d'entrepreneurs. Les jeunes en milieu rural bien instruits et formés en développement d'entreprises et possédant des compétences professionnelles sont susceptibles de tirer profit de l'essor de l'intensité des connaissances dans les secteurs agricoles et de l'entreprise familiale.

74. ***Il est plus difficile pour les enfants et les jeunes en milieu rural de terminer leurs études.*** Les jeunes en milieu rural sont confrontés à des contraintes multiples les empêchant de fréquenter régulièrement l'école. Pour les jeunes, la précarité de leur état de santé et la malnutrition peuvent entraîner une cognition insuffisante et des décrochages scolaires¹⁵⁸. Les coûts d'opportunités élevés pour les adolescents (en particulier les filles), qui contribuent aux travaux domestiques et des champs dans les zones rurales, font souvent baisser le taux de fréquentation scolaire¹⁵⁹. Les programmes d'éducation en milieu rural qui prennent en compte des matières agricoles pourraient accroître l'attractivité de l'école pour les parents des adolescents en général et des filles en particulier. Lorsque les jeunes ruraux parviennent à terminer leur scolarisation, ils sont souvent mal outillés¹⁶⁰ pour poursuivre des études supérieures ou saisir les nouvelles opportunités d'emploi dans le système agroalimentaire, ou des secteurs manufacturiers ou de services, ce qui traduit une mauvaise qualité de l'éducation reçue.

75. ***Les interventions en matière de nutrition en faveur de la petite enfance augmentent la quantité et la qualité de la réussite scolaire des jeunes.*** Les investissements dans la santé des enfants en bas-âge permettent d'améliorer leur fonction cognitive et augmentent de façon notable le taux de rendement des investissements en matière d'éducation scolaire¹⁶¹. Les données collectées en milieu rural au Zimbabwe, aux Philippines, en Inde et en Tanzanie montrent que les effets de la malnutrition sur le retard de croissance et une fonction cognitive affaiblie se traduisent directement en une baisse des performances à l'école¹⁶² et des taux d'achèvement scolaire plus bas¹⁶³. Il s'est avéré que les aliments nutritifs et les compléments alimentaires riches en protéines a amélioré l'apprentissage chez les jeunes et la réussite scolaire chez les femmes en milieu rural au Guatemala, vingt-cinq ans après l'intervention¹⁶⁴. Les programmes de cantines scolaires¹⁶⁵ peuvent servir de mécanisme efficace pour la fourniture d'aliments enrichis, qui ressort comme l'une des interventions la moins coûteuse et la plus rentable en matière de développement¹⁶⁶.

76. ***Les avantages des enseignements secondaire et tertiaire demeurent latents en zone rurale en ASS.*** Plusieurs études réalisées en ASS montrent que le rendement marginal de la scolarisation est plus élevé pour ceux qui terminent le cycle secondaire ou supérieur, par rapport à ceux qui ont tendance à se concentrer sur le secteur informel¹⁶⁷. Étant donné qu'il y a une forte corrélation entre la participation dans le secteur non agricole et un niveau élevé de réussite scolaire¹⁶⁸, le développement d'un secteur rural non agricole dynamique est entravé par les faibles taux d'achèvement du cycle secondaire dans la région. Le succès du programme mexicain *PROGRESA /Oportunidades* sur l'amélioration de la réussite scolaire,

répliqué à travers des programmes de transfert conditionnel de fonds dans plus de 50 pays, laisse croire qu'il s'agit d'un modèle évolutif à l'échelle nationale dans les pays à faibles taux d'achèvement du cycle secondaire¹⁶⁹.

77. ***Les programmes d'enseignement novateurs sont susceptibles de maintenir et ramener les jeunes à l'école.*** Les programmes d'apprentissage accéléré, d'éducation non formelle et des programmes d'équivalence conviennent aux pays et aux régions rurales où les taux d'abandon scolaire sont élevés¹⁷⁰. Bien que les programmes d'apprentissage accéléré aient été introduits dans des pays frappés par les conflits armés (Soudan du Sud et Sierra Leone), les programmes d'éducation non formelle et d'équivalence éducationnelle ont été mis en œuvre en faveur d'orphelins, de jeunes vulnérables, de jeunes filles et d'adultes dans le monde entier¹⁷¹. Les programmes extra scolaires tels que les Ecoles Pratiques d'Agriculture et de Vie pour Jeunes de la FAO sont particulièrement prometteurs en raison de la combinaison des compétences agricoles et celles de la vie courante transmises à travers un programme et une méthodologie d'apprentissage participative uniques¹⁷². Ces programmes ont d'abord été testés au Mozambique en 2004 sous forme de programme pilote, et ont ensuite été repris dans de nombreux pays en ASS, au Moyen-Orient et en Asie du Sud¹⁷³. Lorsqu'ils sont accompagnés d'une orientation professionnelle, ces programmes sont susceptibles de tracer une voie claire pour les jeunes en milieu rural intéressés par l'agroalimentaire et l'entrepreneuriat.

78. ***Les Programmes Intégrés de Développement des Compétences fonctionnent pour la tranche les jeunes postsecondaires en milieu rural.*** Contrairement aux pays développés, les programmes de développement en faveur des jeunes¹⁷⁴— programmes d'éducation et de formation techniques et professionnels (EFTP), programmes d'appui à l'emploi, d'apprentissage et de formation en aptitudes de vie— sont plus susceptibles d'avoir un impact positif sur l'employabilité et les revenus dans les pays en développement¹⁷⁵. Les études focalisées sur les jeunes en milieu rural suivent également ce modèle, surtout quand les programmes associent formation technique, aptitudes de vie complémentaires et aptitudes professionnelles.¹⁷⁶ Les programmes d'EFTP qui visaient le renforcement d'une seule compétence professionnelle à la fois, ont eu des impacts limités¹⁷⁷. Étant donné que la plupart des évaluations ne calculent pas le rapport coût-rentabilité¹⁷⁸, les programmes d'EFTP financés sur fonds publics devraient cibler les segments de la population jeune en milieu rural qui présentent des rendements élevés en matière de développement des compétences professionnelles parce qu'ils sont les plus exclus du marché du travail formel - notamment les hommes les plus exposés au risque¹⁷⁹, les jeunes défavorisés et les jeunes femmes¹⁸⁰. Étant donné le risque de déplacement de la main-d'œuvre adulte, la priorité devrait être accordée aux programmes d'apprentissage et d'encadrement entrepris par le secteur privé afin d'assurer une adéquation entre la formation à la demande de jeunes travailleurs, qu'il s'agisse de la filière de l'agroalimentaire¹⁸¹ ou des secteurs non agricoles¹⁸². L'évaluation en cours des programmes nationaux d'apprentissage au Ghana et en Inde, élaborés sous forme de partenariats public-privé, analysent l'efficacité de ces programmes.¹⁸³

79. ***Les subventions de transport peuvent être liées à une formation de renforcement des compétences afin de mieux préparer les jeunes en milieu rural à l'emploi.*** Les difficultés en matière de recherche d'emploi, les coûts y afférant et les déplacements vers les sites d'emploi constituent des contraintes réelles pour les jeunes en milieu rural. En l'absence d'emplois non agricoles en zone rurale, la distance avec les métropoles et les villes secondaires augmente les coûts de transport et les salaires d'acceptation des jeunes ruraux, les obligeant à renoncer à l'emploi même lorsqu'il est disponible. Les études menées sur de jeunes migrants vivant à la périphérie d'Addis Abeba ont démontré que l'octroi d'une subvention pour le transport était aussi efficace qu'un programme de certification des compétences, dans l'intensification de la recherche d'emploi et la probabilité d'en trouver¹⁸⁴. Au Bangladesh, une subvention en espèces équivalente au coût du transport aller-retour accordée aux jeunes a contribué à l'augmentation de la migration saisonnière et du volume des transferts de fonds envoyés par les migrants ruraux chez eux, ce qui a contribué à augmenter la consommation des ménages dans leurs zones d'origine¹⁸⁵. L'on devrait promouvoir les programmes d'EFTP intégrant des subventions de transport ciblant des zones géographiques

en vue d'accélérer la mobilité des jeunes ruraux et élargir leurs réseaux d'activités, améliorant ainsi leurs aptitudes à accepter des emplois saisonniers et réguliers à long terme dans les villes secondaires industrialisées.

80. ***Les subventions pour incubation d'entreprises et les programmes d'entrepreneuriat sont prometteurs, mais sont rarement conçus pour les jeunes en milieu rural.*** Les interventions en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ont connu une croissance rapide ces dernières années dans les pays en développement. Toutefois, presque toutes ces interventions ont ciblé les entreprises urbaines qui ont accès à un vaste marché de proximité. Par conséquent, les résultats des évaluations de l'impact sont fortement biaisés en faveur des programmes urbains qui sont également hétérogènes en termes de durée, de contenu et de type d'entreprise,¹⁸⁶ rendant ainsi une extrapolation des impacts¹⁸⁷ sur les jeunes ruraux peu fiable. Les programmes de formation en entrepreneuriat pour les jeunes en milieu rural, financés par la Banque mondiale ont permis aux participants d'avoir plus d'emplois en Colombie et en Ouganda où ces programmes ont associés des subventions pour l'incubation d'entreprises. Ils ont ainsi contribué à l'augmentation des emplois et des revenus¹⁸⁸. Le Fonds Jeunesse a utilisé la même approche en Afrique et a octroyé des subventions pour financer des petits projets d'entrepreneuriat des jeunes, et 70 pour cent des demandes de financement reçus venaient des zones rurales.¹⁸⁹ Bien que n'ayant pas été rigoureusement évalué, le programme de Renforcement du Développement des Jeunes Ruraux par le biais de l'Entreprise (STRYDE) a indiqué que les revenus des participants ont été multipliés par sept après la première phase. Associant la formation en gestion des entreprises et en compétences générales avec l'encadrement, l'appui-conseil, la mise en relation avec les entreprises, ainsi que les concours des plans d'affaires, le programme a bénéficié à plus de 15 000 jeunes au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie en 2015 et vise 48 000 bénéficiaires d'ici 2019¹⁹⁰.

81. ***Augmenter les financements sur fonds publics de la recherche et développement agricoles, et l'innovation de la vulgarisation.*** Malgré les retombées considérables des investissements au plan international, les dépenses en R&D agricoles représentent seulement 0,4 % du PIB agricole en Afrique subsaharienne, les plus basses de toutes les régions. Les services de vulgarisation et d'appui-conseil, qui sont beaucoup plus efficaces que les subventions d'intrants, et plus progressistes que beaucoup d'autres dépenses du secteur social, continuent d'être sous-financés¹⁹¹. Outre l'augmentation des dépenses, la R&D agricoles et les modèles de vulgarisation doivent être attrayant pour les jeunes en milieu rural. Les systèmes d'innovation agricole interactifs, inclusifs et dynamiques favorisant l'expérimentation, l'innovation et le partage direct de connaissances entre universités et jeunes producteurs agricoles fortement impliqués dans les réseaux, pourraient accélérer le rythme de diffusion et d'adoption de nouvelles technologies et de pratiques par d'autres jeunes agriculteurs également¹⁹².

82. ***Les TIC localisées et interactives peuvent augmenter l'ampleur et l'efficacité de la vulgarisation agricole.*** En principe, avec les TIC, on peut rapidement et efficacement diffuser les informations sur l'adoption de technologies agricoles et les pratiques de gestion aux jeunes agriculteurs, qui sont plus susceptibles d'utiliser les téléphones mobiles et ont moins peur du risque que les agriculteurs plus âgés. Dans la pratique, les évaluations rigoureuses des conseils sur les cultures et la météo diffusées par SMS et par messagerie vocale en Inde montrent que cela a eu une incidence mitigée sur les pratiques culturelles¹⁹³, bien que ces programmes n'aient pas été exclusivement destinés aux jeunes¹⁹⁴. Les messages vidéo produites localement et ciblant une communication bidirectionnelle se sont avérés plus efficaces¹⁹⁵, une perspective utilisée par Digital Green pour élargir un programme novateur et économique —relatif aux services de vulgarisation traditionnels—¹⁹⁶ à plus de 1 million d'agriculteurs en Inde, en Ethiopie, en Afghanistan, au Ghana, au Niger et en Tanzanie¹⁹⁷. Un programme similaire ciblant les jeunes agriculteurs utilise l'approche téléconférence audio au Ghana¹⁹⁸.

Domaines d'action sur le renforcement des compétences professionnelles et la mise en adéquation des jeunes en milieu rural et les emplois : (i) Les programmes de cantines scolaires qui existent déjà doivent être mis à profit pour servir des repas nutritifs et fortifiés en vue d'améliorer la cognition chez les jeunes enfants, de réduire les décrochages scolaires et élever le niveau de réussite; (ii) Les programmes extrascolaires novateurs conçus pour outiller les adolescents de compétences nécessaires pour l'entrepreneuriat agricole devraient être étendus ; (iii) Les programmes de formation professionnelle intégrée au profit de jeunes déscolarisés en milieu rural devrait cibler leurs objectifs minutieusement, et établir des liens solides entre les employeurs et les prestataires de services de formation, afin de parvenir à une adéquation entre la demande de compétences et l'offre de jeunes demandeurs d'emplois; et (iv) on devrait promouvoir les programmes d'EFTP intégrant des subventions de transport ciblant des zones géographiques spécifiques afin d'améliorer les aptitudes des jeunes des zones rurales à accepter des emplois dans les villes secondaires et les centres urbains, et (v) l'on devrait exploiter l'évolutivité des TIC pour mettre en relation les jeunes agriculteurs et les spécialistes de la vulgarisation agricole, en mettant l'accent sur la communication bidirectionnelle et la participation de communauté afin de favoriser l'adoption d'intrants modernes et les méthodes de gestion. Il est nécessaire d'utiliser une approche globale dans la formation professionnelle des jeunes en milieu rural pour faciliter le passage de l'école au monde du travail.

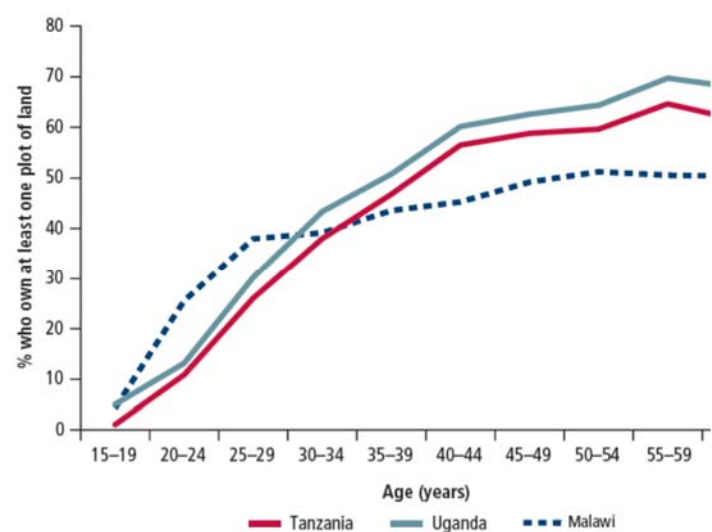
Faciliter l'accès à la terre

83. Les pays africains ont les populations les plus jeunes au monde et la plus grande partie des terres arables disponibles du monde¹⁹⁹—paradoxalement, les jeunes possèdent rarement des terres et la taille moyenne des terrains est en baisse. La privation de terres rurales était chose plutôt plus courante dans certaines régions d'Asie, qu'en Afrique²⁰⁰. Toutefois, la croissance de la population rurale en Afrique subsaharienne, la persistance de la domination de régimes fonciers communautaires²⁰¹, et les marchés fonciers inactifs ont conduit à une situation, où la capacité des jeunes ruraux à accéder aux terres est sérieusement limitée, les amenant ainsi à laisser tomber l'agriculture²⁰².

84. **L'accès à la terre constitue un des déterminants clés de l'implication des jeunes dans l'agriculture.** Dans six pays d'Afrique subsaharienne représentant 40 % de sa population, la taille des terrains s'est avéré être directement proportionnelle au temps que les jeunes passent dans l'activité agricole²⁰³. En Ethiopie, où il est interdit d'acheter et de vendre la terre, seulement neuf pour cent des jeunes en milieu rural prévoient continuer dans l'agriculture. Leur décision de tirer leurs moyens de subsistance dans des domaines non agricoles ou de migrer vers les zones urbaines repose principalement sur le manque d'accès à la terre²⁰⁴.

85. **Les jeunes ne possèdent généralement pas de terres, qu'elle soit rare ou abondante.** (Encadré 2) Dans les pays où la terre abonde, il est souvent difficile d'acquérir un terrain en raison des ambiguïtés et des coûts liés aux

Encadré 2 : Les jeunes ne possèdent généralement pas de terres



Source: Filmer et Fox (2014), tiré des données de l'étude sur la mesure du

transactions foncières telles que l'achat, la vente, la location et la cession selon les lois traditionnelles. Lorsque les contraintes sur le fonctionnement des marchés fonciers augmentent le coût de l'accès à de nouvelles terres, une jeune personne (généralement un homme) ayant atteint l'âge adulte peut simplement cultiver une partie de l'exploitation familiale plutôt que d'acquérir un nouveau lopin de terres²⁰⁵.

86. ***Il est encore plus difficile aux jeunes femmes d'acquérir un terrain.*** Dans toutes les régions en développement, les femmes possèdent sensiblement moins de terres que les hommes²⁰⁶. En Afrique subsaharienne, plusieurs systèmes de régime foncier coutumier – patrilinéaires et matrilinéaires²⁰⁷ refusent les droits fonciers aux femmes parce que les femmes obtiennent des droits d'usufruit par le biais de leur lien avec un parent de sexe masculin²⁰⁸. Bien que ce soit les hommes qui héritent des terres dans les systèmes patrilinéaires plus courants, les jeunes doivent attendre d'être marié, ou que leurs pères décèdent avant d'accéder et de gérer des parcelles. Les transferts de terres anticipés entre générations n'ont souvent pas lieu parce que la terre sert de substitut à la protection sociale des personnes âgées propriétaires foncières²⁰⁹ dont l'espérance de vie a augmenté. Lorsque le seul système de transfert de terres entre les générations est celui de l'héritage laissé par les parents ou le don, les jeunes n'obtiennent souvent que de petits lopins moins rentables avec chaque génération²¹⁰.

87. ***L'absence ou la partialité des marchés fonciers affectent les jeunes de façon disproportionnée.*** Lorsque le marché du foncier est inactif en matière de vente et de location de terres, la prévalence des régimes fonciers coutumiers se traduit par non seulement l'existence de petites exploitations²¹¹, mais également l'incapacité des jeunes producteurs agricoles à étendre leur exploitation à une plus grande échelle et réduire les coûts de production. Dans les environnements où la terre abonde, l'association des marchés de location de terres et d'équipement agricole pourrait réduire les coûts initiaux élevés des investissements agricoles, contribuant ainsi à soulager les jeunes producteurs confrontés aux problèmes de disponibilité de liquidité. Dans une étude récente couvrant cinq pays d'Afrique subsaharienne, la proportion des ménages locataires en terre variait entre 8 (Tanzanie) et 22 % (Éthiopie), ce qui laisse suggérer que même si ces marchés existent, ils ne fonctionnent pas bien²¹². Les marchés de vente de terres sont encore moins actifs en Afrique subsaharienne²¹³.

88. ***Les restrictions sur la location de terres nuisent aux petits exploitants.*** Les marchés de location des terres conviennent particulièrement aux jeunes en milieu rural qui ont plus de contraintes pour obtenir des prêts, et ont moins envie de prendre des engagements à long terme dans le domaine de la production agricole. Au regard de leurs intérêts, les petits exploitants, souvent invoqués pour justifier des restrictions au niveau de la location de terres,²¹⁴ constituent la tranche qui est la plus susceptible de tirer profit des marchés de location de terres. L'activité du marché de location de terrains s'est avéré améliorer l'accès à la terre pour les ménages privés de terres²¹⁵, accroître l'efficacité de l'allocation,²¹⁶ et sert de garanti contre les chocs²¹⁷. Etant donné qu'il y a de plus en plus un chevauchement entre les ceux qui sont privés de terres et les jeunes en milieu rural, les locations de terres aident ces derniers. Enfin, les marchés locatifs peuvent assurer un revenu aux personnes âgées propriétaires foncières, dans les situations où la terre est une propriété individuelle, en l'absence de retraite et autres formes de protection sociale.²¹⁸

89. ***L'enregistrement systématique des terrains peut faciliter le fonctionnement des marchés fonciers.*** La sécurité du régime foncier peut contribuer à accroître les investissements dans le foncier, l'accès au crédit et la productivité agricole²¹⁹. En Afrique subsaharienne, 10 pour cent seulement des terres occupées sont officiellement enregistrées²²⁰. Dans certains contextes, les régimes fonciers autochtones ou coutumiers accordent des droits fonciers sécurisés, tandis que dans d'autres contextes, ces droits fonciers ont un caractère d'insécurité réelle et perceptible²²¹. L'établissement systématique de titres fonciers et le système d'enregistrement peuvent renforcer la sécurité foncière. Dans ce dernier cas, si une parcelle n'est pas identifiée physiquement, ni délimitée et enregistrée auprès des services publics, ses propriétaires pourront difficilement l'utiliser comme garanti ou la transférer sur une longue période²²², réduisant ainsi

l'offre sur le marché locatif. Pour permettre aux jeunes en milieu rural de bénéficier des locations de terres dans ces contextes, l'établissement de titres fonciers et l'enregistrement doivent être favorisés par l'État et les collectivités communales et à moindre coût par rapport aux réclamations concurrentes.²²³ Etant donné que les démarches auprès de l'administration centrale pourraient s'avérer plus coûteuses dans les contextes où il y a abondance de terres mais de capacités insuffisantes²²⁴, on pourrait mettre à contribution d'autres instruments juridiques tels que les certificats de titres fonciers et le système de propriété familiale commune.

90. ***Les Technologies de l'Information et de la Communication ont révolutionné l'enregistrement foncier.*** Les principaux éléments d'un dossier de régime foncier – cartographie, enregistrement et vérification des propriétés foncières – ont été perturbés par l'essor des TIC, réduisant les coûts logistiques associés à l'enregistrement des parcelles²²⁵. Un projet pilote de régularisation foncière au Rwanda a utilisé la photographie aérienne à haute résolution et effectué l'enregistrement parallèlement avec la mise en place d'un régime foncier perfectionné. Cumulativement, ce projet a renforcé l'accès juridique pour les femmes mariées et doublé les investissements et les structures d'entretien des ouvrages de conservation des sols. Les retombées du projet profitaient principalement aux ménages dirigés par des femmes²²⁶. Au Kosovo et en Tanzanie, la Banque mondiale a financé des projets de cartographie participative dans lesquels les communautés locales ont utilisé des drones sans pilote, réduisant davantage les coûts de la certification et l'octroi rapide des titres.^{227 228} La création des registres numériques pour enregistrer les transactions foncières pourrait également contribuer à renforcer la légitimité des contrats au plan local, à réduire les risques liés à l'appropriation et à élargir l'accès au crédit. Cependant, une simple numérisation des registres du cadastre *actuels*, qui ne modifie pas la qualité des informations, aura peu d'effet sur l'offre de crédit rural ou les transactions foncières²²⁹.

91. ***Les jeunes en milieu rural peuvent tirer profit de la redistribution des terres non utilisées et sous-utilisées.*** Les programmes de réformes agraires axées sur le marché réalisés au Brésil, au Malawi, en Afrique du Sud et en Zambie ont réussi à des degrés divers à transférer les terres aux pauvres confrontés aux difficultés d'accès à la terre, dont une bonne partie est constituée de jeunes en milieu rural²³⁰. Il existe au moins trois facteurs de succès déterminants communs à ces programmes: i) l'acquisition volontaire de terres auprès des propriétaires, de l'Etat ou de donateurs privés, ii) l'appui à la relocalisation, intrants agricoles et les services d'appui-conseils pour les jeunes, et iii) la mise en place d'une taxe foncière pour pousser les grands exploitants agricoles à vendre, et de mesures visant à renforcer le pouvoir de négociation des acheteurs par rapport aux vendeurs²³¹. Au Libéria après la guerre, une intervention ciblant les jeunes à haut risque leur octroyait à la fois des terres cultivables non utilisées, une formation agricole, et des intrants. Il ressort que ce programme a contribué à accroître les emplois agricoles et les bénéfices, et les acteurs se sont départis des activités illicites²³².

Domaines d'action sur le foncier : (i) Profiter des TIC peu coûteuses pour mettre en place des registres fonciers numériques et s'inspirer de l'expérience d'autres pays²³³; (ii) éliminer les derniers obstacles sur les marchés locatifs; (iii) concevoir une réforme agraire axée sur le marché assortie de mesures incitatives qui renforcent le pouvoir de négociation des acheteurs fonciers pauvres par rapport aux propriétaires riches en terres; (iv) renforcer les droits de jouissance pour les femmes par le biais de droits d'héritage des terres²³⁴établissement de titres fonciers individuels pour les femmes productrices agricoles et les titres fonciers conjoints pour les couples mariés²³⁵. Dans les pays où l'agriculture prend un visage de femme, cet agenda est encore plus important ; et (v) faciliter les transferts de terres intergénérationnels *in vivo* assortis d'une protection sociale pour les personnes âgées propriétaires fonciers contrôlant les terres communautaires.

Renforcer l'accès aux financements assortis de conditions avantageuses

92. ***Les jeunes en milieu rural sont exclus des services financiers, en particulier en Afrique subsaharienne (ASS).*** À partir de 2014, 62 pour cent des adultes détenaient un compte dans une institution financière²³⁶ ou auprès d'un prestataire de services bancaires par téléphone mobile dans le monde. Dans quarante-deux pays d'Afrique en 2014, le chiffre correspondant était de 29 % chez les *adultes en milieu rural*²³⁷, malgré l'utilisation répandue des services bancaires par téléphone mobile en Afrique de l'est. Étant donné que les jeunes sont moins susceptibles d'avoir un compte que les adultes plus âgés²³⁸, en particulier dans les zones rurales, il est fort probable que moins d'un jeune africain sur cinq en milieu rural jeunes avait accès aux services financiers informels *ou* formels²³⁹. Bien que le nombre de jeunes ayant accès aux services bancaires en ASS et le nombre de ceux qui ont eu la possibilité de prendre un crédit augmente rapidement²⁴⁰, ces croissances partent d'une base réduite et il n'est pas évident que ces progrès soient partagés par les jeunes en milieu rural en Afrique, même si le programme d'inclusion financière - l'accès permanent aux services financiers et à des produits tels que l'épargne, le crédit, l'assurance et les systèmes de paiements à un coût abordable²⁴¹—a produit des gains considérables au niveau mondial²⁴², cela est bien loin d'être le cas chez les africains en milieu rural en général et les jeunes en particulier.

93. ***Les jeunes femmes ont encore moins accès aux services financiers formels.*** La dynamique homme-femme restreint l'accès des femmes aux services financiers. Les femmes sont souvent confrontées à des contraintes de temps à cause des multiples activités ménagères et sont moins susceptibles de détenir un titre foncier que les hommes, document souvent nécessaire à l'ouverture d'un compte bancaire. Ces contraintes se manifestent par l'écart entre les hommes et les femmes détenteurs de compte, accédant à l'épargne et au crédit dans le monde et en Afrique subsaharienne²⁴³. Bien que le nombre de jeunes femmes africaines détentrices d'un compte bancaire ait augmenté au même rythme que celui des jeunes gens récemment²⁴⁴, il existe toujours une disparité considérable entre hommes et femmes en matière d'appropriation de propriété et d'accès à l'épargne et au crédit. En Inde, le modèle de Groupe d'Autopromotion, regroupant plus de 33 millions de membres, a considérablement réussi à ouvrir des comptes bancaires à des groupes de 10 à 20 femmes pauvres leur permettant d'avoir des micro-crédits²⁴⁵.

94. ***Il n'est pas rentable pour les institutions financières classiques d'intervenir en zones rurales.*** Étant donné que les revenus et les densités des populations ont tendance à être plus faibles dans les zones rurales, les banques commerciales ont habituellement jugé non rentable l'exploitation de bureaux de banques en zones rurales partout dans le monde²⁴⁶. Les programmes de services bancaires sociaux mis en place par l'Etat qui étaient très répandus de par le passé, ont pour une grande part, été fermés ou modifiés²⁴⁷. Pour ce qui est de la demande, les coûts de transport et d'opportunités pour aller en banque sur de mauvaises routes, l'absence de cartes d'identité et de titres fonciers nécessaires à l'ouverture de compte, le manque d'harmonisation des cycles de remboursement avec les flux financiers saisonniers, de même que les faibles connaissances en matière de finances constituent trop souvent des contraintes pour les personnes résidant en milieu rural. Pour les jeunes en milieu rural, souvent engagés dans les activités agricoles familiales après l'école ou toute la journée pour ceux qui ne fréquentent pas d'école, les heures d'ouvertures des banques peuvent également représenter une contrainte physique²⁴⁸.

95. ***Dans les zones où il existe des banques commerciales, les prêts à l'agriculture constituent seulement une petite part de l'ensemble de leurs prêts.*** Les coûts de transactions pour la couverture des populations dans les zones rurales éloignées sont élevés. Les risques spécifiques au secteur et les risques covariants conduisent à des perceptions de risques de non-remboursement élevés. L'octroi de prêt peut être limité par le manque de connaissances au niveau des banques d'une approche efficace de gestion des coûts

de transactions, du secteur des risques, et de la commercialisation des services financiers à une clientèle agricole et rurale. Le programme AgriFin a fourni une assistance technique à un ensemble d'institutions financières en Afrique et en Asie pour trouver des solutions à ces questions, et a enregistré du succès dans une certaine mesure.

96. ***Les zones rurales sont dominées par une activité financière informelle.*** Innovations institutionnelles telles que les groupes d'autopromotion, les institutions de microfinance (IMF), et les associations d'épargne et de crédit ont vu le jour pour combler ce déficit de financement au niveau des économies en développement partout dans le monde²⁴⁹. En ASS, le milieu rural est dominé par une activité financière informelle, qui prend en compte le crédit et le risque covariant dans le secteur agricole. Plus de la moitié des ménages en milieu rural ont épargné et emprunté de l'argent au cours de l'année écoulée, mais seul un petit pourcentage a fait recours au secteur formel - entendez par là, les banques ou les IMF - pour l'un ou l'autre. Plus de trois quarts des épargnants ont préféré épargné auprès des groupes d'épargne communautaires, garder l'argent à la maison, ou investir dans l'élevage, tandis que 42% des emprunteurs se sont tournés vers les membres de leur famille ou les amis.²⁵⁰

97. ***Le crédit informel coûte cher et ne se traduit pas en investissement à long terme.*** Le microcrédit est une activité très populaire²⁵¹ qui vise à fournir aux pauvres le capital nécessaire au démarrage d'une activité informel ou l'auto-emploi. Toutefois, les données des évaluations randomisées de programmes de microcrédit en Inde, en Afrique du Sud et au Maroc montrent généralement qu'il y a peu d'impacts ou même pas sur l'activité entrepreneuriale.²⁵² En outre, étant donné les frais administratifs élevés de la gestion des nombreux prêts aux petits groupes, les taux d'intérêt et les frais associés au microcrédit sont très élevés, et atteignent souvent le taux de 100 pour cent par an.²⁵³ En général, les taux d'intérêt payés par les emprunteurs auprès des structures informelles est de deux à dix fois plus élevés que les taux des structures commerciales²⁵⁴. Toutefois, l'acceptation de formes de garanti alternatives peut réduire les coûts des innovations en matière de crédit tels que les hypothèques mobilières, les récépissés d'entrepôt, les prochaines récoltes, et la location de matériels peuvent substantiellement accroître l'accès au crédit pour les producteurs.

98. ***Les mécanismes d'épargne axés sur les jeunes prennent de l'ampleur.*** La plupart des pays ne permettent pas aux jeunes de moins de 18 ans d'ouvrir leur propre compte bancaire et d'obtenir un prêt.²⁵⁵ Reconnaissant que les jeunes n'ont actuellement pas la capacité d'épargner en toute sécurité et d'accéder à leur épargne²⁵⁶, l'Uruguay et les Philippines ont abaissé l'âge requis pour l'ouverture de comptes d'épargne jeunesse²⁵⁷. Des consortiums internationaux comme YouthSave²⁵⁸ et le Fonds d'Équipement des Nations Unies²⁵⁹ œuvrent dans plusieurs pays à l'ouverture de comptes individuels et conjoints pour jeunes. Les instruments d'engagement tels que les comptes d'épargne pour lesquels l'argent déposé n'est accessible que plus tard dans l'avenir se sont avérés efficaces dans l'augmentation de l'épargne chez les individus ayant peu de maîtrise de soi²⁶⁰ et en baissant la pression exercée par les amis et la famille pour partager l'argent²⁶¹, les rendant ainsi bien adaptés aux jeunes²⁶². Appliquant ce principe aux associations d'épargne et de crédit rotatifs (tontine) et aux groupes d'autopromotion en Inde, la Fondation MasterCard organise de plus en plus les groupes d'épargne de jeunes en ASS, pour servir de tremplin à leur inclusion dans le secteur des services financiers formel.²⁶³ Il existe également d'autres groupes tels que Plan Canada et Freedom from Hunger, qui interviennent au Niger, Sénégal, Sierra Leone et au Mali, respectivement.²⁶⁴ Child and Youth Finance International²⁶⁴ a développé des principes bancaires d'ordre général adaptés aux enfants et aux jeunes pour guider les institutions financières dans la conception de produits axés sur la jeunesse.

99. ***Les plates formes de services financiers par téléphone portable transforment les services financiers en milieu rural.*** Les innovations financières basées sur les services financiers par téléphone portable se sont avérées mieux fonctionner en matière de prestation des services du dernier mile (paiements,

transferts, crédit, assurance) au profit de ceux qui sont privés de services bancaires (les jeunes en milieu rural) par rapport aux banques commerciales. En fait, c'est un domaine dans lequel l'Afrique de l'Est est leader mondial, avec des services de finances numériques sautant l'étape de services bancaires analogiques du développement économique²⁶⁵. La plate-forme M-PESA presque omniprésente²⁶⁶ permet aux clients en milieu rural au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, pour la plupart des petits exploitants,²⁶⁷ d'envoyer de l'argent, d'emprunter, de faire des dépôts d'épargne, d'accéder aux comptes, de payer des frais ou de répondre aux exigences de solde minimum sans encourir des frais de transactions, rendant les transferts de fonds physiques anachroniques, les succursales bancaires inutiles et les prêteurs de microcrédit moins nécessaires²⁶⁸. Il existe déjà des données qui laissent suggérer que l'utilisation de services bancaires par téléphone mobile entraîne une plus grande utilisation d'intrants, une meilleure commercialisation et plus de revenus agricoles²⁶⁹. Au Kenya, le système d'entrepôt électronique constitue une solution au problème de liquidité auquel les petits exploitants ont toujours été confrontés lors des récoltes, car il permet aux producteurs de certifier leur production et de l'utiliser comme garanti pour demander du crédit, leur permettant ainsi d'attendre pour vendre quand les prix du marché sont élevés²⁷⁰. Étant donné que les jeunes sont plus susceptibles de posséder un téléphone et d'adopter les innovations liées à la téléphonie mobile en milieu rural, les services bancaires par téléphonie mobile en milieu rural sont un moyen prometteur pour les insérer dans le système financier.

100. ***Les outils de gestion des risques utilisent aussi les plateformes de services financiers par téléphonie mobile.*** Les besoins des jeunes producteurs en finances et en information peuvent être pris en compte par l'établissement d'un lien entre le crédit agricole et l'assurance indexée aux conditions météorologiques et aux services de vulgarisation²⁷¹. Le BIT estime que la micro-assurance en Afrique a presque doublé entre 2006 et 2009, bien que reposant sur une base très modeste²⁷². Au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie, l'Entreprise Agriculture et Risque Climatique (ACRE) utilise la plateforme de M-PESA pour proposer une assurance basée sur un indice lié au crédit et aux intrants agricoles et a récemment étendu ce service à plus de 200 000 producteurs²⁷³. Au Zimbabwe, EcoFarmer offre des services d'assurance indexée sur la météo²⁷⁴ et des services d'appui-conseil à partir de la plateforme d'EcoCash, qui compte 5 millions de clients — plus de 70 % de la population adulte du pays — et traite 6 milliards de dollars de transactions chaque année, soit presque 40 pour cent du PIB du Zimbabwe²⁷⁵.

101. ***Il faut une collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour traduire la forte pénétration de la téléphonie mobile en inclusion financière.*** L'inclusion financière des communautés rurales, en particulier des jeunes en milieu rural, n'est pas conditionnée à l'avance par une forte pénétration de la téléphonie mobile. Bien que 90 pour cent des pauvres dans le monde vivent dans des zones couvertes par les réseaux de téléphonie mobile²⁷⁶ et malgré les innovations enregistrées dans le domaine des services financiers par téléphone mobile, 8 % seulement des ménages agricoles reçoivent les paiements de leurs ventes agricoles par téléphone mobile en Afrique subsaharienne. La majorité reçoit toujours son paiement en espèces. En outre, seulement environ 6 pour cent des producteurs indiquent prendre des assurances pour leurs cultures ou leur bétail²⁷⁷. La réussite des services financiers par téléphonie mobile dans les zones rurales nécessite la collaboration entre les banques centrales, les opérateurs des télécommunications, les sociétés de technologie financière et enfin et surtout — leur adoption par un vaste réseau d'agents de distribution, en particulier les gérants de boutiques/commerçants, — qui les convertissent en biens, services et en argent liquide. Les produits axés sur l'agriculture tels que les assurances indexées sur les conditions météorologiques, et les récépissés d'entrepôt ne peuvent tirer profit de cette plateforme que lorsque les informations météorologiques locales et fiables — un bien public — s'associent aux connaissances sur le choix des cultures et des intrants agricoles nécessaires²⁷⁸.

Domaines d'action sur l'amélioration de l'accès à des services de finance abordables : (i) encourager la collaboration entre les gouvernements, les banques centrales et les partenaires des télécommunications pour faciliter la création de plateformes de services financiers mobiles, pour assurer la suppression des restrictions juridiques sur l'utilisation des formes alternatives de garantis,²⁷⁹ pour réduire les coûts du crédit dans les zones rurales ; (iii) mettre en œuvre et utiliser l'identification biométrique au lieu des titres fonciers pour l'ouverture de comptes bancaires pour les jeunes en milieu rural et améliorer l'accès au système bancaire formel. Cela permettrait également de pouvoir établir un lien entre les antécédents en matière de crédit et les individus de manière fiable; (iv) répliquer et étendre les programmes qui associent l'accès aux services financiers à l'appui-conseil et à l'encadrement au profit des jeunes en milieu rural; et (v) une option prometteuse à l'avenir serait de partir des groupes d'épargne de jeunes pour faire une transition vers le crédit.

Promouvoir le développement des MPME

102. ***La promotion de l'entrepreneuriat est un passage essentiel à la création d'emplois durables, d'entreprises plus productives et d'opportunités pour les jeunes en milieu rural de gagner un revenu.*** Comme mentionné dans la première section du document, la majorité des travailleurs dans les pays en développement sont soit indépendants (exploitation familiale, activités extra-agricoles temporaires ou à temps plein) ou salariés et beaucoup occupent des emplois informels, faiblement rémunérés et à faible productivité^{280 281}. Ce type de vulnérabilité, considérée comme «emploi vulnérable», concerne plus de 75 % des emplois en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne²⁸². Les jeunes en milieu rural sont plus susceptibles d'occuper des emplois vulnérables, car ils travaillent principalement dans le secteur agricole²⁸³. Près des deux tiers des jeunes en activité vivent dans la pauvreté, par rapport à la moitié des adultes qui travaillent²⁸⁴. La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et le développement de MPME est une voie de sortie potentielle des emplois vulnérables, et les PME peuvent jouer un rôle important dans la création d'emplois. Bien qu'il y ait des chevauchements avec les sections précédentes, le présent document consacre une section au développement des MPME, qui tient compte des interventions précédentes dans le domaine de l'offre.

103. ***Les jeunes femmes sont confrontées à un triple défi relatif à l'entrepreneuriat — à savoir les disparités hommes/femmes, les contraintes liées à l'âge et celles du secteur informel — qui sont tous autant de facteurs qui limitent leur potentialités et doivent être levés***²⁸⁵. En moyenne, les femmes représentent 40 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, mais il leur est difficile de devenir entrepreneurs et d'accéder à des emplois décentement payés à cause des défis auxquels elles sont confrontées dû à leur statut de femme²⁸⁶. Le lourd fardeau du travail non rémunéré des femmes constitue l'un des principaux facteurs limitant leur accès au travail rémunéré en milieu rural, ainsi que l'accès et le contrôle limités qu'elles ont sur les biens, de même que les normes sociales (telles que les mariages précoces et les normes sur l'héritage)²⁸⁷. Les programmes doivent être mieux conçus pour prendre en compte ces contraintes spécifiques. L'introduction de nouvelles technologies qui peuvent contribuer à réduire le poids des corvées des filles et des femmes comme la collecte d'eau et de bois de chauffage, leur donnera plus de possibilités de s'impliquer dans des activités génératrices de revenus. Les programmes prévoyant des prestations telles que la garde des enfants, les cours d'alphabétisation et des horaires flexibles s'avèreront plus attractifs pour les jeunes femmes en milieu rural²⁸⁸. Les organisations de femmes telles que les coopératives peuvent servir de mécanisme efficace pour l'autonomisation des femmes et faciliter leur participation dans les chaînes de valeurs agricoles²⁸⁹. Amul Dairy Cooperative est une coopérative de production laitière en Inde qui s'est illustrée comme un exemple de coopérative à succès, qui a su intégrer l'émancipation sociale et financière des femmes qui s'occupaient traditionnellement du bétail.

104. ***Les programmes d'entrepreneuriat qui combinent les interventions (formation, accès finances et au marché) sont plus efficaces dans l'appui aux petits entrepreneurs***²⁹⁰. Les programmes

d'entrepreneuriat réussis sont ceux qui proposent généralement un ensemble de services aux jeunes en liens avec leurs besoins et aux multiples contraintes auxquels ils sont confrontés. En général, ces services couvrent la formation, l'accès aux intrants, aux finances et aux marchés et sont accompagnés d'un encadrement ou d'un coaching^{291 292 293}. Certains ont réussi à créer des emplois des jeunes, tel le programme de la FAO, qui a associé la méthodologie JFFLS au modèle de partenariat public-privé, par exemple en Tanzanie et au Malawi²⁹⁴. L'utilisation de la méthodologie JFFLS permet d'acquérir des connaissances adaptées au contexte rural. Le secteur privé (organisations de producteurs) et le secteur public (ministères de l'agriculture, du Travail, de la Formation professionnelle et des Jeunes) ont tous les deux un rôle à jouer dans la facilitation de l'accès des jeunes (hommes et femmes) à la terre, aux intrants, aux finances et aux marchés. La combinaison des approches s'est avérée plus efficace que la fourniture d'un service unique aux jeunes²⁹⁵. Autres éléments de conception et de mise en œuvre qui contribuent à produire des impacts positifs sur les résultats en termes d'emploi, c'est la mise en place de systèmes de suivi rigoureux qui permettent d'identifier la nécessité d'ajustements potentiels ou d'adoption de mesures incitatives en faveur des prestataires du secteur privé. Autres éléments supplémentaires qui attirent généralement les jeunes comprennent la fourniture de kits de démarrage d'activités qui génèrent un rendement élevé sur l'investissement et qui ont des périodes de gestation courtes, la possibilité de « gagner de l'argent tout en apprenant » par le biais de programmes d'apprentissage et d'incubateurs²⁹⁶ et la mise en relation avec les acteurs du marché. L'autonomisation des jeunes en leur facilitant l'accès à la terre, aux marchés et aux services financiers les aide à devenir des entrepreneurs et améliore leur conviction qu'ils peuvent gagner suffisamment pour vivre dans les zones rurales, comme en témoigne le *Programme Emploi des Jeunes dans l'Agriculture (YEAP)*²⁹⁷ mis en œuvre au Nigéria, et qui met l'accent sur les chaînes de valeurs prioritaires.

105. ***Les programmes qui intègrent les services d'appui basés sur les priorités des jeunes.*** Les premières consultations avec les jeunes et les autres intervenants permettant d'identifier les besoins et les spécificités du contexte local (par exemple la disponibilité des ressources naturelles, les infrastructures, les prestataires de services, les débouchés possibles et les compétences nécessaires à l'économie locale) sont essentielles pour la conception de services d'appui appropriés et l'identification des domaines où l'on trouve des opportunités économiques²⁹⁸. Une des principales composantes est le renforcement des compétences des jeunes, y compris les compétences techniques/agricoles, professionnelles, les capacités de négociation, des gestions d'entreprise et les compétences financières. La formation en gestion d'entreprise en particulier semble être l'élément le plus important dans l'appui aux petits entrepreneurs pour la mise en place de leurs entreprises et l'amélioration de leur performance²⁹⁹. Le programme de Qualification des jeunes micro entrepreneurs au Pérou a enregistré des résultats positifs avec l'amélioration des compétences en entrepreneuriat chez les jeunes et la capacité des bénéficiaires à embaucher plus de travailleurs³⁰⁰. Toutefois, les résultats de recherches montrent que l'amélioration des connaissances en gestion d'entreprise ne se traduit pas nécessairement en croissance de l'entreprise ou en plus de bénéfices³⁰¹. Certains programmes couvrent le leadership et les compétences générales, et l'appui à l'auto-organisation³⁰² et d'autres proposent l'alphabétisation de base et le calcul, principalement lorsque le groupe cible est composé des plus jeunes³⁰³. L'intégration des programmes d'entrepreneuriat dans les programmes scolaires et dans les institutions d'EFTP s'est également avérée être un moyen efficace de promouvoir une culture entrepreneuriale³⁰⁴. Le BIT a mis en œuvre des programmes axés sur les formations professionnelles, y compris la formation en vue de l'Autonomisation Economique Rurale (TREE) qui ciblent les communautés agricoles, et a engagé les services techniques auprès du secteur privé et les chaînes d'approvisionnement spécifiques afin de soutenir la production à petite échelle, mais à fort potentiel³⁰⁵.

106. ***Une partie des jeunes bien formés s'engagent dans l'agroalimentaire et créent des entreprises productives.*** Bien que la plupart des interventions ciblent les jeunes en milieu rural faiblement scolarisés et les jeunes déscolarisés, un nombre de plus en plus croissant de jeunes ayant un niveau universitaire considèrent le secteur de l'agroalimentaire comme un secteur dans lequel ils peuvent s'engager (ex. jeunes entrepreneurs offrant des services au secteur agricole à travers les TIC³⁰⁶). Ils peuvent servir de modèles

aux autres jeunes et jouent un rôle important dans la création et l'investissement dans les petites industries en milieu rural, dans la création de réseaux et la création d'emplois³⁰⁷.

107. *L'implication du secteur privé dans la mise en œuvre des programmes se traduit par une amélioration des impacts, dans le cadre de partenariats bien conçus.* L'analyse des interventions axées sur les jeunes révèle que les programmes mis en œuvre par le secteur privé semblent donner de meilleurs résultats que ceux mis en œuvre conjointement par le public-privé³⁰⁸. Les organisations de producteurs, les organisations non gouvernementales et les entreprises sociales, jouent un rôle de plus en plus important dans la conception et l'exécution de programmes d'entrepreneuriat. Ils interviennent de différentes manières, œuvrant au renforcement des capacités, offrant des services d'encadrement, d'accès à la terre, aux services financiers et aux marchés^{309 310}. Des modèles de partenariat public-privé bien conçus ont été mis en œuvre par la FAO en Tanzanie et au Malawi³¹¹ et en Ouganda et au Kenya par le BIT (Youth Entrepreneurship Facility Program³¹²). Grâce à ces interventions, certaines coopératives voient leurs adhésions augmenter et s'ouvrent aux jeunes, en créant des sections Jeunes au sein de l'organisation et en encourageant le leadership des jeunes³¹³.

Domaines d'action en matière de promotion du développement des MPME: Au-delà des domaines d'action présentés dans les sections précédentes (par exemple sur le climat d'investissement, les infrastructures, les compétences professionnelles et les services financiers) : (i) prendre en compte diversité chez les jeunes (sexe, âge, connaissances, éducation, capacités et milieux culturels) dans la conception des programmes d'entrepreneuriat et développer des systèmes de suivi et d'évaluation rigoureux afin d'évaluer correctement les impacts; (ii) utiliser un ensemble d'interventions (formation, encadrement, l'accès aux finances et aux marchés) ; (iii) inclure les jeunes dans la conception des programmes d'entrepreneuriat ; (iv) encourager les approches comme les incubateurs d'entreprises, qui créent des espaces « sécurisés » dans lesquels les jeunes peuvent apprendre et exercer des compétences techniques essentielles et de gestion d'entreprises car ils sont encadrés ; et (v) veiller à ce que les jeunes femmes et jeunes gens aient un accès équitable aux informations, aux formations et aux ressources pour démarrer et développer leurs entreprises dans des chaînes de valeur rentables, par exemple par l'entremise d'EFTP et de subventions tenant compte des disparités hommes-femmes (p. ex. YEAP au Nigéria), appui à la création de coopératives et d'associations professionnelles féminines.

Appuyer les programmes de protection sociale et de filets de sécurité sociales et l'accès aux services sociaux

108. *La protection sociale joue un rôle déterminant dans le développement de la résilience, l'augmentation des revenus et la sécurité alimentaire et peut améliorer la création d'emplois pour les populations rurales, y compris les jeunes.* Malgré les progrès réalisés dans la réduction des niveaux de pauvreté extrême dans le monde, dans les pays en développement, des niveaux de pauvreté et vulnérabilité élevés persistent surtout dans les zones rurales. Les interventions dans le domaine de la protection sociale apportent non seulement un appui direct en revenus, mais offrent également des opportunités aux populations rurales, y compris les jeunes, de gagner leur vie à travers des activités plus rentables. Des progrès ont été enregistrés au niveau des emplois ruraux suite à la protection sociale, soit par la création directe d'emplois³¹⁴ et/ou en suscitant des répercussions indirectes sur les marchés de l'emploi en milieu rural³¹⁵. Toutefois, environ 73 % de la population mondiale n'a toujours pas accès à des mesures de protection sociale, dont la plupart vit dans les zones rurales³¹⁶.

109. *Peu de programmes de protection et de filets de sécurité sociale répondent aux besoins et contraintes de la jeunesse rurale.* Une évaluation générale des programmes de protection sociale dans le monde révèle que, malgré l'apparition progressive de nouveaux modèles, peu de programmes ciblent

explicitement ou sont adaptés aux réalités du monde rural³¹⁷, et très peu visent expressément les risques et les contraintes auxquels sont confrontés les jeunes en milieu rural, par exemple des programmes de transition école-travail³¹⁸. La diversité des jeunes en milieu rural (âge, sexe, éducation) et les différents défis auxquels ils sont confrontés n'ont pas entièrement été pris en compte. Par exemple, les jeunes âgés de 15 à 17 ans ont tendance à rencontrer des difficultés supplémentaires à accéder à un emploi décent en milieu rural³¹⁹ et sont confrontés à un risque accru de tomber sur un travail dangereux et de subir le travail des enfants. Les jeunes femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes à s'engager dans des emplois publics en raison de normes discriminatoires à l'endroit des femmes, et en raison du fait qu'elles courent plus de risques de se marier et de tomber enceinte à un âge précoce. Elles sont également confrontées à une mobilité physique réduite et assument plus de responsabilités dans les tâches ménagères³²⁰. Les systèmes de protection sociale ont un rôle important à jouer dans l'accélération de l'autonomisation économique des femmes. Par exemple pour résoudre le problème de mobilité des femmes, les transferts d'argent peuvent être effectués automatiquement par téléphone portable ou déposés dans un compte bancaire³²¹. La conception des programmes de protection sociale doit prendre en compte les difficultés à venir, notamment les estimations selon lesquelles 440 millions de jeunes se présenteront sur le marché du travail en ASS d'ici à 2030, principalement dans les zones rurales³²².

110. ***Les programmes de protection sociale bien ciblés et à plusieurs volets peuvent faciliter l'accès aux opportunités d'emplois et aux ressources, y compris pour les jeunes.*** Certaines approches novatrices et plus promotionnelles conjuguent les interventions visant à créer des opportunités génératrices de revenus et des emplois. Les modèles de « progression » ont réussi à accroître les revenus et l'auto-emploi chez les plus pauvres des pauvres. Ils intègrent des mesures telles que les transferts de trésorerie ou de biens, l'accès aux services d'épargne et à une formation productive³²³. D'autres programmes se sont basés sur la création d'emplois, essentiellement par le biais d'initiatives de grands travaux publics. Comme ce fut le cas en Inde³²⁴. Ces programmes se sont avérés efficaces dans la l'amélioration des infrastructures en milieu rural tout en offrant des possibilités d'apprentissage et d'activités aux femmes et aux hommes, y compris les jeunes (ex: pour l'entretien des infrastructures). Les programmes de grands travaux publics ont d'énormes potentiels sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural s'ils incluent des mesures telles que l'égalité des salaires pour les femmes et les hommes, les structures de garde d'enfants, l'égalité des chances dans l'acquisition des compétences professionnelles et l'accès à l'emploi et l'amélioration des infrastructures qui contribuent à réduire les charges des femmes³²⁵.

111. ***Les synergies entre la protection sociale et les politiques plus générales peuvent accroître la productivité agricole et renforcer la résilience des petits producteurs.*** Dans les milieux ruraux, il est nécessaire de lier la protection sociale aux efforts de développement agricole et rural qui contribuent à renforcer la résilience et à améliorer la productivité et la gestion durable des ressources³²⁶. Certains pays (ex. Brésil, Ethiopie^{327 328}) ont commencé à mettre en œuvre des programmes globaux de sécurité alimentaire, qui établissent un lien entre les politiques de protection sociale et l'appui à la production aux petits producteurs, en utilisant le transfert d'argent liquide et des transferts en nature, mettant les producteurs en lien avec les programmes de cantines scolaires et en fournissant des services de financement de résilience. Les données disponibles suggèrent qu'il peut y avoir des impacts positifs significatifs si les programmes sont bien conçus et harmonisés avec les politiques agricoles favorisant les petits exploitants agricoles³²⁹. Le soutien à l'accès universel à l'éducation primaire et secondaire et l'accès aux soins de santé peut également être lié aux stratégies de protection sociale. L'évaluation de sept programmes de transfert d'argent en Afrique subsaharienne a révélé que ces programmes créent un large éventail d'impacts sociaux, économiques et productifs chez les petits exploitants familiaux pauvres³³⁰. Enfin, le soutien à l'adoption de normes et de codes de pratique en matière de santé et de sécurité du travail est particulièrement important pour ceux qui travaillent dans le secteur agricole (p. Ex. normes liées à l'utilisation des pesticides, à l'exploitation forestière et à la sécurité en mer, etc.)³³¹.

112. **Etablir une adéquation entre les programmes de travaux publics et le caractère saisonnier de la demande en main d'œuvre.** Si l'on fait coïncider les programmes de grands travaux publics en milieu rural aux périodes où la demande en main d'œuvre agricole saisonnière est faible, cela peut aider à atténuer les effets de la saisonnalité sur la demande en main d'œuvre dans les zones rurales.

Domaines d'action sur l'aide à la protection sociale et programmes de filets de sécurité et d'accès aux services sociaux: (i) concevoir des programmes de protection sociale qui soient adaptés à l'environnement rural et sensibles aux besoins des femmes et des hommes (ex. Le programme social de transfert d'argent de la Zambie, le Programme de transfert de biens du Bangladesh ³³²), tout en accordant une attention particulière aux difficultés d'emploi des jeunes en milieu rural, avec des interventions conçues pour les jeunes âgés de 15 à 17 ans dans les zones rurales; (ii) concevoir des programmes de protection sociale qui associent les interventions de protection, de prévention et de promotion, prenant en compte les opportunités liées au contexte³³³; (iii) intégrer les programmes de protection sociale aux grands plans d'investissement et de croissance et les politiques d'emploi, en particulier aux programmes de développement agricole (ex. le 'Productive Safety Nets Program' d'Éthiopie et le programme de lutte contre la faim (Zéro Hunger Program) du Brésil) ; et (iv) intégrer une perspective genre et emploi des jeunes dans les systèmes de suivi et d'évaluation des programmes de protection sociale afin de mieux comprendre les impacts et qu'est-ce qui fonctionne pour qui ; et (v) soutenir les gouvernements à évaluer et étendre les systèmes de protection sociale aux zones rurales.

ASPECTS DE MISE EN ŒUVRE

113. **Dispositifs institutionnels** : Bien que les Ministères de l'Agriculture doivent jouer un rôle majeur dans la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural, plusieurs domaines d'action soulignés dans ce document vont au-delà de leur mandat, et doivent être pris en charge par d'autres ministères dont le ministère de l'éducation, de la santé de la protection sociale et du travail, du développement économique, les collectivités locales, le commerce et les finances. Il est nécessaire d'avoir des approches impliquant plusieurs acteurs. A titre d'exemple, il y a l'approche nationale intégrée pour la promotion du travail décent chez les jeunes élaborée par la FAO qui implique et crée des synergies entre les différents ministères : Ministères de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, du Travail du développement Social, de la jeunesse et du genre, selon le contexte du pays. Il est également important d'avoir un appui coordonné des partenaires au développement. Par exemple, le programme conjoint des Nations Unies sur l'Emploi des Jeunes (UNJPYE) pour la Tanzanie regroupe plusieurs institutions. Le BIT exécute un programme conjoint sur l'emploi des jeunes en collaboration avec des agences sœurs des Nations Unies, à savoir la FAO, l'ONU Femmes et l'UNIDO, afin de relever les défis de l'emploi des jeunes.

114. **Les priorités varient en fonction du contexte du pays**, car elles reflètent la diversité de contraintes entre les pays et entre les différentes régions d'un même pays. Les considérations générales à prendre en compte dans l'établissement des priorités pourraient être: (i) La sensibilisation : le nombre de jeunes gens qui bénéficieraient de l'initiative devrait être assez élevé pour qu'il y ait un impact significatif ; (ii) L'urgence : aborder les domaines ou les contraintes les plus urgents en matière d'emploi des jeunes en milieu rural, y compris dans les zones frappées par une grande émigration des jeunes de la région ou du pays ; et (iii) les résultats : viser comme objectif des effets concrets sur les conditions matérielles de vie des jeunes.

115. Autres exemples de priorisation:

- Dans les pays qui dépendent de l'agriculture, il est difficile de créer des emplois non agricoles sans accroître au préalable le caractère rentable des produits agricoles exportables, dont les recettes aident à stimuler la croissance en milieu rural et urbain. Dans le passé, les efforts qui ont ignoré la

demande pour privilégier uniquement les interventions liées à l'offre afin de dynamiser l'économie rurale non agricole se sont souvent avérées peu efficaces.

- Les interventions visant le développement d'emplois non agricoles dans des zones où « les facteurs d'attraction » (les opportunités qui existent dans des chaînes de valeur dynamiques qui attirent les travailleurs hors du secteur de l'agriculture vers des emplois mieux payés) sont nombreux et peuvent produire de très bons résultats. Garantir la couverture sociale dans les zones qui connaissent régulièrement des déficits de production pour les besoins de subsistance, poussant les membres de la famille à quitter l'exploitation agricole en désespoir de cause pour rechercher des sources de revenus non agricoles.
- Les régions qui sont à la traîne dans les pays sont des régions qui connaissent les plus faibles taux de croissance économique et de faible niveau de réduction de la pauvreté que les régions phares dans les mêmes pays. Outre les politiques qui stimulent la croissance dans les régions en retard, les interventions qui améliorent l'accès des jeunes ruraux des régions en retard à des emplois dans les régions développées – tels que la baisse des coûts de transport et de la migration vers les régions avancées – peuvent contribuer à l'amélioration des emplois et des revenus pour eux.
- Dans les pays où les terres sont abondantes, l'amélioration des marchés du loyer foncier peut constituer un moyen d'impliquer davantage les jeunes dans la production agricole. Le climat d'investissement et l'organisation du marché varient également d'un pays à l'autre.
- Si le développement des compétences des jeunes représente une nécessité transversale pour tous les pays, la nature du déficit de compétences, à l'inverse, reste variable. Ainsi, certains pays peuvent choisir d'accorder la priorité à l'éducation de base (savoir lire et écrire), alors que d'autres mettront plutôt l'accent sur le développement des compétences entrepreneuriales.

116. Les différences de contexte, qui appellent des mesures diverses en termes de stratégie et d'investissement, nécessitent de mettre au point des programmes ciblant particulièrement l'emploi des jeunes afin d'identifier clairement les contraintes auxquelles ils sont confrontés.

117. *Eléments potentiels de discussion au sein du G20.* Cette liste ne saurait être exhaustive.

- (i) *Harmonisation avec les ODD et la Déclaration de Malabo.* L'un des objectifs de développement durable consiste à réduire de manière substantielle la proportion des jeunes de 15 à 24 ans sans emploi et n'ayant aucune formation scolaire ni professionnelle. Les mesures prévues à cet effet dans la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD font apparaître une variabilité importante entre les pays, soit de 53% à 1%. Ces mesures pourraient éventuellement servir à définir un ordre de priorités pour les efforts des pays partenaires axés sur l'emploi des jeunes en milieu rural ainsi qu'à tirer des enseignements de l'expérience des pays qui ont déjà enregistré des progrès à cet égard. En outre, la Déclaration de Malabo comporte un objectif qui engage les pays africains à créer, pour au moins 30% des jeunes dans les filières agricoles, des opportunités d'emploi pouvant aider à orienter les efforts dans la région. Il conviendrait d'intégrer dans les plans nationaux d'investissement les objectifs, actions et cibles portant spécifiquement sur les jeunes.
- (ii) *Coopération au développement à l'échelle nationale:* La coordination de l'appui que les partenaires au développement apportent à l'emploi des jeunes en milieu rural à travers des initiatives nationales et internationales (annexe 1) peut aider à renforcer l'efficacité et l'efficacé de cet appui. Les programmes menés et pris en main par les pays aux fins de l'emploi des jeunes en milieu rural pourraient constituer un mécanisme de coordination utile, sur la base d'un diagnostic commun des

contraintes dans le pays ou la région concerné(e). Avec le soutien des partenaires au développement, les gouvernements peuvent développer ou renforcer ces programmes, y compris les diagnostics connexes, et les lier à des efforts tels que l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes. A cet égard, une attention devrait être accordée à des principes tels que ceux définis par le Comité de la sécurité alimentaire concernant la participation et l'autonomisation des jeunes au titre des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires³³⁴. Par ailleurs, les actions liées à l'emploi décent des jeunes en milieu rural devraient figurer dans les stratégies nationales et régionales pour le développement économique et social.

- (iii) *Comblar les lacunes de données*: un défi lié à l'évaluation régionale et temporelle de la variation de l'emploi des jeunes en milieu rural réside dans l'absence de données désagrégées sur la taille de la cohorte et le marché du travail pour la catégorie des jeunes. En effet, les informations sur les marchés du travail en milieu rural sont rares, notamment en ce qui concerne le secteur informel, et même lorsqu'elles existent, elles ne sont pas ventilées par sous-secteur d'activités, âge et sexe. Les efforts pour réduire ce déficit pourraient permettre de mieux concevoir les politiques destinées à obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail pour la jeunesse rurale.
- (iv) *Promouvoir l'apprentissage mutuel et l'échange de connaissances sur le développement des compétences et l'entrepreneuriat pour des investissements accrus*. Selon une analyse mondiale récente des interventions ciblant la jeunesse, seul un tiers de celles-ci a eu un impact positif majeur sur l'emploi ou le revenu³³⁵. Il est encourageant de noter que ces programmes ont rencontré un plus grand succès dans les pays à revenu faible et intermédiaire; les programmes pour le développement des compétences et l'entrepreneuriat semblent même avoir produit un impact plus important. Les programmes intégrant des interventions multiples semblent également avoir enregistré de meilleurs résultats que ceux axés sur une seule intervention. En tirant des enseignements de cette expérience et de l'échange de connaissances sur l'efficacité ou l'inefficacité des programmes des jeunes en milieu rural et en utilisant les produits du savoir existants (tels que l'Académie sur l'emploi des jeunes³³⁶ créée par l'OIT et la FAO), la conception des programmes à venir pourrait s'en trouver utilement éclairée, notamment à travers le partage d'expériences et de bonnes pratiques sur la coopération Sud-Sud, pour un renforcement de l'emploi en milieu rural.
- (v) *Faciliter l'accès à la terre*. Dans certains pays, la question foncière freine considérablement la motivation des jeunes en milieu rural à se lancer dans l'agriculture, ces derniers choisissant plutôt d'embrasser des activités non agricoles ou de migrer vers des zones urbaines, des choix parfois liés à l'absence d'accès à la terre. Les mesures visant à faciliter le fonctionnement des marchés fonciers, notamment les marchés du loyer foncier, pourraient aider à surmonter cette contrainte.
- (vi) *Promouvoir l'égalité homme-femme*: Il est important d'intégrer l'égalité homme-femme dans tous les programmes d'appui des membres du G20 liés à l'emploi des jeunes en milieu rural et de fournir aux gouvernements l'assistance requise pour mettre au point des initiatives de jeunes prenant en compte l'égalité homme-femme.
- (vii) *Financement en appui à l'emploi des jeunes en milieu rural*. Pour réaliser les ODD et l'objectif de la Déclaration de Malabo lié à l'emploi des jeunes, il sera non seulement nécessaire d'accorder une attention particulière aux politiques et aux connaissances, mais aussi de réaliser des investissements additionnels, notamment en mobilisant des ressources provenant des budgets nationaux, des programmes mondiaux, des banques multilatérales de développement et du secteur privé.

Annexe 1 : Vue d'ensemble des initiatives internationales pertinentes sur l'autonomisation et l'emploi des jeunes

[Préparé par GIZ]

Titre, Fonctions :	Partenaires, Objectifs, Stratégie
<p><u>ONU / BIT</u> Global Initiative on Decent Jobs for Youth</p> <p>Forum multi partenaires des Nations Unies d'échanges et de coordination (« Forum de plaidoyer international »)</p>	<p>L'Initiative mondiale sur l'emploi décent des jeunes est un programme de coopération conjointe entre 20 organisations des Nations Unies (FAO, PNUD, PNUE, FNUAP, l'UNICEF, l'ONUDI, ONU-femmes et al.) sous la direction du BIT, lancée officiellement en novembre 2015. Le Conseil des Chefs de Secrétariat des Nations Unies pour la Coordination, est composé des 29 responsables de toutes les entités de l'ONU, ayant adopté cette initiative comme étant une priorité essentielle pour l'atteinte de l'ODD 4 (4.4) et de l'ODD 8 (8.5, 8.6).</p> <p><u>Stratégie / domaines d'action:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Impliquer les principaux acteurs et les chefs de file mondiaux dans l'action politique de haut niveau sur l'emploi des jeunes ; – Étendre et intensifier les actions nationales et régionales pour la mise en œuvre systématique et cohérente de la politique sur l'emploi des jeunes correspondant aux priorités de développement nationales ; – Regrouper les expériences, renforcer les connaissances sur les approches qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas en matière d'emploi des jeunes et les diffuser à travers le développement d'outils et la promotion des compétences ; – Mobiliser des ressources auprès des institutions existantes et mobiliser des ressources supplémentaires à travers l'engagement de haut niveau des parties prenantes aux niveaux local, national, régional et international.
<p><u>ONU</u> UN Inter-Agency Network on Youth Development (IANYD)</p> <p>Réseau d'échange d'information et de coordination</p>	<p>Le Réseau inter-institutions des Nations Unies pour le développement des jeunes (IANYD) est un réseau composé d'entités de l'ONU, représentées au niveau du siège, dont le travail est pertinent pour les jeunes. Le réseau a des groupes de travail thématiques et tient des réunions mensuelles régulières au siège de l'ONU. Le réseau vise à accroître l'efficacité du travail de promotion des jeunes l'ONU par le renforcement de la collaboration et d'échanges entre tous les organismes des Nations Unies concernées dans le cadre de Plan d'Action de l'ensemble du système des Nations Unies pour les jeunes, où l'emploi des jeunes constitue l'une des cinq priorités.</p>
<p><u>Weltbank</u> Solutions for Youth Employment (S4YE)</p> <p>Rapport de référence S4YE comprend un chapitre consacré aux « dynamiques Rurales et urbaines dans l'emploi des jeunes » (10/2015)</p>	<p>S4YE est une coalition multipartite à long terme des acteurs du secteur public, privé et de la société civile pour créer des emplois pour 150 millions de jeunes âgés entre 15 et 29 ans dans le monde entier d'ici à 2030.</p> <p>Associés fondateurs : Plan International, International Youth Foundation (IYF), Youth Business International (YBI), RAND Corporation, Accenture et l'OIT sous la direction de la Banque mondiale. S4YE dispose d'un nombre croissant de partenaires stratégiques : La Rockefeller Foundation, la Fondation MasterCard, Microsoft, le ministère norvégien des affaires étrangères; le Ministère fédéral allemand du travail et des affaires sociales</p> <p>Le Plan Stratégique 2015-2020 souligne les priorités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) Développer des partenariats (2) Développer une solide base de données

	<p>(3) <i>Accroître les ressources pour les programmes</i></p> <p>(4) <i>Accélérer l'innovation</i> (« guichets uniques de soutien, de connaissances, de réseau et d'engagement »).</p>
<p>Youth Employment Inventory (YEI)</p>	<p>YEI est une base de données en ligne, visant à améliorer la base de connaissances sur les impacts des projets d'emploi jeunesse. Il a été initié par la Banque mondiale en 2010 et est géré par un consortium sous la houlette du BMZ, du BIT et de la BID. Le programme YEI collecte des données sur les mesures relatives à la promotion de l'emploi jeunes de plus de 100 pays et constitue ainsi un outil important pour l'évaluation et l'analyse des approches de promotion de l'emploi des jeunes.</p>
<p>UA / NEPAD Compétences et l'emploi pour les jeunes</p> <p>Dialogue sur les politiques organisé et dirigé par les africains</p>	<p>Le développement du Capital humain (compétences, jeunesse, emploi, autonomisation des femmes) constitue l'un des quatre piliers thématiques du NEPAD. Il vise à résoudre le problème d'exclusion économique et sociale des jeunes en Afrique en faisant la promotion des opportunités d'emploi afin d'impliquer activement et de façon durable la génération des jeunes dans les processus de développement économique sur le continent.</p> <p>Pilier thématique du PDDA compétences et emploi des jeunes: “ (Mise en œuvre dans 6 pays pilotes : Agriculture Technical Vocational Education and Training “Benin, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Malawi, Togo); “Skills Initiative for Africa”: («<i>Agence de financement pour le développement des compétences</i> »). Mise en œuvre dans cinq pays + renforcement des capacités pour Agence de planification et de coordination du NEPAD, le NPCA)</p> <p>Dans ce contexte: Programme de développement futur du secteur rural</p> <ul style="list-style-type: none"> – FAO: Projet du NEPAD sur la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural au Malawi, Niger, Bénin, Cameroun (4 Mio USD financé sur le Fonds d'affectation Africain de Solidarité) – Le Forum de développement Rural en Afrique de 2016 se focalise explicitement sur l'emploi des jeunes et la «<i>Transformation du monde Rural</i>»
<p>UE</p> <p>Initiative emploi pour les jeunes (YEI)</p> <p>Soutenir les conditions des cadres nationaux</p>	<p>En 02/2013, le Conseil européen a adopté l'initiative sur l'emploi des jeunes afin d'accroître le soutien financier de l'UE aux régions plus vulnérables au chômage des jeunes au sein de l'UE.</p> <p>En outre, la Commission européenne applique le concept de « garantie jeunes », selon lequel il faut faire aux jeunes des offres concrètes de haut niveau et de qualité en ce qui concerne l'environnement du travail, du poste d'apprenti, de stage, une formation avancée dans les quatre mois qui suivent leur formation ou après qu'ils aient perdu leur emploi.</p> <p>La Commission de l'UE a appuyé chaque Etat membre dans l'élaboration de son plan national propre pour la mise en œuvre de la garantie des jeunes et a financé « l'aide pour les start-up » dans la phase de mise en œuvre. En 2015, un programme test a été exécuté dans quatre États membres (Lettonie, Finlande, Portugal et Roumanie). Le concept, les produits et les données de ce programme test, de même que la Présentation des résultats/leçons apprises, ont été mis à la disposition des autorités nationales, régionales et locales sous la forme d'une boîte à outils électronique pour utilisation ultérieure. En 2016/17 la COM de l'UE soutient la mise en œuvre en Grèce, en Bulgarie, en Lituanie et en Slovénie.</p> <p>Le programme YEI est financé dans le cadre du Fonds Social européen avec un budget total de 6,4 milliards d'euros pour la période 2014-2020. En vue d'accélérer les activités sur le terrain, l'UE a mis des fonds à la disposition des États membres sous forme de préfinancement.</p>

Références bibliographiques

- AfDB, OECD, UNDP, UNECA. 2012. *African Economic Outlook 2012*.
- Afram, G., and A.S. Del Pero. 2012. *Nepal's Investment Climate: Leveraging the Private Sector for Job Creation and Growth. Directions in Development*. World Bank, Washington D.C.
- African Development Bank, ed. 2012. *Promoting Youth Employment*. African Economic Outlook, 11.2012. Paris: OECD.
- Afridi, F. 2010. "Child Welfare Programs and Child Nutrition: Evidence from a Mandated School Meal Program in India." *Journal of development Economics*, 92(2), 152-165.
- Akter, S., and Fu, X. 2012. "Impact of Mobile Telephone on the Quality and Speed of Agricultural Extension Services Delivery: Evidence from the Rural India." In *2012 Conference, August 18-24, 2012, Foz do Iguacu, Brazil* (No. 126798). International Association of Agricultural Economists.
- Aldebot-green, S., and A. Sprague. 2014. *Regulatory Environments for Youth Savings in the Developing World*. New America Foundation. Washington DC. Available on http://www.newamerica.org/downloads/Regulatory_Environments_for_Youth_Savings_Developing_World_Youths_ave.pdf.
- Alderman, H., Hoddinott, J., and B. Kinsey. 2006. "Long Term Consequences of Early Childhood Malnutrition." *Oxford Economic Papers*, 58(3), 450-474.
- Alexandratos, N, and J. Bruinsma. 2012. *World Agriculture Towards 2030/2050. The 2012 Revision*. FAO. Rome.
- Ali, D. A., Deininger, K. and M. Goldstein. 2014. "Environmental and Gender Impacts of Land Tenure Regularization in Africa: Pilot Evidence from Rwanda." *Journal of Development Economics* 110: 262–75
- Allen, A., Howard, J., Kondo, M., Jamison, A., Jayne, T., Snyder, J., Tschirley, D., and F. Yeboah. 2016. "Agrifood Youth Employment and Engagement Study." Michigan State University.
- Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA). 2015. *Africa Agriculture Status Report: Youth in Agriculture in Sub-Saharan Africa*. Nairobi, Kenya. Issue No. 3
- Alston, L. J., and G.D. Libecap. 1996. "The Determinants and Impact of Property Rights: Land Titles on the Brazilian Frontier." *Journal of Law, Economics, and Organization*, 12(1), 25-61.
- Anderson, K. 2009. *Distortions to Agricultural Incentives: A Global Perspective: 1955-2007*. World Bank. Washington, D.C.
- Andersson Djurfeldt, A., and M. Jirstrom. 2013. "Urbanization and Changes in Farm Size in Sub-Saharan Africa and Asia from a Geographical Perspective, a Review of the Literature. A Foresight Study of the." In *ISPC Foresight Study Workshop*. Independent Science and Partnership Council of the CGIAR. <http://lup.lub.lu.se/record/4694048/file/4862245.pdf>.
- Angelucci, M., Karlan, D., and J. Zinman. 2013. *Win some lose some? Evidence from a randomized microcredit program placement experiment by Compartamos Banco* (No. w19119). National Bureau of Economic Research.

- Ashraf, N., Karlan, D., and W. Yin. 2010. "Female Empowerment: Impact of a Commitment Savings Product in the Philippines." *World development*, 38(3), 333-344.
- Attanasio, O., Kugler, A. and C. Meghir. 2008. "Training Disadvantaged Youth in Latin America: Evidence from a Randomized Trial." National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w13931>.
- Banerjee, A., Karlan, D., and J. Zinman. 2015. "Six Randomized Evaluations of Microcredit: Introduction and Further Steps." *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 1-21.
- Banerjee, A. V., and E. Duflo. 2010. "Giving Credit Where It Is Due." *The Journal of Economic Perspectives*, 24(3), 61-79.
- Barrett, B., and Mutambatsere, E. 2008a. "Agricultural Markets in Developing Countries" in Lawrence E. Blume and Steven N. Durlauf, editors, *The New Palgrave Dictionary of Economics, 2nd Edition* (London: Palgrave Macmillan)
- . 2008b. "Marketing Boards" in Lawrence E. Blume and Steven N. Durlauf, editors, *The New Palgrave Dictionary of Economics, 2nd Edition* (London: Palgrave Macmillan)
- Bassett, T.J., and D.E. Crummey. 1993. *Land in African Agrarian Systems*. University of Wisconsin Press.
- Bauchet, J., Marshall, C., Starita, L., Thomas, J. and A. Yalouris. 2011. "Latest Findings from Randomized Evaluations of Microfinance." In *Access to Finance Forum*. Vol. 2. CGAP Washington, DC. <http://www.microempowering.org/resources/FORUM2.pdf>.
- Benin, S., Johnson, M., Abokyi, E., Ahorbo, G., Jimah, K., Nasser, G., Owusu, V., Taabazuing, J. and Tenga, A. 2013. *Revisiting Agricultural Input and Farm Support Subsidies in Africa – The Case of Ghana's Mechanization, Fertilizer, Block Farms, and Marketing Programs*, Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI)
- Benin, S., Nkonya, E., Okecho, G., Randriamamonjy, J., Kato, E., Lubade, G., and M. Kyotalimye. 2011. "Returns to spending on agricultural extension: the case of the National Agricultural Advisory Services (NAADS) program in Uganda." *Agricultural Economics* 42:249-267.
- Benjamin, N. 2014. "Informal Economy and the World Bank." *Policy Research Working Paper* 6888. World Bank, Washington, DC.
- Besley, T. 1995. "Property Rights and Investment Incentives: Theory and Evidence from Ghana." *Journal of Political Economy*, 903-937.
- Bezu, S., and S. Holden. 2014. "Are Rural Youth in Ethiopia Abandoning Agriculture?" *World Development* 64 (December): 259–72. doi:10.1016/j.worlddev.2014.06.013.
- Betcherman, G., Godfrey, M., Puerto, S., Rother, F., Stavreska, A. 2007. *Global Inventory of Interventions to Support Young Workers: Synthesis Report*. World Bank.
- Bigsten, A., Isaksson, A., Söderbom, M., Collier, P., Zeufack, A., Dercon, S., Fafchamps, M., Gunning, J.W., Teal, F., Appleton, S., and B. Gauthier. 2000. "Rates of Return on Physical and Human Capital in Africa's Manufacturing Sector." *Economic Development and Cultural Change*, 48(4), pp.801-827.
- Binswanger-Mkhize, H. P. 2012. "India 1960-2010: Structural Change, the Rural Non-Farm Sector, and the Prospects for Agriculture." In *Center on Food Security and the Environment Stanford Symposium Series on Global Food Policy and Food Security in the 21st Century*, Stanford

- University. Citeseer.
<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.406.2420&rep=rep1&type=pdf>.
- Blattman, C., and J. Annan. 2015. "Can Employment Reduce Lawlessness and Rebellion? A Field Experiment with High-Risk Men in a Fragile State." National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w21289>.
- Blattman, C., Fiala, N. and S. Martinez. 2011. "Can Employment Programs Reduce Poverty and Social Instability? Experimental Evidence from a Ugandan Aid Program." *Social Protection and Labor Discussion Paper*, no. 1120. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.269.6562&rep=rep1&type=pdf>.
- Bloom, D. E., Canning, D. and J. Sevilla. 2003. *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*. Santa Monica, Calif: Rand.
- Brasselle, A. S., Gaspart, F., and J.P. Platteau. 2002. "Land Tenure Security and Investment Incentives: Puzzling Evidence from Burkina Faso." *Journal of Development Economics*, 67(2), 373-418.
- Brooks, K., Zorya, S., and A. Gautam. 2013. Jobs for Africa's Youth. *International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2012 Global Food Policy Report*, 49–57.
- Brooks, K., Zorya, S., Gautam, A., and A. Goyal. 2013. "Agriculture as a Sector of Opportunity for Young People in Africa." *Policy Research Working Paper* 6473. World Bank. Washington, DC.
- Bruhn, M. 2011. License to Sell: The Effect of Business Registration Reform on Entrepreneurial Activity in Mexico. *The Review of Economics and Statistics* 93(1):382-386.
- Brune, L., Giné, X., Goldberg, J., and D. Yang. 2011. "Commitments to Save: A Field Experiment in Rural Malawi." *Policy Research Working Paper Series* 5748. World Bank. Washington, DC.
- Bruhn, M. 2011. License to Sell: The Effect of Business Registration Reform on Entrepreneurial Activity in Mexico. *The Review of Economics and Statistics* 93(1):382-386.
- Burgess, R., Pande, R., and G. Wong. 2005. "Banking for the Poor: Evidence from India." *Journal of the European Economic Association*, 3(2-3), 268-278.
- Byamugisha, F. 2013. *Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale-up Reforms and Investments*. World Bank. Washington, DC.
- Card, D., Kluge, J. and A. Weber. 2010. "Active Labour Market Policy Evaluations: A Meta-Analysis." *The Economic Journal* 120, no. 548: F452-F477.
- Castañeda, C., González, J. and N. Rojas. 2010. "Evaluación de Impacto del Programa Jóvenes Rurales Emprendedores del SENA." *Fedesarrollo Working Paper* No. 53 de 2012–2, Bogotá, Colombia.
- Catholic Relief Services (CRS). 2011. *My Skills, My Money, My Brighter Future in Rwanda*. Baltimore, MD.
- Cho, Y., and M. Honorati. 2014 "Entrepreneurship Programs in Developing Countries: A Meta Regression Analysis." *Labour Economics* 28: 110–130.
- Chirwa, E. and A. Dorward. 2013. *Agricultural Input Subsidies: The Recent Malawi Experience*, Oxford: Oxford University Press.
- Christiaensen, L., and Y. Todo. 2013. "Poverty Reduction during the Rural-Urban Transformation: The Role of the Missing Middle." *Policy Research Working Paper* 6445. World Bank. Washington, DC..

- Christiaensen, L. 2007. "Agriculture for Development in East Asia: Lessons from the World Development Report 2008", *Special Focus in East Asia and Pacific Update*, November 2007. World Bank.
- Cole, S. A., and A.N. Fernando. 2012. "The Value of Advice: Evidence from Mobile Phone-Based Agricultural Extension." *Harvard Business School Finance Working Paper*, (13-047).
- Collier, P., and D. Lal. 1986. *Labour and Poverty in Kenya, 1900-1980*. Clarendon Press, Oxford.
- Cramer, C., Oya, C., and J. Sender. 2008. "Lifting the blinkers: A New View of Power Diversity and Poverty in Mozambican Rural Labor Markets." *Journal of Modern African Studies*, 46(3):361-392.
- Crépon, B., Devoto, F., Duflo, E. and W. Pariente. *Impact of Microcredit in Rural Areas of Morocco: Evidence from a Randomized Evaluation*. MIT Working Paper, 2011.
- Croppenstedt A., Goldstein M., and N. Rosas. 2013. "Gender and Agriculture: Inefficiencies, Segregation, and Low Productivity Traps." *The World Bank Research Observer*, lks024.
- Das, N. C., and F.A. Misha. 2010. "Addressing Extreme Poverty in a Sustainable Manner: Evidence from CFPR Programme." *BRAC CFPR Work. Pap*, 19.
- Davis, B., Di Giuseppe, S., and Zezza, A. 2017. "Are African Households (not) Leaving Agriculture? Patterns of Households' Income Source in Rural Sub-Saharan Africa." *Food Policy* 67:153-174
- de la O Campos, A.P. 2015. "Do Cash Transfers Empower Women? Impacts on Economic Advancement, Decision-Making and Agency." *PtoP (From Protection to Production) policy brief*. Rome: FAO.
- Deere, C. D., Oduro, A. D., Swaminathan, H., and C. Doss. 2013. "Property rights and the gender distribution of wealth in Ecuador, Ghana and India." *The Journal of Economic Inequality*, 11(2), 249-265.
- Deere, C. D. and C.R. Doss. 2006. "Gender and the Distribution of Wealth in Developing Countries." Research Paper No. 2006/115, UNU-WIDER.
- Deininger, K., Hilhorst, T., and V. Songwe. 2014. "Identifying and Addressing Land Governance Constraints to Support Intensification and Land Market Operation: Evidence from 10 African Countries." *Food Policy*, Boserup and Beyond: Mounting Land Pressures and Development Strategies in Africa, 48 (October): 76–87. doi:10.1016/j.foodpol.2014.03.003.
- Deininger, K., Jin, S., Nagarajan, H., Xia, F. and others. 2013. "How Far Does the Amendment to the Hindu Succession Act Reach? Evidence from Two-Generation Females in Urban India." In *2013 Annual Meeting, August 4-6, 2013, Washington, DC*. Agricultural and Applied Economics Association. [http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/151432/2/UPOR_AAEA%20\(1\).pdf](http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/151432/2/UPOR_AAEA%20(1).pdf).
- Deininger, K., and A. Goyal. 2012. "Going Digital: Credit Effects of Land Registry Computerization in India." *Journal of Development Economics* 99 (2): 236–43. doi:10.1016/j.jdeveco.2012.02.007.
- Deininger, K. 2011. "Challenges Posed by the New Wave of Farmland Investment." *Journal of Peasant Studies* 38 (2): 217–47. doi:10.1080/03066150.2011.559007.
- Deininger, K., Ali, D. A., and T. Alemu. 2011. "Impacts of Land Certification on Tenure Security, Investment, and Land Market Participation: Evidence from Ethiopia." *Land Economics*, 87(2), 312-334.

- Deininger, K. and G. Feder. 2009 “Land Registration, Governance, and Development: Evidence and Implications for Policy.” *World Bank Research Observer*, 24 (2): 233-266. doi: 10.1093/wbro/lkp007
- Deininger, K., and P. Mpuga. 2009. “Land Markets in Uganda: What Is Their Impact and Who Benefits?” In *The Emergence of Land Markets in Africa: Impacts on Poverty, Equity and Efficiency*, ed. Stein T. Holden, Keijiro Otsuka, and Frank M. Place, 131–55. Washington, DC: Resources for the Future.
- Deininger, K., Ali, D. A., and T. Alemu. 2008. “Land Rental Markets: Transaction Costs and Tenure Insecurity in Rural Ethiopia.” *The Emergence of Land Markets in Africa: Impacts on Poverty, Equity, and Efficiency*, 57-73.
- Deininger, K., and R. Castagnini. 2006. “Incidence and Impact of Land Conflict in Uganda.” *Journal of Economic Behavior & Organization*, 60(3), 321-345.
- Deininger, K. W. 2003. *Land policies for growth and poverty reduction*. World Bank Publications.
- Delisle, H., Chandra-Mouli, V., and B. de Benoist. 2000. “Should Adolescents Be Specifically Targeted for Nutrition in Developing Countries: To Address Which Problems, and How?” *World Health Organization/International Nutrition Foundation for Developing Countries*. Available at http://www.who.int/childdo adolescent-health/New_Publications/NUTRITION/Adolescent_nutrition_paper.pdf.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., Singer, D. and P. Van Oudheusden. 2015. “The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World.” *Policy Research Working Paper 7255*. World Bank, Washington, DC..
- Demirgüç-Kunt, A., and L.F. Klapper. 2012. “Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database.” *Policy Research Working Paper 6025*. World Bank, Washington, DC.
- Diao, X., Dorosh, P., and J. Thurlow. 2016. “*Structural Transformation in Sub-Saharan Africa*.” Presentation at Technical Workshop on “Rural transformation, agricultural and food system transition”, September 19-20. FAO, Rome
- Diao, X., Cossar, F., Houssou, N., and S. Kolavalli. 2014. “Mechanization in Ghana: Emerging Demand, and the Search for Alternative Supply Models.” *Food Policy*, 48: 168-181
- Diao, X., James Thurlow, Samuel Benin, and Shenggen Fan. 2012. *Strategies and Opportunities for African Agriculture: Economy-wide perspectives from Country Studies*. IFPRI Issue Brief # 73.
- Dillon, B. and Barrett, C. 2017. *Agricultural Factor Markets in Sub-Saharan Africa: An Updated View with Formal Tests of Market Failure*. *Food Policy*, 67:64-77.
- Do, Q. T., and L. Iyer. 2008. “Land Titling and Rural Transition in Vietnam.” *Economic Development and Cultural Change*, 56(3), 531-579. Dorosh, P., and J. Thurlow. 2014. “Can Cities or Towns Drive African Development? Economy-Wide Analysis for Ethiopia and Uganda.” *World Development* 63: 113-123.
- Djurfeldt, A., and Jirström, M. 2013. *Urbanization and Changes in Farm Size in Sub-Saharan Africa and Asia from a Geographical Perspective: A Review of the Literature*. A Foresight Study of the Independent Science and Partnership Council. CGIAR.
- Elder, S., de Haas, H., Principi, M., and K. Schewel. “Global Employment Trends for Youth 2013” *Youth4Work Publication 29*. ILO. Geneva.

- Elder, S., de Haas, H., Principi, M., and K. Schewel. 2015. *Youth and Rural Development: Evidence from 25 School-to-Work Transition Surveys*. ILO.
- Ellis, F., and H.A. Freeman. 2004. "Rural Livelihoods and Poverty Reduction Strategies in Four African Countries." *Journal of Development Studies* 40(4)
- Emerick, K. 2015. "Agricultural Productivity and the Sectoral Reallocation of Labor in Rural India."
- FAO. 2016. "Cash transfers: their economic and productive impacts. Evidence from Programmes in Sub-Saharan Africa." Policy Brief
- . 2015. *The State of Food and Agriculture. Social Protection and Agriculture: Breaking the Cycle of Rural Poverty*. Rome: FAO.
- . 2015a. *Status of the World's Soil Resources*. Rome. FAO.
- . 2014. "Rural Employment and Decent Work at FAO." Information material. <http://www.fao.org/docrep/019/h0005e/h0005e.pdf>
- . 2012. "Agricultural Cooperatives and Gender Equality." International Year of Cooperatives Issue Brief Series
- . 2011. *The State of Food and Agriculture. Women in Agriculture: Closing the Gender Gap for Development*. Rome: FAO.
- FAO, CTA, IFAD. 2014. *Youth and Agriculture: Key Challenges and Concrete Solutions*. Rome: FAO.
- FAO, IFAD, MIJARC. 2012. "In Facilitating Access of Rural Youth to Agricultural Activities." *The Farmers' Forum Youth Session*. 2012.
- Fafchamps, M., and B. Minten. 2012. "Impact of SMS-based Agricultural Information on Indian Farmers." *The World Bank Economic Review*, 26(3), 383-414.
- Feder, G., and D. Feeny. 1991. "Land Tenure and Property Rights: Theory and Implications for Development Policy." *The World Bank Economic Review*, 5(1), 135-153.
- Field, E., Robles, O., and M. Torero. 2009. "Iodine deficiency and Schooling Attainment in Tanzania." *American Economic Journal: Applied Economics*, 1(4), 140-169.
- Filmer, D., and L. Fox. 2014. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. The World Bank. Retrieved from <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0107-5>
- Fine, D., van Wamelen, A., Lund, S., Cabral, A., Taoufiki, M., Dorr, N., Leke, A., Roxburgh, C. 2012. "Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth | McKinsey & Company." Accessed November 15, 2016. <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/africa-at-work>.
- .
- Forster, T., Hussein, K., and E. Mattheisen. 2015. City Region Food Systems: An Inclusive and Integrated Approach to Improving Food Systems and Urban-Rural Linkages. *Urban Agriculture Magazine*, 29: 8-11.
- Franklin, S. 2015. Location, Search Costs and Youth Unemployment: A Randomized Trial of Transport Subsidies in Ethiopia. *CSAE Working Paper 11*.

- Freeman, H. A., and W. Kaguongo. 2003. "Fertilizer Market Liberalization and Private Retail Trade in Kenya." *Food Policy* 28(5-6): 505-18.
- G20. 2014a. *G20 Food Security and Nutrition Framework*.
- G20. 2014b. *Brisbane Action Plan*. http://www.g20.utoronto.ca/2014/brisbane_action_plan.pdf
- G20. 2014c. *G20 Labor and Employment Ministerial Declaration: Preventing Structural Unemployment, Creating Better Jobs, and Boosting Participation*.
http://www.g20australia.org/sites/default/files/g20_resources/library/2014%20LEMM%20Declaration.pdf
- G20 Development Working Group Food Security and Nutrition. 2015. *Implementation Plan of the G20 Food Security and Nutrition Framework*.
<http://www.g20.org/English/Documents/PastPresidency/201512/P020151228360398481070.pdf>
- Galiani, S., and E. Schargrodsy. "Property Rights for the Poor: Effects of Land Titling." *Journal of Public Economics* 94, no. 9 (2010): 700-729.
- Gandhi, R., Veeraghavan, R., Toyama, K., and V. Ram Prasad. 2009. "Digital Green: Participatory Video for Agricultural Extension", Information Technologies for International Development, MIT Press. [http://itidjournal.org/itid/article/view/322\(link is external\)](http://itidjournal.org/itid/article/view/322(link%20is%20external))
- Gardeva, A., and E. Rhyne. 2011. *Opportunities and obstacles to financial inclusion: Survey report*. Center for Financial Inclusion, July.
- Garikipati, S. 2009. "Landless but Not Assetless: Female Agricultural Labour on the Road to Better Status, Evidence from India." *The Journal of Peasant Studies*, 36(3), 517-545.
- Gebregziabher, G., and S.T. Holden. 2011. "Distress Rentals and the Land Rental Market as a Safety Net: Contract Choice Evidence from Tigray, Ethiopia." *Agricultural Economics*, 42(s1), 45-60.
- Geest, K. 2010. "Rural Youth Employment in Developing Countries: A Global View." Retrieved from <http://dare.uva.nl/record/390491>
- Ghebru, H., and S. T. Holden. 2008. "Factor Market Imperfections and Rural Land Rental Markets in Northern Ethiopian Highlands." *The Emergence of Land Markets in Africa: Assessing the Impacts on Poverty, Equity and Efficiency*, 74-92.
- Gisselquist, D., and J. Grether. 2000. "An Argument for Deregulating the Transfer of Agricultural Technologies to Developing Countries." *World Bank Economic Review* 14 (1):111-27.
- Glasser, M., and U.Raich. 2008. *The Urban Transition in Tanzania*. World Bank: Washington, DC.
- Glewwe, P., Jacoby, H. G., and E.M. King. 2001. "Early Childhood Nutrition and Academic Achievement: a Longitudinal Analysis." *Journal of Public Economics*, 81(3), 345-368.
- Goyal, A., and J.D. Nash. 2016. *Reaping Richer Returns: Public Spending Priorities for African Agriculture Productivity Growth*. Washington, D.C.: World Bank Group.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/657671476866050422/Reaping-richer-returns-public-spending-priorities-for-African-agriculture-productivity-growth>
- Greatrex, H., Hansen, J.W., Garvin, S., Diro, R., Blakeley, S., Le Guen M, Rao, K.N., and D.E. Osgood. 2015. *Scaling Up Index Insurance for Smallholder Farmers: Recent Evidence and Insights*. CCAFS Report No. 14 Copenhagen: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CAAFS). Available online at: www.ccafs.cgiar.org

- Grossman, J., and M. Tarazi. 2014. "Serving Smallholder Farmers: Recent Developments in Digital Finance," *Focus Note* 94. Washington, D.C.: CGAP, June http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2014/09/25/000333037_20140925123644/Rendered/PDF/909570BRI0Box30der0Farmers0Jun02014.pdf
- Guhan, S. 1994. "Social Security Options for Developing Countries." *International Labour Review*, 133(1): 35-53.
- Gutmann, J., and S. Voigt. 2014. "Lending a Hand to the Invisible Hand? Assessing the Effects of Newly Enacted Competition Laws." *Assessing the Effects of Newly Enacted Competition Laws* (February 8, 2014).
- Hayami, Y., and V. Ruttan. 1985. *Agricultural development: An International Perspective*. Johns Hopkins University Press.
- Heady, C. 2003. "The Effect of Child Labor on Learning Achievement." *World Development*, 31(2), 385-398.
- Heinert, S., and T.G. Roberts. 2016. *Engaging Rural Youth in Entrepreneurship through Extracurricular and Co-curricular Systems*. Retrieved from <http://www.oired.vt.edu/innovate/wp-content/uploads/2015/09/HeinertRobertsFINAL.pdf>
- Hoddinott, J., Rosegrant, M., and M. Torero. 2012. "Hunger and Malnutrition."
- Hoddinott, J., Berhane, G. Gilligan, D.O., Kumar, N. and A. Taffesse. 2012. "The Impact of Ethiopia's Productive Safety Net Programme and Related Transfers on Agricultural Productivity." *Journal of African Economies*, 21(5): 761-786. World Food Programme. 2012. Ethiopia productive safety net programme. Rome, World Food Programme (available at <http://www.wfp.org/sites/default/files/PSNP%20Factsheet.pdf>).
- Holden, S. T., and K. Otsuka. 2014. "The Roles of Land Tenure Reforms and Land Markets in the Context of Population Growth and Land Use Intensification in Africa." *Boserup and Beyond: Mounting Land Pressures and Development Strategies in Africa* 48 (October): 88-97. doi:10.1016/j.foodpol.2014.03.005.
- Holden, S. T., Deininger, K., and H. Ghebru. 2011. "Tenure Insecurity, Gender, Low-Cost Land Certification and Land Rental Market Participation in Ethiopia." *The Journal of Development Studies*, 47(1), 31-47.
- Holden, S. T., Otsuka, K. and F. M. Place. 2009. "Land markets and Development in Africa." *The Emergence of Land Markets in Africa: Assessing the Impacts on Poverty, Equity, and Efficiency*: 3-17.
- Holden, S. T., and M. Bezabih. 2008. "Gender and Land Productivity on Rented Land in Ethiopia." *The Emergence of Land Markets in Africa: Assessing the Impacts on Poverty, Equity and Efficiency*, 179-98.
- Hussein, K. and Suttie, David. 2016. *Rural-Urban Linkages and Food Systems in Sub-Saharan Africa*. Rome: IFAD.
- IFAD. 2016. *Rural Development Report: Fostering Inclusive Rural Transformation*. Rome.
- . 2014. *Rural Women's Leadership Programme. Madagascar, Nepal, the Philippines and Senegal. Good Practices and Lessons Learned (2010-2013)*. Rome.
- . 2011. *Women and Rural Development*. Rome

- Indiresean, J. 2010. *Ek Mouka: Developing employability through training*. India and Washington, D.C.: CAP Foundation and USAID.
- International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2013. “2012 Global Food Policy Report.” Washington, DC: International Food Policy Research Institute. <http://www.ifpri.org/publication/2012-global-food-policy-report>.
- IIED. 2015. *Fruitful Change: Rural-Urban Transformation in Vietnam’s Mekong Delta*. London: IIED. Available at <http://pubs.iied.org/pdfs/17332IIED.pdf>.
- International Labour Organisation. 2016. *Structural Transformation to Boost Youth Labour Demand in Sub-Saharan Africa: The Role of Agriculture, Rural Areas and Territorial Development*
- . 2015. *World Employment Social Outlook: Trends 2015*.
- . 2015. Greening the Rural Economy and Green Jobs. Decent work in the rural economy. Policy guidance notes.
- . 2014. *World Social Protection Report 2014/15. Building Economic Recovery, Inclusive Development and Social Justice* ILO.
- . 2013. “Global Employment Trends for Youth 2013”. Geneva
- . 2008. *Promotion of Rural Employment for Poverty Reduction*. International labor Conference, 97th Session. Geneva
- Jacoby, H. G., Li, G., and S. Rozelle. 2002. “Hazards of Expropriation: Tenure Insecurity and Investment in Rural China.” *The American Economic Review*, 92(5), 1420-1447.
- Jayne, T.S., and L. N. Traub. 2016. “Megatrends Transforming Africa’s Food System.” *Foreign Affairs*.
- Jayne, T.S., Chamberlin, J. and D. D. Headey. 2014. “Land Pressures, the Evolution of Farming Systems, and Development Strategies in Africa: A Synthesis.” *Boserup and Beyond: Mounting Land Pressures and Development Strategies in Africa* 48 (October): 1–17. doi:10.1016/j.foodpol.2014.05.014.
- Jayne, T.S., and S. Rashid. 2013. “Input Subsidy Programs in Sub-Saharan Africa: A Synthesis of Recent Evidence.” *Agricultural Economics* 44(6):1-16.
- Jin, S., and T.S. Jayne. 2013. “Land Rental Markets In Kenya: Implications for Efficiency, Equity, Household Income, and Poverty.” *Land Economics*, 89(2), 246-271.
- J-PAL. 2013. “J-PAL Youth Initiative Review Paper.” Cambridge, MA: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab.
- Karlan, D., McConnell, M., Mullainathan, S., and J. Zinman. 2016. “Getting To The Top Of Mind: How Reminders Increase Saving.” *Management Science*.
- Karlan, D., and J. Zinman. 2011. “Microcredit in Theory And Practice: Using Randomized Credit Scoring For Impact Evaluation.” *Science*, 332(6035), 1278-1284.
- Kassie, M., and S.T. Holden. 2008. “Kinship, Tenure Insecurity, Input Use, and Land Productivity: the Case of Sharecropping in Ethiopia.” *The Emergence of Land Markets in Africa: Impacts on Poverty and Efficiency*, 197-212.
- Kato, T., and M. Greeley. 2016. “Agricultural input subsidies in Sub-Saharan Africa.” *Development Studies – Past, Present, and Future* 47(2). Institute of Development Studies.

- Kendall, J., and R. Voorhies. "The Mobile-Finance Revolution." *Foreign Affairs*, February 12, 2014. <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2014-02-12/mobile-finance-revolution>.
- Kienzle, J., Ashburner, J.E., and B.C. Sims. 2013. "Mechanization for Rural Development: A review of Patterns and Progress from around the World." *Integrated Crop Management*, Vol. 20. FAO. Rome.
- Kilara, T., and A. Latortue. 2012. *Emerging Perspectives on Youth Savings*. CGAP, Washington DC.
- Kimenyi, M., Adibe, J., Djire, M., Jirgi, A., Kergna, A., Deressa, T., Pugliese, J., and A. Westbury. 2014. "The Impact of Conflict and Political Instability on Agricultural Investments in Mali and Nigeria." *Africa Growth Initiative Working Paper 17*. Brookings Institute.
- Kirui, O. K., Okello, J.J., Nyikal, R. A. and G. W. Njiraini. 2013. "Impact of Mobile Phone-Based Money Transfer Services in Agriculture: Evidence from Kenya." *Quarterly Journal of International Agriculture* 52, no. 2: 141–162.
- Kluve, J, Puerto, S, Robalino, D, Romero, J.R, Rother, F, Stöterau, J, Weidenkaff, F, Witte, W. 2016. Do Youth Employment Programs Improve Labor Market Outcomes? A Systematic Review. IZA DP No. 10263.
- Kondylis, F., Mueller, V., and J.S. Zhu. 2014. "Seeing is Believing? Evidence from an Extension Network Experiment." *Impact Evaluation series; Policy Research Working Paper; 7000*. World Bank. Washington, DC.
- Kranton, R. E. and A.V. Swamy. 1999. "The Hazards of Piecemeal Reform: British Civil Courts and the Credit Market In Colonial India." *Journal of Development Economics*, 58(1), 1-24.
- Kuepie, M., Nordman, C.J. and F. Roubaud. 2009. "Education and Earnings in Urban West Africa." *Journal of Comparative Economics*, 37(3), pp.491-515.
- Kydd, J. and Dorward, A. 2004. "Implications of Market and Coordination Failures for Rural Development in Least Developed Countries." *Journal of International Development* 16(7):951-970.
- Langyinto, A.S., Mwangi, A., Dialo, J., MacRobert, J., Dixon, J., and Baziger, M. 2010. "Challenges of the Maize Seed Industry in Eastern and Southern Africa: A Compelling Case for Private-Public Interventions to Promote Growth." *Food Policy* 35 (4):323-31.
- Lio, M. and M.C. Liu. 2008. "Governance and Agricultural Productivity: A Cross-National Analysis." *Food Policy* 33(6):504-12.
- Liu, Y., Hu, W., Jette-Nantel, S., and Tian, Z. 2014. "The Influence of Labor Price Change on Agricultural Machinery Usage in Chinese Agriculture." *Canadian Journal of Agricultural Economics* 62: 219-243
- Liverpool-Tasie, L.S.O., and H. Takeshima. 2013. "Input Promotion Within a Complex Subsector: Fertilizer in Nigeria", *Agricultural Economics* 44: 581–94
- Losch, B., Fréguin-Gresh, S., and E. T. White. 2012. *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*. Washington, DC: World Bank.
- Lunduka, R. W. 2009. *Land Rental Markets, Investment and Productivity under Customary Land Tenure Systems in Malawi* (Doctoral dissertation, Norwegian University of Life Sciences).

- Maïga, E., Christiaensen, L. and A. Palacios-Lopez. 2015. December. "Are Youth Exiting Agriculture en Masse." In *STAARS Conference in Addis Ababa*.
- Maluccio, J. A., Hoddinott, J., Behrman, J. R., Martorell, R., Quisumbing, A. R., and A.D. Stein. 2009. "The Impact of Improving Nutrition during Early Childhood on Education among Guatemalan Adults." *The Economic Journal*, 119(537), 734-763.
- Masiyiwa, S. 2016. "Mobile Revolution 2.0." *Foreign Affairs*, February 16, 2016. <https://www.foreignaffairs.com/sponsored/mobile-revolution-20>.
- Mason, N.M., Jayne, T.S. and R. Mofya-Muhuka. 2013. "Zambia's Input Subsidy Programs", *Agricultural Economics* 44.6: 613–28
- Mattaleb, K. A., Krupnik, T., Erenstein, O. 2016. "Factors Associated with Small-Scale Agricultural Machinery Adoption in Bangladesh: Census Findings." *Journal of Rural Studies* 46:155-168.
- Mattero, M. 2010. "Second Chance Education for Out-of-School Youth: A Conceptual Framework and Review of Programs." *World Bank Working Paper*. Washington, DC: World Bank.
- McKenzie, D. and C. Woodruff. 2013. "What Are We Learning from Business Training and Entrepreneurship Evaluations around the Developing World," mimeo. Coventry, England: University of Warwick.
- McCullough, E. 2015. Labor Productivity and Employment Gaps in Sub-Saharan Africa. *Policy Research Working Paper 7234*. World Bank. Washington, D.C.
- Minde, I., et al. (2012), "Food system dynamics: anticipating and adapting to change", Working Paper No. 1, Modernizing African Food Systems (MAFS), Michigan State University CANR/MSUE/MAES, East Lansing, MI, available at: www.mafs-africa.org/uploads/files/mafs_working_paper_1_-_anticipating_and_adapting_to_change.pdf
- Moreira, V., Kureski, R., da Veiga, C. 2016. Assessment of the Economic Structure of Brazilian Agribusiness. *The Scientific World Journal*. <http://dx.doi.org/10.1155/2016/7517806>
- Nakasone, E., Torero, M. and B. Minten. "The Power of Information: The ICT Revolution in Agricultural Development." *Annual Review of Resource Economics* 6, no. 1 (November 10, 2014): 533–50. doi:10.1146/annurev-resource-100913-012714.
- Nkonya, E., Anderson, W., Kato, E., Koo, J., Mirzabaev, A., von Braun, J., and Meyer, S. 2016. Global cost of land degradation. In *Economics of land degradation and improvement- A global assessment for sustainable development*, ed. Nkonya, E., Mirzabaev, A., and von Braun, J. Chapter 6, pp. 117 - 165.
- Okonjo-Iweala, N. and J. Madan "Shine a Light on the Gaps." *Foreign Affairs*, February 16, 2016. <https://www.foreignaffairs.com/sponsored/shine-light-gaps>.
- Ommani, A. 2011. "Social, Economic, and Farming Characteristics Affecting Perceptions of Rural Youths Regarding the Appropriateness of a Career in Production Agriculture." *Australian Journal of Basic and Applied Sciences* 5(9): 2269-2273.
- Ortiz, S. 2015. "Employment Instability and the Restructuring of Rural and Rural-Urban Labor Markets in Two Latin American Export Industries". In Oya, C. and Pontara, N. (eds). *Rural Wage Employment in Developing Countries: Theory, Evidence, and Policy*. Routledge.

- Otsuka, K. 2007. "The Rural Industrial Transition in East Asia: Influences and Implications", in Haggblade, S., P. Hazell, and T. Reardon, eds., *Transforming the Rural Non-Farm Economy – Opportunities and Treats in the Developing World*, John Hopkins University Press: Baltimore.
- Oya, C., and N. Pontara (eds). 2015. *Rural Wage Employment in Developing Countries: Theory, Evidence, and Policy*. Routledge ISS Studies in Rural Livelihoods. Routledge.
- Page, J. 2012. *Youth, Jobs, and Structural Change: Confronting Africa's "Employment Problem."* African Development Bank Tunis, Tunisia. Retrieved from http://adapt.it/adapt-indice-a-z/wp-content/uploads/2014/09/john_20121.pdf
- Peters, P. E. 2013. "Land Appropriation, Surplus People and a Battle over Visions of Agrarian Futures in Africa." *Journal of Peasant Studies*, 40(3), 537-562.
- Pingali, P. 2015. "Agricultural Policy and Nutrition Outcomes: Getting Beyond the Pre-occupation with Staple Grains." *Food Security* 7:583-91.
- Pingali, P. 2007. "Agricultural Mechanization: Adoption Patters and Economic Impact." In Evenson, R., and Pingali P. (eds) *Handbook of Agricultural Economics*, Volume 3. Elsevier B.V.
- Pyburn, R., Audet-Bélanger, G., Dido, S., Quiroga, G., and I. Flink. "Unleashing potential: gender and youth inclusive agri-food chains." http://213ou636sh0ptphd141fgei1.wpengine.netdna-cdn.com/sed/wp-content/uploads/sites/2/2016/03/SNV-KIT_WPS_7-2015.pdf
- Rahmn, A. 2014. "Investment Climate Reforms and Job Creation in Developing Countries. What Do We Know and What Should We Do?" *Policy Research Working Paper*. 7025. World Bank. Washington, DC.
- Ramirez, R., and L. Fleischer-Proaña. 2013. "Saving Together: Group-Based Approaches to Promote Youth Savings." *Freedom from Hunger*.
- Ricker-Gilbert, J., Jumbe, C., and J. Chambelin. (2014). How Does Population Density Influence Agricultural Intensification and Productivity? *Food Policy* 48:114-128.
- S4YE (Goldin, N. and M. Hobson with P. Glick, M. Lundberg, S. Puerto). 2015. "Toward Solutions for Youth Employment: A Baseline for 2015." *Solutions for Youth Employment*, Washington D.C
- Sadras, V.O., Cassman, K.G., Grassini, P., Hall, A.J., Bastiaanssen, W.M.G., Laborte, A.G., Milne, A.E., Sileshi, G., and P. Steduto, 2015. "Yield gap analysis of field crops: Methods and case studies." *FAO Water Reports* 41. Rome.
- Samson, M., Nyokangi, E., Yang, M. Estruch, E., and C. Rapone. 2015. *Social protection and agricultural development: transformational approaches to strengthening the decent work agenda*. Rome: FAO.
- Satterthwaite, D. and C. Tacoli. 2003. *The Urban Part of Rural Development: The Role of Small and Intermediate Urban Centers in their Regional and Local Economies, Including Rural Development and Poverty Reduction*. (No. 9). IIED. Montpellier, France.
- Schubert, J., and P. Cood. 2012. *Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth*, McKinsey Global Institute, Boston, MA, available at: www.mckinsey.com/mgi

- Schultz, T. P. 2004. "Evidence of Returns to Schooling in Africa from Household Surveys: Monitoring and Restructuring the Market for Education." *Journal of African Economies*, 13(suppl 2), ii95-ii148.
- Seager, P.J., and R.S. Fieldson. 1984. Public Sector Tractor Hire and Equipment Hire Schemes in Developing Countries. Paper prepared by the Overseas Division of NIAE.
- Sheahan, M. and Barrett, C.B. 2014. "Understanding the agricultural input landscape in Sub-Saharan Africa: Recent plot, household, and community-level evidence." *Policy Research Working Paper* 7014. World Bank. Washington, DC.
- Sjaastad, E. "Trends in the Emergence of Agricultural Land Markets in Sub-Saharan Africa." In *Forum for Development Studies*, vol. 30, no. 1, pp. 5-28. Taylor & Francis Group, 2003.
- Söderbom, M., Teal, F. and A. Harding. 2006. "The Determinants of Survival among African Manufacturing Firms." *Economic Development and Cultural Change*, 54(3), pp.533-555.
- Sparreboom, T., and A. Staneva. 2014. "Is Education the Solution to Decent Work for Youth in Developing Economies?" *Work4Youth Publication Series*, 23. Retrieved from http://www.redetis.iipe.unesco.org/wp-content/uploads/2014/12/is_education_the_solution_to_decent_work.pdf
- Spencer, D., Deen, S., Fornah, D., and P. Sesay. 2008. *Promoting Linkages for Livelihood Security and Economic Development (LINKS) Final Evaluation*.
- Spielman, D.J., Kelemwork, D., and D. Alemu. 2011. "Seed, Fertilizer and Agricultural Extension in Ethiopia." Ethiopia Strategy Support Program II Working Paper 020, IFPRI, Addis Ababa.
- Staatz, J. and N. Dembele. 2007. "Agriculture for Development in Sub-Saharan Africa." Background paper for the WDR 2008.
- Sumberg, J., Anyidoho, N. A., Chasukwa, M., Chinsinga, B., Leavy, J., Getnet Tadele, Whitfield, S. and J. Yaro. 2014. *Young People, Agriculture, and Employment in Rural Africa*. Helsinki: WIDER. Retrieved from http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2014/en_GB/wp2014-080/
- Suttie, D., and Karim Hussein. 2015. *Territorial approaches, rural-urban linkages and inclusive rural transformation*. <https://www.ifad.org/documents/10180/36a5e671-b321-4ba9-9d60-49b3cee1c0d2>
- Swiss Agency for Development and Cooperation. 2011. *Evaluation of SDC's Vocational Skills Development Activities*. Retrieved from www.deza.admin.ch/ressources/resource_en_202341.pdf
- .
- Teal, F., 2011. "Higher Education and Economic Development in Africa: A Review of Channels and Interactions." *Journal of African Economies*, 20(suppl 3), pp.iii50-iii79.
- The MasterCard Foundation and Boston Consulting Group. 2015. *Youth Financial Services: Prospects and Challenges: The MasterCard Foundation and Boston Consulting Group*.
- Thirtle, C., Townsend, R., and J. van Zyl. 1998. "Testing the Induced Innovation Hypothesis: An Error Correction Model of South African Agriculture." *Agricultural Economics* 19:145-157.

- Torkelsson, A. 2012. "Sex disaggregated data on agriculture, water and food security lessons from the Kenya." In *World Water Week Seminar on Global Practice in Promoting Gender Equality in the Water Sector*, Stockholm.
- Tschirely, D.J., Haggblade, S., and J.B. Kaneene. 2015a. "Special Issue Introduction: Sub Saharan Africa's Agri-Food System in Transition," *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies* 5 (2): 94-101.
- Tschirely, D.J., Snyder, J., Dolislager, M., Reardon, T., Haggblade, S., Goeb, J., Traud,, L., Ejobi, F, and Meyer, F. 2015b. "Africa's Unfolding Diet Transformation: Implications for Agri-food System Employment," *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies* 5 (2): 102-136.
- UNIDO 2008. "Creating an Enabling Environment for Private Sector Development in Sub-Saharan Africa". Vienna.
- Uwezo 2010. *Are Our Children Learning?* Annual Learning Assessment Report Tanzania 2010.
- Vargas-Lundius, R., and D. Suttie. 2013. Investing in Young Rural People for Sustainable and Equitable Development. *IFAD, Rome, Italy*.
- Van der Geest, K. 2010. *Rural Youth Employment in Developing Countries: A Global View*. FAO. Rome.
- WWAP (United Nations World Water Assessment Program). *The United Nations Water for Development Report 2015: Water for a Sustainable World*. Paris, UNESCO
- Whalen, M. 2010. *Report of prepara ami ba serbisu (PAS) project final evaluation*. Washington, DC: EDC.
- White, B. 2012. "Agriculture and the Generation Problem: Rural Youth, Employment and the Future of Farming." *IDS Bulletin*, 43(6), 9–19.
- . World Bank 2016a. *Transforming Vietnamese Agriculture: Gaining More from Less*. World Bank, Washington, D.C.
- . 2016b. *World Development Report 2016: Digital Dividends*. World Bank.. Washington, DC.
- . 2016c. *Enabling the Business of Agriculture 2016: Comparing Regulatory Good Practice*. World Bank. Washington, DC.
- . 2016d. *The Dynamics of Rural Growth in Bangladesh: Sustaining Poverty Reduction*. World Bank. Washington, DC.
- . 2015a. *Ending Poverty – and Hunger by 2030: An Agenda for the Global Food System*. World Bank. Washington, DC.
- . 2015b. *Future of Food: Shaping a Climate-Smart Global Food System*. World Bank. Washington, DC.
- . 2015c. "Republic of India: Agricultural Growth and Rural Non-Farm Economy." Report No: AUS9717. South Asia Region. World Bank. Washington, DC.
- . 2014. *Global Financial Development Report 2014*. Financial Inclusion. World Bank. Washington, D.C.
- . 2013. *Africa Development Indicators 2012/2013*. World Bank.. Washington, DC.
- . 2012a. *World Development Report 2013: Jobs*. World Bank. Washington, D.C.

- . 2012b. *Youth Employment Programs: An Evaluation of World Bank and International Finance Corporation Support*.
- . 2012c. *Cambodian Agriculture in Transition: Opportunities and Risks*. World Bank. Washington DC.
- . 2010a. *World Development Report 2010: Development and Climate Change*. World Bank. Washington DC.
- . 2010b. “Active labor market programs for youth: A framework to guide youth employment interventions.” *Employment Policy Primer*, Issue number 16. World Bank. Washington, DC.
- . 2009. *Gender Sourcebook*. World Bank. Retrieved from <http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/CompleteBook.pdf>
- .
- . 2007a. *World Development Report 2008. Agriculture for Development*. World Bank, Washington, DC.
- . 2007b. Tanzania – Pilot Rural Investment Climate Assessment: Stimulating Non-farm Microenterprise Growth. Report No. 40108-TZ. World Bank. Washington, DC.
- . 2006. *World Development Report 2007. Development and the Next Generation*. World Bank, Washington, DC.
- . 2005. *Local Government Taxation Reform in Tanzania: A Poverty and Social Impact Analysis*. Report No. 34900-TZ. World Bank. Washington, DC.
- . 2004. *The Rural Investment Climate: Analysis and Findings*. World Bank. Washington D.C.
- Xu, Z., Burke, W.J., Jayne, T.S. and J. Govereh. 2009a. “Do Input Subsidy Programs Crowd In or Crowd Out Commercial Market Development? Modeling Fertilizer Use Decisions in a Two-Channel Marketing System”, *Agricultural Economics* 40.1: 79–94.
- Yamano, T., Place, F., Nyangena, W., Wanjiku, J. and K. Otsuka. “Efficiency and Equity Impacts Of Land Markets in Kenya” in *The Emergence of Land Markets in Africa: Impacts on Poverty, Equity and Efficiency* ed S.T. Holden, K. Otsuka, F. Place, Resources for the Future Press, Washington, DC (2008), pp. 93–111
- Yang, J., Huang, Z., Zhang, X., and T. Reardon. 2013. The Rapid Rise of Cross Regional Agricultural Mechanization Services in China. *American Journal of Agricultural Economics* 95(5):1245-1251
- Yeboah, F. K., Jayne, T. S. and Transition FAO Headquarters. 2016. “Africa’s Evolving Employment Structure: Causes and Consequences.” <http://www.fao.org/3/a-bp111e.pdf>.

¹ G20 2014a.

² G20 Development Working Group Food Security and Nutrition 2015. <http://www.g20.org/English/Documents/PastPresidency/201512/P020151228360398481070.pdf>

³ G20 2014b. http://www.g20.utoronto.ca/2014/brisbane_action_plan.pdf

⁴ G20 2014c. http://www.g20australia.org/sites/default/files/g20_resources/library/2014%20LEMM%20Declaration.pdf

⁵ <http://www.g20ewg.org/index.php/2015-07-09-20-38-21/employment-plans>

⁶ <http://www.g20ewg.org/>

⁷ <http://www.g20.utoronto.ca/2016/160713-labour.html#annex1>

⁸ <http://www.fao.org/3/a-au866e.pdf>

⁹ La définition des Nations Unies, qui est utilisée dans le présent document, établit que les jeunes sont les personnes âgées entre 15 et 24 ans. Bien qu'il existe d'autres définitions, fournies notamment par la Charte africaine de la jeunesse, selon laquelle est jeune toute personne âgée entre 15 et 35 ans, celle des Nations Unies sert de référence pour la jeunesse dans les indicateurs des objectifs de développement durable.

¹⁰ Bloom et al. 2003.

¹¹ Statistiques des Nations Unies sur la population.

¹² S4YE 2015.

¹³ OIT 2013.

¹⁴ OIT 2013.

¹⁵ Au taux de 1,25 dollar US par jour (OIT, 2013).

¹⁶ Selon la définition et les données contenues dans S4YE (2015), la vulnérabilité de l'emploi concerne les emplois précaires et vulnérables aux chocs externes, et exposés à des fluctuations économiques ou à des facteurs propres au secteur d'activité qui, en retour, peuvent avoir des répercussions sur les travailleurs, telles qu'une réduction salariale, la résiliation du contrat de travail, un temps de travail plus long sans rémunération, etc. Compte tenu des contraintes liées aux données, l'auto-emploi et le travail familial sans solde sont utilisés comme un indicateur de l'emploi vulnérable, étant entendu que tous les emplois indépendants exercés par les jeunes ne sont pas nécessairement vulnérables.

¹⁷ Filmer and Fox 2014, Fields 2015.

¹⁸ Division de la population des Nations Unies

¹⁹ Banque mondiale 2006.

²⁰ Pieters 2013.

²¹ Maiga et al. 2015.

²² van der Geest 2010.

²³ Sur l'échantillon de 28 pays concernés par les enquêtes sur le passage de l'école à l'emploi (SWTS), l'écart fort élevé entre le chômage en milieu rural et celui en milieu urbain dans des pays tels que le Bangladesh, la Jordanie, le territoire palestinien occupé, et plus particulièrement l'Égypte, semble indiquer que les facteurs socioéconomiques jouent un rôle crucial dans l'accès des femmes à l'emploi (Elder et al. 2015).

²⁴ Les SWTS réalisées par l'OIT constituent une source de données ciblées sur les jeunes, qui, bien qu'offrant des estimations démographiques désagrégées (par résidence, âge et sexe), s'avère néanmoins limitée car elle fournit un aperçu ponctuel (2012-2013) des 28 pays concernés par l'enquête. La description de variation régionale de l'emploi des jeunes dans cette section est basée sur cet ensemble de données. Pour un examen approfondi de la variation transfrontalière en Afrique, nous avons utilisé les données nationales plus représentatives découlant de l'enquête sur les niveaux de vie (LSMS) effectuée dans 9 pays de l'Afrique subsaharienne.

²⁵ Oya et Ponatara 2015.

²⁶ Elle représente également 10% voire plus de l'emploi des jeunes en milieu urbain dans un certain nombre de pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, tels que le Bénin, l'Ouganda, la Zambie et El Salvador (Elder et al. 2015), ce qui sans doute reflète l'émergence de petites villes secondaires qui brouillent les limites entre zones rurales et urbaines.

²⁷ Le jeune travailleur moyen en Afrique vit en milieu rural et travaille dans l'exploitation familiale. Cette moyenne varie radicalement en fonction du niveau du revenu national – ainsi, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, elle est considérablement faible et se rapproche de celle établie par l'OCDE (BAD, OCDE, PNUD et CENUA 2012).

²⁸ Yeboah et Jayne (2016) soutiennent que l'agriculture continuera d'être la principale source d'emploi dans la plupart des neuf pays couverts par l'enquête, à savoir Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie, du moins au cours de la prochaine voire des prochaines décennie(s).

²⁹ Selon Yeboah et Jayne (2016), les jeunes et les jeunes adultes au Nigeria s'adonnent à l'agriculture à un rythme plus élevé que le taux de croissance de leur population et le taux de création des emplois dans le secteur non agricole. Cette situation a conduit à une hausse de la part de l'emploi agricole sur le total des emplois, passant de 50,5% à environ 61,1% au sein des jeunes pour les périodes 2010/2011 et 2012/2013.

³⁰ Yeboah et Jayne 2016.

³¹ Oya et Pontara 2015.

³² Banque mondiale 2015a.

³³ Emerick 2015.

³⁴ Banque mondiale 2015c.

³⁵ Tschirley et al. 2015b.

³⁶ Yeboah et Jayne 2016.

³⁷ <http://www.g20.utoronto.ca/2016/good-practices-on-family-farming.html>

³⁸ <http://www.g20.utoronto.ca/2016/160713-labour.html#annex1>

³⁹ AGRA 2015.

⁴⁰ FAO, CTA, FIDA. 2014.

⁴¹ AGRA. 2015.

⁴² Banque mondiale 2009.

⁴³ FAO, CTA, FIDA. 2014; PNUD, DAES. Fiche d'informations. Participation des jeunes au processus politique et décisionnel

⁴⁴ Par exemple le processus de consultation au Brésil au titre de la politique nationale d'éducation à l'environnement, à laquelle ont participé 11 à 15 élèves du primaire, les communautés indigènes, les populations rurales et des groupes d'enfants de la rue.

-
- ⁴⁵ Jeunes – nourrir l’avenir. Remédier aux défis qui se posent aux jeunes de 15 à 17 ans en milieu rural, pour se préparer et accéder à un emploi décent. <http://www.fao.org/3/a-bl631e.pdf>
- ⁴⁶ FAO, FIDA MIJARC. 2012.
- ⁴⁷ PNUD, DAES. Fiche d’informations. Participation des jeunes au processus politique et décisionnel
- ⁴⁸ A la suite du Sommet de l’Union africaine de 2011, plusieurs Etats membres ont commencé à inviter systématiquement les jeunes au dialogue politique organisé au niveau national. FAO, CTA, FIDA. 2014.
- ⁴⁹ Banque mondiale 2009.
- ⁵⁰ FAO, FIDA MIJARC. 2012.
- ⁵¹ FAO, CTA, FIDA. 2014.
- ⁵² FAO, CTA, FIDA. 2014.
- ⁵³ Asian Farmers’ Association, 2015. A viable future: attracting the youth to agriculture. Issue paper Vol.7, June 2015.
- ⁵⁴ Le *Pacific Youth in Agriculture Network* a créé des pages Facebook incitant les jeunes à participer aux discussions sur les politiques et stratégies ; d’autres exemples sont contenus dans la fiche d’information du PNUD et du DAES.
- ⁵⁵ Le Brésil a institutionnalisé le dialogue sur les accords internationaux relatifs à l’agriculture avec des jeunes issus des différentes classes sociales. FAO, CTA, FIDA. 2014.
- ⁵⁶ Les représentants des jeunes ont participé à une séance préparatoire du Forum des producteurs 2012 organisé par le FIDA, qui a débouché sur l’adoption d’une déclaration des jeunes et la désignation de points focaux jeunes, dont le mandat consiste à faire prendre en compte les préoccupations des jeunes dans les différents programmes.
- ⁵⁷ FIDA 2014.
- ⁵⁸ Politique nationale du Ghana et du Nigeria en faveur de la jeunesse
- ⁵⁹ La FAO appuie le ministère de la Jeunesse, de l’Emploi et de la Construction Citoyenne au Sénégal à travers son approche intégrée par pays pour l’élaboration d’une politique concernant l’emploi des jeunes en milieu rural. Cette politique repose sur quatre principaux piliers : (i) la relance économique pour la création d’emplois ; (ii) l’investissement dans le capital humain ; (iii) le renforcement de la participation des jeunes en milieu rural au processus politique et décisionnel au niveau national ; et (iv) la simplification du cadre de gouvernance en vue de mesures efficaces pour la création d’emplois en faveur des jeunes en milieu rural. L’objectif final est d’orienter l’appui vers la création de 100 000 à 150 000 emplois par an.
- ⁶⁰ Au Guatemala, la FAO accompagne, dans le cadre de son approche intégrée par pays, la mise au point d’une stratégie pour l’emploi des jeunes en milieu rural dans le département de San Marcos, sous la conduite du ministère du Travail. Une évaluation a été menée avec l’appui de la cellule de réflexion ASIÉS afin de mieux cerner les défis rencontrés par les jeunes et les perspectives d’emploi en milieu rural dans ce département. Dans le cadre de cette stratégie, la FAO appuiera la création du premier guichet unique de l’emploi en milieu rural.
- ⁶¹ Aux Philippines, l’Asian Farmers’ Association for Sustainable Rural Development fait pression pour l’élaboration d’une Grande Charte des jeunes producteurs, qui tiendra compte des aspirations des jeunes femmes et hommes dans ce secteur et mettra en valeur leurs rôles et contributions à l’agriculture familiale. Le projet de loi en question protégera les droits des jeunes producteurs âgés entre 15 et 40 ans ; mettra en place des programmes pour les jeunes producteurs et institutionnalisera la représentation de ces derniers au sein de tous les organes de décision et autres organismes en matière agricole en leur réservant des sièges. AFA. 2015. Une Grande Charte des jeunes producteurs. Promouvoir la contribution des jeunes producteurs des deux sexes à l’agriculture familiale. Document de politique 5.
- ⁶² Banque mondiale 2007a.
- ⁶³ Banque mondiale 2007b.
- ⁶⁴ Banque mondiale 2009.
- ⁶⁵ <https://operations.ifad.org/documents/654016/702fdcca-fab8-4738-82c1-6ddb1e569f>
- ⁶⁶ <http://www.snv.org/project/opportunities-youth-employment-oye>
- ⁶⁷ Au Kenya, M-KOPA SOLAR fournit des services énergétiques avec paiement sans répartition aux personnes non connectées au réseau électrique : <http://solar.m-kopa.com/about/our-impact/>; Ouganda SOLAR SISTER fournit formation et appui aux femmes afin de leur permettre de créer des micro entreprises solaires. A ce jour, plus de 1200 entrepreneurs y ont contribué <https://www.solarsister.org>
- ⁶⁸ Un projet d’emplois verts en Asie financé par l’Australie et mis en œuvre entre 2010 et 2012 dans cinq pays (Bangladesh, Indonésie, Népal, Sri Lanka et les Philippines) dans l’objectif d’intensifier les interventions précédentes et de renforcer leur viabilité à long terme. OIT (2015). Travail décent dans l’économie rurale. Notes d’orientation politique. Ecologiser l’économie rurale à travers des emplois verts. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_437196.pdf
- ⁶⁹ Innover dans l’agriculture: de jeunes entrepreneurs en informatique surmontent les défis et transforment l’agriculture <http://publications.cta.int/en/publications/publication/1924/>
- ⁷⁰ Grâce aux téléphones de bas de gamme, plus de 60% des personnes qui à travers le monde ne possédaient pas de ligne fixe à la fin des années 2000 sont joignables (Rapport de la Banque mondiale 2016)
- ⁷¹ Banque mondiale 2016b
- ⁷² Banque mondiale 2007b.
- ⁷³ Diao et al. 2016.
- ⁷⁴ Banque mondiale 2016d.
- ⁷⁵ Banque mondiale 2015b.
- ⁷⁶ Banque mondiale 2010a.

-
- 77 FAO 2015a.
- 78 Nkonya et al. 2016.
- 79 WWAP 2015.
- 80 McCullough 2015
- 81 Sadras et al. 2015.
- 82 CARI <http://cari-project.org/watch-cari-farmers-share-their-success-stories/>
- 83 Programme relative à la productivité agricole en Afrique de l'Ouest
<http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/the-west-africa-agricultural-productivity-program>
- 84 FAO 2011
- 85 Une étude menée par IFPRI dans 10 pays au Sud du Sahara a montré qu'une production accrue de cultures de base, notamment le maïs, les légumineuses secs et les tubercules ainsi que des produits de l'élevage permet de réduire davantage la pauvreté qu'une plus grande production de cultures de rente, telles que le café ou les fleurs coupées. Si des ressources publiques plus importantes sont nécessaires pour stimuler encore plus la croissance agricole, un investissement public dans les principaux secteurs aura probablement un bon rapport coût-efficacité et sera plus susceptible de profiter aux pauvres que l'option consistant à favoriser la croissance du secteur des exportations agricoles (Diao et al. 2012).
- 86 Il existe des exemples de politiques axées sur les céréales qui ont produit un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.. Au Cambodge, la croissance rapide de la productivité rizicole (en réponse à la hausse des cours mondiaux) et la hausse de l'emploi dans l'industrie vestimentaire ont fortement contribué à la lutte contre la pauvreté.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/805091467993504209/pdf/96308-ESW-KH-White-cover-P145838-PUBLIC-Cambodian-Agriculture-in-Transition.pdf>
- 87 Fine et al. 2012.
- 88 Tschirley et al. 2015a, and 2015b.
- 89 Allen et al. 2016.
- 90 Minde et al. 2012.
- 91 Alexandratos et Bruinsma 2012.
- 92 Tschirley et al. 2015.
- 93 Banque mondiale 2016a.
- 94 Anderson 2009.
- 95 Pingali 2015.
- 96 Fruitful change: rural-urban transformation in **Vietnam's Mekong River** (IIED 2015; see -
<http://pubs.iied.org/pdfs/17332IIED.pdf>
- Des jeunes qui agissent en tant qu'intermédiaires entre des négociants urbains et des producteurs ruraux dans le Delta du Niger; voir résumé à l'adresse suivante <https://www.ifad.org/documents/10180/fa942a6d-d036-4b05-b2e9-08ecb637c940> (pp. 3-4); des informations complètes sur le projet sont disponibles à l'adresse: <https://operations.ifad.org/documents/654016/dcf1adf4-0f3f-48b0-8d19-2201b36497d5>
- 97 Banque mondiale 2012a.
- 98 Rahmn 2014.
- 99 Banque mondiale 2007a.
- 100 Anderson 2009.
- 101 Afram et Del Pero 2012.
- 102 Kimenyi et al. 2014.
- 103 Staatz et Dembele 2007.
- 104 Gisselquist et Grether 2000.
- 105 Lio et Liu 2008.
- 106 Freeman et Kaguongo 2003.
- 107 Spielman et al. 2011.
- 108 Langyinto et al. 2010.
- 109 Banque mondiale 2016c.
- 110 Bruhn 2011.
- 111 Rahmn 2014.
- 112 Rahmn 2014.
- 113 ONUDI 2008.
- 114 Banque mondiale 2004.
- 115 Benjamin 2014.
- 116 Ellis et Freeman 2004.
- 117 Banque mondiale 2005.
- 118 Banque mondiale 2012a.
- 119 Gutmann et Voigt 2014.
- 120 Barrett et Mutambatsere 2008a.
- 121 Barrett et Mutambatsere 2008b.
- 122 Kydd et Dorward 2004.
- 123 Jayne et Rashid 2013.

-
- ¹²⁴ Kato et Greeley 2016.
- ¹²⁵ Chirwa et Dorward 2013.
- ¹²⁶ Mason et al. 2013.
- ¹²⁷ Benin et al. 2013.
- ¹²⁸ Liverpool-Tasie et Takeshima 2013.
- ¹²⁹ Jayne et Rashid 2013.
- ¹³⁰ Xu et al. 2009.
- ¹³¹ Le programme de portefeuille mobile du Nigeria a été mis sur pied en 2012 par la Banque centrale et le ministère de l'Agriculture. Les abonnés de cette plateforme, qui s'élèvent à 14 millions, peuvent utiliser des bons électroniques pour acheter des engrais subventionnés auprès des négociants locaux, ce qui permet de relier les producteurs au système bancaire classique et de réduire le recours aux intermédiaires. Entre 2013 et 2014, le ministère des Finances de ce pays a également mis en place des mesures incitatives supplémentaires, qui ont permis au ministère de l'Agriculture d'étendre la couverture du programme de portefeuille mobile à 2,5 millions de femmes productrices. Le Rwanda s'emploie à mettre en œuvre un programme similaire (Grossman et Tarazi 2014).
- ¹³² Benin et al. 2011.
- ¹³³ Otsuka 2007; Christiaensen 2007.
- ¹³⁴ Satterthwaite et Tacoli 2003.
- ¹³⁵ Glasser et Raich 2008.
- ¹³⁶ De la même manière, des données collectées en Ethiopie et en Ouganda (Dorosh et Thurlow 2014) montrent que les travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés constituent la vaste majorité de la population active dans les municipalités rurales, tandis que les travailleurs semi-qualifiés et qualifiés sont plus nombreux dans les villes.
- ¹³⁷ Christiaensen et Todo, 2013.
- ¹³⁸ Otsuka, 2007; Christiaensen et Todo, 2013.
- ¹³⁹ Hussein et Suttie 2016.
- ¹⁴⁰ Suttie et Hussain, 2015.
- ¹⁴¹ Promouvoir l'emploi rural pour lutter contre la pauvreté. OIT, 2008.
- ¹⁴² Renforcer les liens entre zones rurales et urbaines et le rôle des implantations intermédiaires dans le Delta du Mekong au Viet Nam (IIED 2015; see - <http://pubs.iied.org/pdfs/17332IIED.pdf>)
- ¹⁴³ Pour CRFS, voir Forster, Hussein et Mattheisen, 2015.
- ¹⁴⁴ Allen et al. 2016.
- ¹⁴⁵ Ommani 2011.
- ¹⁴⁶ Kienzle et al. 2013.
- ¹⁴⁷ Sheahan et Barrett 2014.
- ¹⁴⁸ Mattaleb et al. 2016.
- ¹⁴⁹ Pingali 2007.
- ¹⁵⁰ Hayami et Ruttan 1985.
- ¹⁵¹ Liu et al. 2014.
- ¹⁵² Thirtle et al. 1998.
- ¹⁵³ Pingali 2007.
- ¹⁵⁴ Diao et al. 2014.
- ¹⁵⁵ Seager et Fieldson 1984.
- ¹⁵⁶ Yang et al. 2013.
- ¹⁵⁷ Filmer et Fox 2014.
- ¹⁵⁸ En Afrique subsaharienne, environ 60 pour cent des jeunes âgés de 15 à 24 ans parviennent à terminer l'école primaire seulement, même si le nombre d'enfants ayant terminé l'école primaire a augmenté (Filmer et Fox 2014). On constate les mêmes tendances en Asie du Sud, qui a connu la plus forte hausse des taux de scolarisation et d'achèvement du cycle primaire.
- ¹⁵⁹ Vargas et Suttie 2013
- ¹⁶⁰ Il ressort des évaluations du niveau d'apprentissage des Mathématiques et des Sciences, effectuées sur la base des normes internationales (TIMSS 2011), que sur l'ensemble des élèves de la huitième classe (Ghana) et ceux de la neuvième classe (Afrique du Sud et Botswana) ayant participé au Test, 79 % des Ghanéens et 76 % des sud-africains n'ont pas dépassé le niveau de référence le plus bas en matière d'acquisition des compétences en mathématiques (Filmer et Fox 2014). Parmi les élèves de septième année en Tanzanie, environ 20 pour cent ne savaient pas lire dans leur langue maternelle, à savoir le Kiswahili ; en deuxième année 30 pour cent ne savaient résoudre un problème de multiplication simple (relevant de ce niveau) et 50 pour cent ne savaient pas lire en anglais, la langue d'enseignement dans le secondaire (Uwezo 2010)..
- ¹⁶¹ <http://www.copenhagenconsensus.com/post-2015-consensus/nutrition>
- Sur la base de données de panel portant sur les enfants philippins, Glewwe, Jacoby et King (2001) estiment que chaque dollar investi dans les programmes de nutrition en bas-âge dans les pays en développement pourrait produire des gains d'une valeur d'au moins trois dollars en matière de réussite scolaire.
- ¹⁶² Plusieurs études ont établi un lien entre la carence en iode et la faiblesse de la fonction cognitive. En Inde, les garçons de 9 à 15 ans issus de communautés affectées par des taux de carence grave en iode étaient plus susceptibles de présenter des troubles neuronaux et une plus faible motivation à apprendre (Delisle et al., 2000). En Tanzanie, des programmes de supplémentation en iode *in utero* ont considérablement amélioré les résultats scolaires en Tanzanie, en particulier chez les filles (Field et al, 2009).

¹⁶³Selon Alderman et al (2006), si la taille médiane de l'enfant par rapport à son âge en milieu rural au Zimbabwe (touché par la guerre civile et la famine) correspondait à celui de la taille médiane d'un enfant dans un pays développé, l'âge d'achèvement de la scolarité augmenterait de 0,85 ans.. Heady (2003) a exploité les données de panel sur les ménages Ghanéens et conclue qu'en plus de la baisse de la fréquentation scolaire, le travail des enfants les épuise et leur laisse peu d'énergie pour l'école et détourne leur intérêt pour l'école.

¹⁶⁴Maluccio et al. 2009.

¹⁶⁵Afridi (2010) abouti aux mêmes résultats concernant l'impact à court terme d'un programme de cantine scolaire en zone rurale en Inde, sur les résultats scolaires.

¹⁶⁶Hoddinott et al, 2012, estiment que le coût annuel pour éradiquer la carence en vitamine A s'élève à 391 millions de dollars. Il faut 100 millions de dollars par an pour éradiquer la carence en iode.

¹⁶⁷Les gains salariaux générés par une année supplémentaire d'enseignement secondaire ou supérieur sont de l'ordre de 10 à 15 pour cent, tandis que les gains d'une année supplémentaire de scolarité primaire, sont seulement 3 – 10 pour cent (Bigsten et al., 2000 ; Schultz, 2004). Des écarts similaires sont documentés dans plusieurs pays et dans les zones urbaines (Sarcelle 2011 ; Söderbom, Sarcelle et Harding 2006 ; Bigsten et autres. 2000 ; Kuepie et al, 2009).

¹⁶⁸Filmer et Fox 2014.

¹⁶⁹<http://www.worldbank.org/en/News/Feature/2014/11/19/un-modelo-de-Mexico-para-el-mundo>

¹⁷⁰Mattero 2010.

¹⁷¹Les écoles communautaires sont courantes dans toute l'Afrique. En Zambie, écoles communautaires recrutent les personnes qui

sont âgés de 14 ans et plus, vulnérables, orphelins ou ceux qui sont incapables de couvrir les frais liés à l'éducation formelle. Au Mali, les écoles communautaires, destinés au départ aux adultes ont été élargis aux enfants en milieu rural, et dispensent l'enseignement primaire jusqu'au CM 2. En Érythrée, en vue d'assurer l'éducation de base pour tous (surtout les filles), un programme de l'UNICEF intitulé Programme d'Éducation Élémentaire Complémentaire donnait un enseignement non formel aux enfants et aux jeunes adultes (âgés de 10 à 14 ans).

¹⁷²Une équipe multidisciplinaire d'animateurs - en particulier des agents de vulgarisation formés, des enseignants et animateurs sociaux - utilise une méthodologie participative pour transmettre des connaissances agricoles et des compétences de la vie courantes aux jeunes garçons et filles (âgés de 15 à 18 ans). Pendant toute une année scolaire, ces séances se tiennent deux à trois fois par semaine sur le terrain et en classe après l'école régulière. L'emploi du temps scolaire comprend des activités culturelles telles que le chant, la danse et théâtre, ce qui permet aux jeunes de développer la confiance en soi et de maintenir les traditions culturelles locales (tiré de AGRA 2015).

¹⁷³Burundi, Cameroun, RDC, Ghana, Gaza & Cisjordanie, Kenya, Malawi, Namibie, Népal, Rwanda, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

¹⁷⁴Entre 2001 et 2011, la Banque mondiale a prêté 2,85 milliards à des programmes d'appui à l'emploi des jeunes dans 57 pays Banque mondiale, 2012b.

¹⁷⁵Betcherman et al (2007) l'échantillon qui a fait l'objet de l'analyse méta-régression comprenait 245 programmes de la Banque mondiale pris dans le répertoire des Programmes d'emploi des jeunes. Ils ont constaté que le taux de réussite ne varie pas beaucoup selon le type d'intervention et que la probabilité de l'impact positif des programmes ciblant les jeunes pauvres sur le marché de l'emploi était élevée. Étant donné que les résultats n'étaient pas ventilés selon le sexe, il n'était pas possible de pousser l'analyse de l'impact sur les jeunes filles et les jeunes gens. La méta-analyse de régression de Card et al (2010) a concerné les estimations de 199 programmes résultant de 97 études menées entre 1995 et 2007 dans les pays développés. Il est ressorti que les programmes ciblant les jeunes sont moins susceptibles de produire des effets positifs que les programmes ne ciblant pas spécifiquement les jeunes, et ne présentent aucune différence systématique entre les filles et les garçons. En outre, les programmes d'appui à la recherche d'emploi ont plus d'impacts à court terme, alors que les programmes de formation en salle et de formation sur le tas produisent de meilleurs résultats à moyen terme.

¹⁷⁶Blattman et Annan, 2011 ; Indiresean, 2010 ; Spencer et al 2008 ; Whalen, 2010.

¹⁷⁷Filmer et Fox 2014.

¹⁷⁸Banque mondiale 2012b.

¹⁷⁹Libéria - Blattman et Annan (2015) ; Ouganda – Blattman et al. (2011) ; Programme d'Appui aux Jeunes de l'Amérique Latine, repris dans d'autres pays d'Amérique latine

¹⁸⁰Attanasio et al. 2008.

¹⁸¹A titre d'exemple, le Centre Songhaï au Bénin forme les jeunes vulnérables dans le domaine de la production agricole et de l'agroalimentaire, et les accompagne en leur offrant un appui en services technologiques, en énergies renouvelables, en habitat et en infrastructures communautaires (AGRA 2015).

¹⁸²Au milieu des années 1990, le programme Jua Kali au Kenya offraient des chèques-formation aux gérants de petites fabriques ou d'ateliers de réparation. Les participants éligibles payaient 10 % du coût de la formation et recevaient des chèques pour couvrir le reste des frais. Le système de chèque-formation a suscité une réponse positive en matière d'offre, car les ONG et maîtres-artisans du secteur informel ont développé des programmes correspondant aux besoins des bénéficiaires des chèques-formation et parfois, ces programmes s'adaptaient aux horaires de travail des participants. Le programme pilote proposait des coûts de formation réduits aux travailleurs, et cela a eu un impact positif sur les revenus des participants et renforcé les capacités des associations locales chargées de distribuer les chèques (tiré de Filmer et Fox, 2014). Au Zimbabwe, le projet de l'OIT sur le Développement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural forme les maîtres artisans et les met en relation avec les apprentis, comblant ainsi les lacunes des systèmes d'apprentissage informel (AGRA 2015).

¹⁸³Le Programme National d'Apprentissage du Ghana (PAN) et le Programme National pour l'Emploi à travers l'Apprentissage de l'Inde (NETAP) sont en cours d'évaluation. <https://www.povertyactionlab.org/Yi/Evaluations>

¹⁸⁴Franklin 2015.

¹⁸⁵Bryan et al 2014.

¹⁸⁶McKenzie et Woodruff 2013.

¹⁸⁷L'analyse méta-régression des programmes d'entrepreneuriat dans les pays en développement révèle qu'ils ont un important impact positif sur les jeunes (sans distinction), en ce qui concerne leurs connaissances et gestion des entreprises, mais cela ne se traduit pas immédiatement en création et expansion d'entreprises ni en augmentation de revenus. Les services de formation et de financement offerts conjointement sont plus efficaces pour les activités au niveau des emplois, le soutien financier étant plus efficace pour les femmes et la formation en gestion d'entreprise efficace pour les entrepreneurs établis (Cho et Honorati 2014).

¹⁸⁸En Colombie, la Politique de Prêt pour le Développement Social a soutenu les programmes de formation des jeunes entrepreneurs ruraux, qui ont augmenté le taux d'embauche des participants de 13 à 14% (Castañeda et al, 2010). En Ouganda, le programme pilote, opportunités pour les jeunes a octroyé des subventions d'argent sans conditions à des groupes de jeunes pour financer leur formation ou l'auto-emploi. Des groupes de 20 à 30 jeunes ont été invités à soumettre une proposition pour financer des formations professionnelles, l'acquisition d'outils et d'autres matériels requis pour démarrer une entreprise. Cette intervention a contribué à doubler les heures de travail et augmenté les revenus et l'épargne des jeunes d'environ 50 pour cent (Blattman et al 2011). Ce programme a été étendu dans le cadre du Second Fonds d'Action Social du Nord de l'Ouganda (Banque mondiale 2012b).

¹⁸⁹OIT : Réseau pour l'Emploi des Jeunes, <http://www.ilo.org/public/english/employment/yen/>

¹⁹⁰AGRA (2015), <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/strengthening-rural-youthdevelopment-through-enterprise-programme-stryde/>

¹⁹¹Goyal et Nash 2016.

¹⁹²Kondylis et al (2014) démontrent qu'au Mozambique, la formation directe des producteurs de référence a augmenté l'adoption des innovations et le rendement, bien au-delà du modèle traditionnel décentralisé, à savoir: agent vulgarisateur - producteur de liaison.

¹⁹³En Inde, Fafchamps et Minten (2012) ont réalisé des essais contrôlés randomisés (ECR), en évaluant l'impact des messages livrés par Reuters portant sur les petits conseils pratiques en matière culturelles et la météo locale, mais ils n'ont trouvé aucun impact sur les pratiques culturelles ou les pertes de récolte. De même, Cole et Fernando (2012) ont évalué les effets du programme Aavaaj Otalo chez les producteurs de coton au Gujarat, où un système de messagerie vocale a été mis en place pour fournir des informations hebdomadairement sur la météo et des conditions de production culturale, de même qu'un système d'assistance téléphonique pour donner des conseils spécifiques. Cette approche a amené les producteurs à abandonner l'utilisation des pesticides et à se tourner davantage vers la récolte de cumin, une culture de rente de grande valeur.

¹⁹⁴Nakasone et al 2014.

¹⁹⁵Atsin et Fu (2012) ont évalué l'initiative "Knowledge Help Extension Technology Initiative" (KHETI) en Madhya Pradesh, Inde. Dans le cadre de l'initiative KHETI, des spécialistes en agriculture vont dans les villages avec des téléphones mobiles spéciaux pour enregistrer de courtes vidéos illustrant un problème culturel spécifique. Ces vidéos sont ensuite envoyées aux scientifiques, qui trouvent les solutions spécifiques aux problèmes et les présentent par vidéo aux agriculteurs. Le programme a eu pour résultat une plus grande prise de conscience et de meilleures connaissances des services de vulgarisation.

¹⁹⁶Digital Green permet la production de ces vidéos à faible coût par les acteurs locaux dans les communautés rurales. Ils identifient et proposent des solutions aux problèmes agricoles. Les intermédiaires locaux présentent les vidéos et dirigent des discussions avec de petits groupes de producteurs. L'enthousiasme d'apparaître en vidéo motive les membres de la communauté à connecter leurs réseaux sociaux avec les experts. Cette approche sert de levier pour augmenter l'adoption de nouvelles pratiques et minimiser les coûts des services de vulgarisation. Tiré de <https://www.Spring-nutrition.org/publications/Case-Studies/Digital-Green-amplifying-impact-Innovative-Agricultural-Practices-India> et Gandhi et al. 2009.

¹⁹⁷<https://www.digitalgreen.org/>

¹⁹⁸Le projet d'audioconférence pour la vulgarisation, qui est actuellement en cours d'exécution dans quelques communautés sélectionnées dans le District de Builsa au Nord du Ghana, utilise la technologie de la conférence audio pour faire participer des jeunes producteurs agricoles à des réunions régulières avec des agents agricoles, des experts en vulgarisation agricole, des agronomes, des professionnels des TIC et des chercheurs de diverses institutions. Il implique actuellement plus de 200 producteurs. <http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/An-attractive-opportunity/>

¹⁹⁹L'Afrique dispose de terres non utilisées, mais ces terres se retrouvent relativement concentrées dans quelques pays. En effet, 90% des « terres cultivables potentiellement disponibles » se trouvent dans seulement 6 à 8 pays en Afrique subsaharienne (Jayne et al, 2014 ; Deininger 2011).

²⁰⁰Sumberg et al. 2016.

²⁰¹La majorité des terres cultivées par les petits exploitants africains est sous régime foncier coutumier, l'achat et la vente de lopin de terre est souvent interdite (Bassett et Crummy, 1993 ; Holden et al., 2009).

²⁰²Dans une enquête conjointe menée par la FAO, le FIDA et le MIJARC en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine, 52 % des jeunes agriculteurs ont indiqué que l'accès à la terre constituait leur plus grand défi, quand ils ont commencé la production agricole. Plus de la moitié des répondants non engagés dans l'agriculture l'ont mentionné comme étant l'un des principaux facteurs les empêchant de démarrer une activité agricole.

²⁰³Maiga et al.2015. Ils ont utilisé les données de 13 MVL-ISA 2007 – de l'Éthiopie, du Malawi, du Niger, du Nigéria (Sud et Nord distinctement), de la Tanzanie et de l'Ouganda afin d'étudier les déterminants du temps que les jeunes (âgés de 16 à 35 ans)

consacrent à l'agriculture hebdomadairement. Ils sont parvenus à la conclusion que la taille de l'exploitation agricole par habitant (lopin de terre exploité) est positivement relative aux heures travaillées par semaine par des jeunes dans les exploitations agricoles dans tous les pays sauf au Malawi.

²⁰⁴Bezu et Holden 2014. Ils relèvent que l'exode rural des jeunes vers les villes est élevée dans les zones frappées de pénuries graves en terres agricoles. Par contre, les jeunes issus de familles ayant de grandes exploitations agricoles sont moins susceptibles de choisir des modes de subsistance non agricoles et sont tout aussi moins susceptibles de migrer vers les zones urbaines. Dans ce contexte, il existe un marché de location des terres mais avec beaucoup de restrictions, notamment sur le nombre d'années pendant lesquels les terres peuvent être louées.

²⁰⁵Filmer et Fox 2014.

²⁰⁶Deere et Doss 2006. Les femmes détiennent moins de 5 pour cent des exploitations agricoles en Afrique du Nord et en Asie occidentale et une moyenne de 15 pour cent en Afrique subsaharienne.

²⁰⁷Même dans les systèmes matrilineaires (comme c'est le cas au nord du Mozambique, au Ghana et dans certaines régions de la Zambie et du Malawi) où les droits fonciers sont alloués selon la lignée maternelle, l'autorité traditionnelle, principalement des hommes âgés, prennent toutes les décisions concernant la propriété foncière. En effet, dans les communautés patrilineaires et matrilineaires, les femmes accèdent à la terre par le biais de leurs parents hommes – leurs pères, maris ou oncles (AGRA 2015).

²⁰⁸L'analyse des résultats du Cadre d'Évaluation de la Gouvernance Foncière (CEGF) de dix pays africains, a révélé que les systèmes fonciers traditionnels étaient discriminatoires à l'endroit des femmes, avec seulement 20 % des terres enregistrées en leurs noms (Deininger et al 2014). Il est difficile pour les femmes de garder leurs terres en cas de divorce ou de décès de leur mari (Deininger et Castagnini, 2006).

²⁰⁹FAO, FIDA et MIJARC 2012, Torkelsson, 2012.

²¹⁰Il n'est pas rare que la fragmentation de petites exploitations se poursuive parallèlement à l'acquisition de vastes étendues de terres par des investisseurs externes, qu'ils soient nationaux ou étrangers (Filmer et Fox 2014). Peters (2013) suggère que les insuffisances des droits à la propriété foncière liées au régime foncier coutumier et la complicité des gouvernements nationaux, ont permis l'accaparement des terres par des sociétés étrangères.

²¹¹La baisse de la taille moyenne des exploitations agricoles en Afrique est considérée par certains comme étant un indicateur préoccupant car les contraintes au niveau du marché du foncier affectent déjà négativement les perspectives pour les jeunes de consolider leurs acquis (Djurfeldt et Jirstrom 2013).

²¹²Dillion et Barrett 2017

²¹³Holden et al. 2009. Les marchés de vente de terrain sont également interdits dans certains pays, comme si l'on craignait que ces marchés puissent aboutir à la privation de terres et la concentration des terres dans les mains de quelques-uns. Sjaastad 2003 et Holden et al 2009, ont trouvé très peu d'évidence pour soutenir cette crainte au Kenya, au Malawi et en Ouganda. Il existe également des éléments de preuve en Inde qui suggèrent que la vente des terres augmente les ventes en situation de détresse de la part des pauvres.

²¹⁴A titre d'exemples, nous avons les plafonds fixés sur les montants des loyers ou les interdictions posées contre les propriétaires terrains absents. En Éthiopie, ces restrictions pratiquées dans toutes les régions sauf Amhara, réduisent les opportunités d'utiliser les terres de façon plus productive et inhibent probablement le développement du secteur non agricole (Deininger et al. 2003). En Ouganda, les marchés locatifs ont largement cessé de fonctionner dans les années 2000, à cause des plafonds sérieusement restrictifs imposés aux loyers et la lutte contre l'expulsion des locataires.

²¹⁵Des études menées au Kenya (Yamano et al, 2008), Malawi (Lunduka et al, 2008) et en Ouganda (Deininger et Mpuga, p. 2008) indiquent que le marché informel de location de terrains réaffecte des terres des ménages possédant des terres à ceux qui n'en ont pas.

²¹⁶Des études conduites en **Éthiopie** (Deininger et al., 2008, Godard et Holden, 2008, Holden et Bianchini, 2008 et Kassie et Holden, 2008), au **Kenya** (Yamano et al., 2008 et Jin et Jayne, 2013) et au **Malawi** (Lunduka 2009) montrent que les marchés de location de terres améliorent l'efficacité de l'allocation en égalisant les facteurs des ratios entre les ménages agricoles.

²¹⁷Au **Malawi** (Lunduka 2009) et en **Ouganda** (Deininger et Mpuga p., 2008), la location des terres sert filets de sécurité pour les ménages pauvres-locataires, alors qu'en **Éthiopie**, elle joue le même rôle au profit des ménages propriétaires pauvres (Deininger et al. 2008, Godard et Holden 2008, Gebre et Holden 2011 et Holden et al 2011).

²¹⁸Là où la terre appartient à la communauté et la vente de terres interdite, la deuxième meilleure alternative serait de permettre la vente des terres au sein de la communauté. Cette approche a été adoptée au Mexique, avec l'appui de la Banque mondiale, dans le cadre du « Programme d'Appui aux Jeunes Entrepreneurs Ruraux et Fonds Foncier ». Ce projet octroyait des crédits aux jeunes en milieu rural ne possédant pas de terres pour l'acquisition de terrain communautaire sous-exploités. Ils ont également été formés et ont bénéficié d'un appui technique dans le démarrage d'activités agricoles. Le projet a également accompagné les anciens propriétaires fonciers qui ont transféré leurs terres aux jeunes exploitants agricoles en les aidant à avoir accès aux régimes de retraites existants (FAO, FIDA et MIJARC 2012).

²¹⁹FEDER et Feeny, 1991 ; Besley 1995 ; Alston et al. 1996 ; Brasselle et autres, 2002 ; Jacoby et al, 2002 ; Galiani et Schargrodsky, 2010 ; Do et Iyer 2008. Le régime foncier affecte la productivité par le biais d'au moins trois facteurs, à savoir (i) l'augmentation des moyens de subsistance des propriétaires qui font des investissements liés à la terre à cause du faible de perte de terre (ii) l'efficacité qui renforce les transferts terriens à des utilisateurs plus productifs pour prendre des emplois non agricoles, et (iii) la possibilité d'utiliser la terre comme garanti pour demander un crédit (Deininger et al. 2014)

²²⁰Brooks et al. 2013

²²¹ PRIndex, l'Indice Mondial des Droits de Propriété, est un indicateur de la perception des citoyens de la sécurité des droits de propriété. C'est une nouvelle initiative qui vise à collecter les données d'enquête sur l'insécurité foncière dans 10 pays. <http://www.prindex.net/about>

²²² Le risque d'appropriation par les locataires ou l'Etat a été associé à une réticence à accepter des emplois non agricoles, inhibant ainsi le développement du secteur (Deininger, 2003).

²²³ Deininger et al. 2014.

²²⁴ Deininger et Feder (2009) ont analysé la façon dont le régime foncier formel a affaibli l'utilisation secondaire ou les droits de pâturage et les filets de sécurité sociale en raison de l'accapement des terres par des individus puissants, qui ont précédemment occupés les fonctions d'administrateurs.

²²⁵ « Tout d'abord, la cartographie des bornes avec le GPS est beaucoup plus rapide, moins coûteuse et exige moins de des compétences rares par rapport à la topographie traditionnelle. Un deuxième enregistrement numérique des titres fonciers, ouvert et transparent permet de réduire les coûts de vérification de la propriété et empêche la fraude et la corruption. Ainsi, l'enregistrement foncier constitue une plateforme pour mettre en place différents services importants. » (Banque mondiale 2016b).

²²⁶ Dans l'ensemble, le programme pilote a si bien réussi qu'il est en train d'être étendu à tout le pays, pour couvrir 10 millions de parcelles, au coût de 5 dollars américain par parcelle (Ali, Deininger et Goldstein (2014).

²²⁷ En Tanzanie, 300 000 nouveaux titres ont été établis, principalement dans les zones de plaines inonder, permettant ainsi une meilleure planification de la lutte contre les inondations. <http://www.worldbank.org/en/News/Video/2016/07/25/Tanzania-using-drone-Technology-to-Secure-Land-Rights>. Kosovo - <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/01/07/drones-offer-innovative-solution-for-local-mapping>

²²⁸ Cadasta est une nouvelle initiative peu coûteuse pour cartographier et documenter les droits fonciers individuels ou communautaire. <http://cadasta.org/>

²²⁹ Deininger et Goyal, 2012.

²³⁰ Filmer et Fox 2012.

²³¹ Le Brésil a introduit une taxe foncière avant d'introduire leur programme et a organisé les producteurs pauvres en groupes qui ont négocié et obtenu des terres en tant que groupe. Malawi a introduit un plafond sur le montant maximum d'une subvention qui pourrait être utilisée pour l'acquisition des terres afin d'inciter les gens à négocier en groupe. Des investigations ont également été menées, et les terres redistribuées ont été enregistrées sous un titre de groupe (Byamugisha 2013). La France a mis en place les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) comme un mécanisme de régulation du marché foncier, afin de réorganiser les parcelles, étendre certaines exploitations agricoles qui étaient en dessous du seuil de rentabilité, et aider les jeunes producteurs dans leur installation et dans le démarrage de leurs activités agricoles.

²³² Blattman et Annan (2012).

²³³ Le Cadre de Gouvernance et d'Evaluation Foncière (LGAF) et les *Directives volontaires sur la Gouvernance Responsable du Régime Foncier, de la Pêche et des Forêts dans le Cadre de la Sécurité Alimentaire Nationale* sont des outils de diagnostic mis au point pour aider les décideurs et orienter la formulation, les étapes et le suivi de projets sur le régime foncier dans le Cadre de la Sécurité Alimentaire Nationale au fil du temps.

²³⁴ Les amendements de la loi sur les successions hindou, qui donnent les mêmes droits aux garçons et aux filles d'hériter des terres, ont augmenté de façon significative la probabilité pour les femmes d'hériter des terres et permis des taux de réussite scolaires plus élevés pour les filles et les femmes soumises à la loi modifiée (Deininger et al 2012)

²³⁵ L'établissement de titres conjoints permet de protéger les droits des femmes à la terre en cas de séparation, de divorce ou de veuvage. En Inde, cela a permis d'augmenter la participation des femmes dans la prise de décisions dans les ménages, la mobilité physique (Deere et al. 2013) et la mobilité professionnelle (Garikipati 2009)

²³⁶ Banques, caisses populaires, IMF, les coopératives d'épargne et de crédit et les banques postales

²³⁷ Comparativement à 34 % au niveau national. (Okonjo-Iweala et Madan 2015)

<https://www.foreignaffairs.com/Sponsored/Shine-Light-Gaps>

²³⁸ Au plan mondial, les jeunes avaient entre 10 et 20 pour cent moins de chance que les adultes plus âgés d'avoir un compte en 2014. En Afrique, l'écart correspondant était de 12,6 % (Banque du monde 2014).

²³⁹ Calculs des auteurs

²⁴⁰ Le pourcentage des jeunes en ASS qui détenaient un compte bancaire a augmenté d'un cinquième (à 20,5 pour cent), et celui des jeunes capables d'obtenir un prêt auprès du secteur financier formelle de près des deux cinquièmes entre 2010 et 2014.

²⁴¹ Gardeva et Rhyne 2011.

²⁴² La grande partie de l'augmentation mondiale de 20 pour cent du taux de pénétration des comptes bancaires entre 2011 et 2014 provenait de Chine (64 à 79 %) et de l'Inde (35 à 53 pour cent). Traduit en chiffres absolus, cette croissance signifie que 180 millions d'adultes chinois et 175 millions d'Indiens ont ouverts des comptes, les deux pays représentaient ensemble environ la moitié des 700 millions nouveaux détenteurs de compte dans le monde (Banque Mondiale 2014).

²⁴³ En 2014, 25,1 % de femmes africaines détenaient un compte dans une institution financière formelle contre 32,7 % d'hommes. 13,5 % de femmes avaient accès à l'épargne, contre 18,4 % d'hommes. L'accès au crédit a suivi la même tendance - 5,7 % de femmes en Afrique subsaharienne avaient obtenu un prêt formel, par rapport à 6,9 % d'hommes. (Banque Mondiale) 2014.

²⁴⁴ La proportion de jeunes femmes détentrices d'un compte bancaire en ASS a augmenté de 18 % entre 2011 et 2014, tandis que la proportion des jeunes détenteurs de compte d'une manière générale a augmenté d'un cinquième. (Banque Mondiale) 2014.

²⁴⁵ CGAP 2007 <http://www.cgap.org/sites/default/files/CGAP-Occasional-Paper-Sustainability-of-Self-Help-Groups-in-India-Two-Analyses-Aug-2007.pdf>

²⁴⁶Filmer et Fox 2014.

²⁴⁷La Banque centrale indienne a exigé en 1977 que pour qu'une banque ouvre une succursale dans une zone déjà couverte par des services bancaires, elle doit ouvrir également des succursales dans quatre endroits éligibles et ne disposant pas de services bancaires. Cette politique - qui fut un des plus grands programmes public d'expansion du secteur bancaire dans le monde, a contribué à réduire la pauvreté, et à accroître la fourniture de services d'épargne et de crédit dans les zones rurales. (Burgess et al 2005). Au Ghana, les banques communautaires rurales ont été créées dans les années 70 afin de faciliter les paiements de l'Office du Cacao (Cocoa Board). Elles fonctionnent désormais comme institutions de microfinance qui offrent des produits d'épargne abordables, des dépôts journaliers collectés par des agents qui font du porte à porte, des services de crédit, de transferts d'argent et de paiements (Filmer et Fox 2014).

²⁴⁸FIDA, 2014.

²⁴⁹À l'échelle mondiale, environ la moitié de tous les adultes en âge de travailler sont exclus des services financiers formels. Pour le quintile de revenu le plus bas, 77 pour cent sont exclus (Demirgüç-Kunt et Klapper 2012). Environ 46 pour cent des épargnants dans les économies en développement et 27 pour cent dans les économies à revenus élevés membres de l'OCDE, ont indiqué qu'ils épargnent hors des institutions financières ou en utilisant un club d'épargne informel ou une personne hors de la famille. Les différentes formes d'épargne comprennent l'épargne en espèces à domicile (sous le matelas) ou l'épargne sous forme de bijoux, de bétail ou de biens immobiliers. Dans les économies de l'OCDE à revenu élevé, elle peuvent également inclure l'utilisation de produits d'investissement offerts par les marchés de capitaux et d'autres marchés boursiers ou l'achat de bons du Trésor Public (Banque mondiale 2014).

²⁵⁰Parmi les épargnants ruraux, seuls 13 pour cent ont épargné auprès d'une banque ou une IMF et à 25 pour cent ont épargné auprès d'un groupe d'épargne communautaire. La majorité a épargné leur argent sous le matelas ou dans des biens tangibles comme le bétail. Parmi les emprunteurs ruraux, seuls 6 pour cent d'entre eux ont emprunté à une institution formelle, alors que 42 pour cent se sont retournés vers la famille et les amis, et 5 pour cent ont emprunté auprès de prêteur informel tel que les commerçants ou ceux qui font de la transformation de produits alimentaires (Okonjo-Iweala et Madan 2015).

²⁵¹De nos jours, l'industrie de la microfinance offre des prêts à environ 200 millions d'emprunteurs, mais l'on estime que le nombre de personnes sans compte bancaire à plus de 2 milliards. (Kendall et Voorhees 2014)

<https://www.foreignaffairs.com/Articles/Africa/2014-02-12/mobile-finance-revolution>

²⁵²Les ECR n'ont généralement trouvé aucun impact du microcrédit sur les petites entreprises en Inde, en Afrique du Sud et au Mexique mais plutôt des effets mitigés sur les mesures de protection sociale comme le lissage de la consommation (Banerjee et Duflou 2010, Crépon et al. 2011, Karlan et Zinman 2011, Angelucci et al. 2013).

²⁵³<https://www.foreignaffairs.com/Articles/Africa/2014-02-12/mobile-finance-revolution> (consulté le 3 novembre 2016) ; <http://www.nytimes.com/2010/04/14/World/14microfinance.html?pagewanted=All&r=0> (consulté le 3 novembre 2016)

²⁵⁴Okonjo-Iweala et Madan 2015

²⁵⁵Aldebot-Green et Sprague 2014; Kilara et Latortue, 2012.

²⁵⁶In 2011, 10% seulement de jeunes africains ont épargné auprès d'une institution financière formelle. Une légère augmentation a été constaté avec 11% en 2014 (Banque Mondiale 2014).

²⁵⁷In 2010, la banque étatique de l'Uruguay a permis aux filles et garçons âgés de 12 et 14 respectivement d'ouvrir des comptes d'épargne directement, sans autorisation d'adulte pour les transactions. De même, la Banque Centrale des Philippines a lancé le 'Kidi Account Programme' (Programme de compte enfant) en 2011 - première initiative dans un pays en développement dirigée par une banque centrale qui autorise les jeunes enfants (âgés de plus de 7 ans) d'ouvrir et de gérer leurs propres comptes d'épargne dans 12 des plus grandes banques philippines. (Kilara et Latortue, 2012).

²⁵⁸Un consortium composé de Save the Children, du groupe consultatif pour venir en aide aux pauvres, de New America Foundation, du Centre pour le Développement Social apporte un appui pour l'ouverture de comptes d'épargne individuel et collectif pour les jeunes en Colombie, au Ghana, au Kenya et au Népal (FIDA 2015 – leçons tirées des services de Finance rurale).

²⁵⁹Le FENU met en œuvre des programmes au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Malawi, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda (FIDA 2015 – leçons tirées des services de Finance rurale).

²⁶⁰Ashraf et al. 2010.

²⁶¹Brune et al. 2011.

²⁶²Étant donné que les jeunes ont des taux particulièrement élevés d'actualisation future, qu'ils ont plus de problèmes de maîtrise de soi, et sont plus susceptibles de subir des pressions de la part de leurs pairs et famille pour partager leurs revenus, l'utilisation de dispositifs d'engagement et de rappels à épargner peuvent améliorer considérablement le comportement des jeunes vis-à-vis de l'épargne (J-PAL 2013). L'envoi de SMS peu coûteux pour rappeler aux jeunes d'épargner - et rappeler aux emprunteurs l'achat spécifique pour lequel ils épargnent - peut contribuer à surmonter les problèmes qui surviennent du fait des taux d'actualisation futurs élevés (Karlan et Zinman. 2011).

²⁶³Ramírez et Fleischer-Proaño, 2013 ; La Fondation MasterCard et Boston Consulting Group 2015.

²⁶⁴Plan Canada – 88 000 jeunes ; Freedom from Hunger – 24 070 jeunes (FIDA 2015 – enseignements tirés de la finance rurale).

²⁶⁵Selon Bill Gates, le fait de ne pas disposer d'un ancien système bancaire analogique est un avantage pour plusieurs pays en développement car cela incitera des innovations audacieuses dans le domaine des services financiers par de nouvelles entreprises dans les zones pauvres. <https://www.foreignaffairs.com/Sponsored/secret-Decoder-Ring> (consulté le 5 novembre 2016)

²⁶⁶M-Pesa permet aux clients de déposer et d'envoyer de l'argent à partir de leur téléphone mobile. 62 pour cent des adultes au Kenya disposent de comptes M-PESA actifs. En Tanzanie, plus de 47 % des ménages ont un membre de la famille qui est enregistré et en Ouganda, 26 pour cent des adultes sont utilisateurs (Kendall et Voorhees 2014).

- ²⁶⁷Lancé en novembre 2012 par la 'Commercial Bank of Africa' et l'entreprise de télécommunications Safaricom, le service M-Shwari permet aux utilisateurs de M-Pesa d'ouvrir des comptes d'épargne et de demander des prêts à court terme à partir de leur téléphone cellulaire au Kenya. La demande pour le produit était si élevée que M-Shwari a ouvert environ 1 million de comptes au cours des trois premiers mois. M-Pawa est le service équivalent en Tanzanie (Okonjo-Iweala et Madan 2015, Kendall et Voorhees 2014)
- ²⁶⁸Par contre, avec les taux d'adoption élevés de M-PESA, ceux qui font du microcrédit ont rarement plus de dix pour cent de participation dans leurs zones d'intervention (Kendall et Voorhees 2014).
- ²⁶⁹Kirui e.a. (2013)
- ²⁷⁰Grossman et Tarazi 2014.
- ²⁷¹BASIX, une organisation initialement créée pour offrir des services microcrédit aux pauvres dans les zones rurales, propose désormais d'autres services financiers - épargne, transfert d'argent et assurance - et des conseils en gestion d'entreprises de production agricole et d'élevage dans plus de 25 000 villages indiens. Il utilise plus de 1000 prestataires de services dans le cadre du programme (Brooks et al. 2013).
- ²⁷²Brooks et al. 2013.
- ²⁷³Greatrex e.a. 2015.
- ²⁷⁴EcoFarmer assure des sacs de 10 kilos de semences de maïs certifiées, produits par une compagnie de semences locale. Les producteurs enregistrés auprès de EcoFarmers peuvent prendre cette assurance à partir d'un téléphone mobile connectée à Econet en saisissant le numéro d'un bon contenu dans une capsule en plastique insérer dans le sachet de graines. Le producteur verse ensuite une prime de 8 cents par jour pour la saison de 125 jours (environ 10 \$) par le biais de EcoCash. En cas de pluies excessives ou de sécheresse, selon les stations météorologiques installées dans la zone de l'exploitation agricole, les producteurs reçoivent un montant s'élevant à 10 fois la prime payée (100\$) par l'intermédiaire de EcoCash (Masiyiwa 2016). <https://www.foreignaffairs.com/sponsored/mobile-revolution-20> (consulté le 5 novembre 2016).
- ²⁷⁵EcoCash a démarré en 2011, au moment où toutes banques commerciales du pays réunies comptaient 900 000 clients. Au bout des quatre ans qui ont suivi son lancement, EcoCash compte 5 millions de clients. (Masiyiwa 2016). <https://www.foreignaffairs.com/sponsored/mobile-revolution-20> (consulté le 5 novembre 2016).
- ²⁷⁶Banque mondiale 2016b
- ²⁷⁷Okonjo-Iweala et Madan 2015, Banque du monde 2014.
- ²⁷⁸Strive Masiyiwa, fondateur de EcoCash, insiste sur le rôle des commerçants, qui sont considérés dans leurs communautés locales. « Ces agents constituent les piliers des services de finances mobiles et sont à l'avant de l'interaction avec le client dans toute l'Afrique. Investir dans l'expansion de notre réseau de distribution, plutôt que d'accorder la priorité au profit à court terme, a été une approche importante dans la réussite de Ecocash. Nous avons mis à profit le même réseau d'agents dans les zones rurales pour promouvoir les produits de EcoFarmer. La gamme de services de EcoFarmer repose sur un processus d'enregistrement des producteurs, processus nécessaire pour collecter des informations sur ce que produit l'agriculteur, sur son emplacement et sur les services dont il a besoin. Bien que les premières interactions de EcoFarmer visaient uniquement à connaître le numéro de téléphone mobile des producteurs, nous nous sommes vite rendu compte que sans ce niveau d'information plus poussé, nous ne serions pas en mesure de bien cibler nos services. En faisant des recherches au niveau des programmes d'enregistrement des producteurs, nous pouvons anticiper et activer la prochaine vague de solutions numériques ciblant les petits exploitants comme bénéficiaires. » (Masiyiwa 2015).
- ²⁷⁹L'acte uniforme OHADA portant sur les sûretés, a été amendé en 2010 pour permettre aux emprunteurs dans 17 pays d'Afrique subsaharienne d'utiliser un éventail de biens comme garantie, y compris les récépissés d'entrepôt, les machines et équipements et autres créances (Brooks et al. 2013)
- ²⁸⁰OIT 2016.
- ²⁸¹AGRA 2015.
- OIT. 2015.
- ²⁸³*Ibid.*
- ²⁸⁴*Ibid.*
- ²⁸⁵Plan International, 2015. Jeunes, femmes et sans emploi: un triple défi.
- ²⁸⁶FAO.2011.
- ²⁸⁷Croppenstedt et al. 2013.
- ²⁸⁸Pyburn et autres 2015.
- ²⁸⁹FAO. 2012.
- ²⁹⁰Allen et al 2016.
- http://www.isp.msu.edu/files/6014/7248/3804/AgYees_Policy_Brief_FINAL.pdf
- ²⁹¹Un modèle de partenariat intégré public - privé en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, Tanzanie. <http://www.fao.org/3/a-i4118e.pdf>
- ²⁹²Programme Jeunesse en Action <http://youthinaction.savethechildren.ca>
- ²⁹³Projet Emploi des Jeunes dans l'Agriculture durable (YESA) de Farm Africa. <http://www.farmafrica.org/kenya/farming-opportunities-for-young-people>
- ²⁹⁴Un modèle de partenariat intégré public - privé en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, Tanzanie. <http://www.fao.org/3/a-i4118e.pdf>
- ²⁹⁵Cho et Honorati 2014
- <http://WOL.Iza.org/Articles/entrepreneurship-for-Poor-in-Developing-Countries.pdf>

-
- ²⁹⁶Programme de gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRMP) du Nigeria.
- ²⁹⁷ <http://www.fao.org/rural-employment/ressources/detail/en/c/396482/>
- ²⁹⁸Le FIDA a soutenu le Projet de Développement des Chaines de Valeurs Agricoles (PAFA) au Sénégal.
- Un modèle de partenariat intégré public - privé en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, Tanzanie
- ²⁹⁹Initiative en faveur des adolescentes au Libéria.
- <http://documents.worldbank.org/curated/en/465841467999715075/pdf/101061-AR-P133146-PUBLIC-Box393257B-WBG-GenderTrustFunds-Report-2015.pdf>
- ³⁰⁰Expérience internationale en matière d'interventions en faveur de l'emploi des jeunes: L'inventaire sur l'emploi des jeunes. Document de base pour les activités économiques et sectorielles de la Banque mondiale 20117 au titre du « Programme Jeunes et emplois en Sierra Leone ».
- ³⁰¹ *Ibid.*
- ³⁰² *Ibid.*
- ³⁰³ *Ibid.*
- ³⁰⁴ OIT, 2016. Emploi des jeunes en Asie - Pacifique et dans les pays arabes. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---Asia/--RO-Bangkok/documents/publication/wcms_534363.pdf
- ³⁰⁵OIT, travail décent et productif dans le secteur agricole. Travail décent dans l'économie rurale. Notes d'orientation politique.
- ³⁰⁶ CTA, 2016. Innover pour promouvoir l'agriculture. Entrepreneurs jeunes en TIC surmontant les défis et la transformant l'agriculture.
- ³⁰⁷ Programme des Jeunes Agri preneurs <https://iitayouthagripreneurs.wordpress.com/about/>
- ³⁰⁸Note du G20 relative à l'emploi des jeunes, établie par la Banque mondiale
- ³⁰⁹ *Ibid.*
- ³¹⁰Le système du Balmed Blockfarming Balmed est un modèle d'aménagement qui repose d'un partenariat juste et à long terme entre propriétaires fonciers, usagers et Balmed Holding.
- <http://www.balmed.org/index.php/blockfarming>
- ³¹¹Un modèle de partenariat intégré public - privé en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, Tanzanie.
- <http://www.fao.org/3/a-i4118e.pdf>
- ³¹² Le 'Youth Entrepreneurship Facility (YEF) ' était un projet régional mis en œuvre par l'OIT au Kenya, en Ouganda et Tanzanie (2010-2014). L'objectif principal de la 'Facilité' était de contribuer à la création d'emplois décents pour les deux jeunes africains à la fois sous forme d'auto-emploi que de création d'emplois pour d'autres.. Les résultats obtenus par le YEF ont été facilités par l'excellence des partenariats tissés avec les mandants de l'OIT et les autres parties prenantes dans les trois pays dans les secteurs publics, privés et non étatiques.
- ³¹³FAO, 2012. Les jeunes : l'avenir des coopératives agricoles
- ³¹⁴ FAO, 2015.
- ³¹⁵Samson et al. 2015.
- ³¹⁶ OIT 2014.
- ³¹⁷ IFAD. 2016.
- ³¹⁸ *Ibid.*
- ³¹⁹ FAO.2016. Forum mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Résumé de la discussion en ligne n.127 <http://www.fao.org/3/a-bl631e.pdf>
- ³²⁰ de la O Campos 2015.
- ³²¹ FAO, 2015. L'autonomisation des femmes en milieu rural par le biais de la protection sociale. Transformations du monde rural - Série de documents techniques #2
- ³²²Losch et al. 2012.
- ³²³ Banerjee et al. 2015, et Das et Misha 2010. MacMillan 2013). Les cinq principales composantes des programmes BRAC ciblent, les salaires, les comptes d'épargne formels, le transfert de moyens de production et la formation productive. Ces programme de progression offrent un ensemble de services holistiques, y compris l'octroi d'un bien de production aux ménages les plus pauvres du village (BRAC les appelle les « ultra pauvres »). Les bénéficiaires sont identifiés à travers un processus participatif lors d'une réunion du village, suivi par une visite de vérification par le personnel de l'organisation. Les bénéficiaires sélectionnés reçoivent alors un bien de production qu'ils choisissent sur une liste, la formation et l'appui pour l'utilisation du bien de production qu'ils ont choisi. Ils reçoivent également un encadrement général pour les compétences de base, un appui pour la consommation hebdomadaire sur une période fixe, et généralement l'accès à un compte d'épargne et des informations ou services de santé.
- ³²⁴ Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (FAO 2015, IFAD 2016).
- ³²⁵ *Ibid.*
- ³²⁶ FAO 2015
- ³²⁷ Le Programme de lutte contre la faim au Brésil (Zéro Hunger Programme) qui crée des cercles vertueux en augmentant le pouvoir d'achat des familles rurales pauvres grâce au programme de transfert d'argent Bolsa Família, stimulant ainsi la production de petits producteurs locaux, qui reçoivent un soutien à la production et qui, à leur tour, approvisionnent les marchés institutionnels tels que le programme de cantine scolaires par l'intermédiaire du Programa de Aquisição de Alimentos (programme d'achat de produits alimentaires) qui s'approvisionne localement auprès des petits exploitants familiaux;
- ³²⁸ En Ethiopie, le 'Productive Safety Net Programme' se focalise sur l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole, le développement des infrastructures rurales et la réduction de la nécessité pour les populations rurales de vendre leurs biens pour faire face aux chocs. Le programme permet d'accéder aux moyens de production, aux technologies et services de crédit, en

partenariat avec des institutions privées de micro finance qui investissent dans les infrastructures locales, ainsi que font des transferts d'argent liquide et de denrées alimentaires. Hoddinott et al. 2012.

³²⁹Le Projet 'From Protection to Production' (de la Protection à la Production) (PtoP) vise à développer une approche novatrice qui établit un lien la protection sociale et les politiques agricoles ciblant les petits exploitants agricoles dans sept pays africains : L'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe.

³³⁰ FAO, 2016.

³³¹ FAO, 2010. Lignes directrices sur comment prendre en compte l'emploi rural décent dans les activités de la FAO au niveau national.

³³² FAO, 2015. L'autonomisation des femmes en milieu rural par le biais de la protection sociale. Transformations du monde rural - Série de documents techniques #2

³³³ Guhan, 1994.